

# Conférence des Groupes «Force Ouvrière» (Salle des Horticulteurs)

Première séance: *jeudi 18 décembre 1947 (matin)*

-----

Président: **Theillet** (*Haute-Marne*)

Assesseurs: **Decottignies** (*Métaux, région parisienne*), **Laume** (*Mineurs*).

**Charlot** (*Alimentation*): Camarades, voulez-vous prendre place, s'il vous plaît.

Pour présider la première séance de cette Conférence, le Groupe Central vous propose le camarade Theillet, secrétaire départemental de la Haute-Marne, assisté du camarade Decottignies, des Métaux de la région parisienne, et du camarade Laume, des Mineurs. Êtes-vous d'accord avec ce bureau?

**Le Président:** Camarades, je salue au nom du *Groupe Central* «*Force Ouvrière*» les camarades qui ont fait le déplacement et qui ont répondu à la convocation qui leur a été adressée par ledit *Groupe Central* dans le but d'éclairer la situation et de permettre de connaître l'opinion des diverses organisations de notre pays. Il est certain que cette Conférence va revêtir un caractère d'une importance exceptionnelle, et je suis certain que, de ces débats, sortiront des résolutions aussi importantes.

Je passe dès maintenant la parole à mon camarade Charlot qui, au nom du *Groupe Central*, va faire un résumé succinct des débats.

**Charlot** (*Alimentation*): Camarades, mon intervention ne sera pas longue, car nous avons un besoin absolu d'entendre le plus grand nombre possible de camarades. Cette Conférence a pour objet de nous informer, autant que faire se peut. Je rappellerai très rapidement que - il y a six semaines environ - pour la première fois nous nous sommes trouvés rassemblés nationalement, mouvement «*Force Ouvrière*». À l'époque nous avons pris, à la presque unanimité, certaines décisions. Il s'agira de savoir si celles-ci sont encore valables aujourd'hui.

Depuis, je tiens à le rappeler, un certain nombre d'événements se sont déroulés. Il y a eu, d'abord, le C.C.N. des 13 et 14 novembre, suivi presque immédiatement du mouvement de grève qu'on a tenté de généraliser, que vous connaissez bien - je n'ai pas besoin de m'appesantir. Je me plais à rappeler ici que, lors de la *Conférence Nationale*, quelques camarades seulement avaient semblé mettre en doute la volonté de lutte qui pouvait nous animer contre les communistes à l'intérieur de la C.G.T. Or nous osons espérer que tous vous serez d'accord avec le *Groupe Central* «*Force Ouvrière*» pour rendre un

particulier hommage aux membres minoritaires du Bureau Confédéral qui, au moment de la grève, ont su donner la preuve qu'ils n'entendaient pas être à la remorque des communistes (*applaudissements*). Sans vouloir diminuer aucun des camarades qui ont participé à cette action, je ne puis m'empêcher de citer notre vieil ami Jouhaux et émettre l'espoir que ses sages conseils nous seront, pendant longtemps encore, accordés.

De cette Conférence peuvent sortir des décisions très graves pour l'avenir du mouvement ouvrier, le pire et le meilleur. Nous insistons donc particulièrement auprès de tous nos amis pour que leurs interventions ne soient pas seulement des interventions provoquées par des apparences parfois fugitives, qu'elles ne soient pas provoquées par des réactions personnelles, qu'elles soient le reflet le plus exact possible des avis exprimés par les camarades de la base, sans que, toutefois, ils oublient - eux, militants - les conséquences que pourront avoir les décisions dernières qui sortiront de cette Conférence.

Il faut qu'on exprime ici des idées pensées et repensées. Il ne faut pas que nous nous engagions dans une voie qui ne serait pas celle menant la classe ouvrière à l'avenir meilleur que nous espérons pour elle. Il ne faut pas que, de cette Conférence, sortent des décisions qui nous entraîneraient là où nous ne voudrions pas aller, les uns et les autres. Il faudra que chaque militant intervenant à cette tribune ne perde pas de vue que le mouvement ouvrier, sur sa gauche et sur sa droite, peut être menacé demain. Il ne s'agit donc pas, pour nous, de méconnaître ces dangers. Il ne s'agit donc pas, pour nous, en voulant défendre la classe ouvrière, d'aller à l'inverse et de l'affaiblir. Il s'agit de donner à celle-ci un outil qui lui permette à la fois, certes de se soustraire à la dictature communiste, mais qui lui permette aussi de mettre en échec demain toute tentative possible venant de la part de la réaction, car il ne faut pas, sous couvert de lutte contre ce qui nous a paru lourd à supporter jusqu'à maintenant, que nous oublions cet autre danger. Et nous insistons particulièrement auprès de nos amis pour que, dans les suggestions qu'ils apporteront à cette tribune, ce souci majeur ne soit pas absent de leur esprit.

Je n'en dis pas plus long. Mes camarades du *Groupe Central* «*Force Ouvrière*» ne m'ont pas mandaté pour vous indiquer immédiatement quels sont les sentiments qui animent les uns et les autres au sein de ce *Groupe Central*; nous ne voulons influencer personne. Nous voulons qu'ici chacun s'ex-

prime avec l'absolue liberté mais, encore une fois, que personne ne perde de vue que de cette Conférence peut sortir le meilleur et le pire, et que c'est ardemment que nous souhaitons tous que ce soit le meilleur qui en sorte (*applaudissements*).

**Le Président:** Camarades, je vous demanderai d'être aussi brefs que possible dans vos interventions, pour que le maximum de camarades puissent se faire entendre et exposer le point de vue des organisations qu'ils représentent, et je demande aux camarades qui désirent prendre la parole de se faire inscrire au Bureau, et je les inscrirai à la suite.

Le camarade Grimaldi, des P.T.T., a la parole.

**Grimaldi (P.T.T.):** Camarades...

**Ouradou (Cheminots):** Un mot, pour une motion d'ordre.

Dans des assemblées comme celle-ci, il est d'usage, à l'origine, de laisser parler les camarades autant qu'ils veulent, et l'on est contraint par la suite de limiter à quelques minutes le temps de parole des derniers orateurs. Je désirerais qu'à l'origine on limite dès maintenant le temps de parole, qu'il est possible de fixer à quinze minutes.

**Des délégués:** Dix minutes!

**Ouradou (Cheminots):** En dix minutes, ou quinze minutes, le camarade peut dire ce qu'il a à dire.

**Le Président:** Je vous propose dix minutes de temps de parole. Êtes-vous d'accord ?

**La salle:** Oui !

**Grimaldi (P.T.T.):** Camarades, à la dernière conférence de «*Force Ouvrière*», les P.T.T. ne sont pas intervenus en tant que fédération parce qu'ils étaient pour l'unité, parce qu'ils voulaient batailler au sein de la *Fédération Postale* pour reconquérir la *Fédération Postale*. Depuis, des événements très graves se sont produits. Dans les P.T.T., par exemple, à Paris, 5.000 voix de majorité se sont prononcées contre la grève; en province, pas un département n'a demandé la grève, tous l'ont repoussée. Malgré cela, le parti communiste a tout fait pour avoir la grève. Il y a eu des batailles physiques entre camarades, il y a eu des assauts de centraux téléphoniques, du central télégraphique, et vous en comprenez les raisons. Je ne parle pas en mon nom personnel, je suis certain de parler au nom de 80% des Postiers de France et d'outre-mer: pas une voix discordante, à notre connaissance, n'a été portée qui demande de maintenir la position ancienne. Tous demandent qu'on crée une nouvelle fédération au sein d'une nouvelle C.G.T. Ce que je dis là est très grave, et je le sais, mais il ne faut pas nier ce qui existe. À la dernière conférence, c'était peut-être les militants qui

parlaient. La dernière scission qui a eu lieu, c'était peut-être une scission, un conflit doctrinal entre militants.

Cette conférence, en ce qui concerne les Postiers en tout cas, j'en suis certain, reflète le sentiment de la base. La scission, si elle n'est pas dans le cœur, dans le sentiment – et elle n'y est pas en ce qui nous concerne – elle est dans le cœur et la volonté de tous les Postiers non militants (*applaudissements*).

Si nous laissons ces Postiers partir, parce qu'ils partiront, quoi que nous fassions, si nous voulons rester à la Fédération, ils partiront, ils iront n'importe où, ils seront à la merci du premier aventurier, et je pense que nos camarades du Bureau confédéral qui, dans ces temps passés, ont augmenté leur crédit, se sont rendus populaires aux yeux de la classe ouvrière, qui ont eu le courage d'affronter, non seulement les stalinien, mais les véritables difficultés, je pense qu'ils sont qualifiés et, en ce qui concerne les Postiers, leur confiance est entière en eux pour qu'ils prennent la tête de ce mouvement.

Je sais bien le drame de conscience qui doit être provoqué chez eux. Chez nous, c'est la même chose à un échelon inférieur, nous avons tout de même un certain scrupule. On a analysé chaque soir, entre militants, les événements et, actuellement, si les Postiers ne quittent pas la Fédération Postale, ne créent pas une nouvelle fédération au sein d'une nouvelle C.G.T., ce n'est pas 100.000 adhérents à la Fédération Postale qu'il y aura ! Il n'y aura que les communistes, les autres iront n'importe où. Nous ne pouvons laisser faire cela. La scission que je vous demande ne vient pas des militants de la Fédération Postale, elle vient des couches profondes, de tous les Postiers. C'est grave, je le sais, mais il est un devoir où, à un moment donné, il s'agit de concrétiser. Camarades, je suis très bref; la journée sera peut-être historique dans le mouvement syndical. Toujours est-il que les Postiers attendent cette scission et, demain, les Postiers de France se réuniront en congrès pour décréter, au sein de «*Force Ouvrière*», au sein de la nouvelle C.G.T., la nouvelle Fédération Postale (*applaudissements*).

**Vedrenne (Limoges):** Camarades, au cours de notre réunion des 8 et 9 novembre, où nous avons tous, en nous-mêmes, pris des décisions mûrement réfléchies, nous avons, pour notre part, dans la Haute-Vienne, essayé de les concrétiser dans les faits. Je dois vous dire que, représentant le groupe de «*Force Ouvrière*» de la Haute-Vienne, j'étais presque mandaté, à notre conférence, pour un mouvement de scission.

Or, je sais, et nous le savons tous, que la scission est une chose grave et qu'il ne faut pas se jeter à corps perdu dans un mouvement dont on ne sait pas de quoi il sera fait demain. J'avais écouté l'historique des scissions fait par notre camarade Jouhaux; j'avais écouté tous nos camarades avec foi, car nous avons toujours eu confiance dans cette classe ou-

vrière, qui nous a fait confiance elle-même, et nous sommes repartis avec l'espoir que la résolution qui avait été votée pourrait être appliquée dans son intégralité. Eh bien! Je dois vous dire aujourd'hui que l'atmosphère qui régnait il y a six semaines, ne se trouve plus, chez nous. Pourquoi? Pour plusieurs raisons. La première: vous avez tous remarqué, et ce n'est pas un grief que je veux adresser à nos secrétaires confédéraux, que, depuis la Libération, nos secrétaires confédéraux, peut-être par le jeu du hasard et parce que les militants communistes avaient pris notre propre programme, n'avaient pas réussi à se dissocier de la majorité de la C.G.T. Or, après notre conférence, au dernier C.C.N., cette minorité s'est affirmée nettement. Et qu'a-t-on vu? On a vu la majorité qui commençait à ne pas bien savoir où donner de la tête, parce qu'elle était prise dans ses entourures et sentait que le mouvement de masse qu'ils tenteraient dans le pays commençait à se promouvoir. Vous avez vu l'histoire des grèves; je ne sais pas ce qui s'est passé dans vos provinces ou à Paris, car les contacts que nous avons ne sont qu'écrits et pas souvent oraux. Mais le mouvement de grève, dans la Haute-Vienne, a été suivi à peu près à 10%. Nous avons vu la majorité de l'U.D. de la Haute-Vienne faire des piquets de grève, nous avons vu des gens qui ne se contentaient pas de la parole, mais qui voulaient passer aux actes et à la brutalité; nous avons un sang bouillant dans les veines et ils ont été reçus comme il fallait quand ils sont venus.

Eh bien, voyez-vous, de l'ensemble de tout cela il faut savoir tirer une morale. La morale que nous commençons à tirer est celle-ci, et je vais vous citer un cas typique: c'est le *Syndicat de la Chaussure* à Limoges, qui groupe à peu près 2.000 adhérents car, vous le savez, à Limoges il y a deux grosses industries, la Chaussure et la Porcelaine – celle-ci nous n'en discuterons pas car c'est un de nos camarades. La Chaussure, c'était un militant communiste, il a décrété la grève par son Conseil syndical, de par sa volonté et non pas de par la volonté des militants; le résultat pratique, c'est que la grève n'a pas été suivie. Il y a eu un arrêt de travail de trois ou quatre jours, consécutif à la mise en place pour faire les votes secrets, mais le résultat encore de tout cela, c'est que, sur 2.000 syndiqués le syndicat de la Chaussure n'en compte plus que cinq ou six cents, et je n'en suis pas sûr. Or, tous ces camarades qui ont quitté, ce sont des démissions collectives qui se sont produites; ils sont venus nous trouver, nous leur avons expliqué la position que nous avons. Je dois vous dire qu'il n'y a rien à faire. La cause est entendue, ils ne veulent avoir aucun rapport avec les militants du parti communiste qui sont à la C.G.T. (*applaudissements*).

Je suis mandaté aujourd'hui pour vous dire que la Haute-Vienne, dans son ensemble, veut une scission et nous estimons que le moment est favorable pour une scission. Ce n'est pas parce que nous

avons l'esprit de la scission, mais c'est parce que nous reflétons l'état d'esprit de la masse. Et, voyez-vous, si nous ne prenons pas la tête de ce mouvement que la masse veut, que va-t-il advenir, car je veux pousser moi aussi plus loin et je veux regarder ce qui se passerait si nous restions à l'intérieur de la C.G.T. Voulez-vous me dire, après la position combative qu'ont prise nos secrétaires confédéraux, quelle sera leur attitude demain, si la classe ouvrière consent à rester à l'intérieur de la C.G.T.? Eh bien! ce sera, que vous le vouliez ou non, une minorité de communistes, qui ont subi un échec qui doit être total pour eux et qui, demain, se transformera par une grande victoire, si nous restons à l'intérieur de la C.G.T., parce que, vous le sentez bien vous-mêmes, s'ils ont fait arrêter le mouvement qui est parti, ce ne sera plus une défaite pour eux, mais pour nous. Voilà ce que j'avais à vous dire au nom du département de la Haute-Vienne (*applaudissements*).

**Babau** (*Bouches-du-Rhône*): Camarades, j'appartiens à un département qui compte, je crois, la deuxième union départementale de France, U.D. qui est colonisée à 98%. J'ai également le regrettable honneur d'appartenir au département d'où sont partis les incidents que vous connaissez, et je signale au passage, sans insister, qu'on ne saurait associer en quoi que ce soit la classe ouvrière marseillaise à la mise à sac du Palais de Justice ou à la mise à sac de l'Hôtel de Ville, pas plus qu'aux autres incidents qui se sont produits à Arles, par exemple. Nous n'accepterons jamais qu'on confonde l'action de travailleurs avec celle de troupes de choc et d'hommes de main qui n'ont jamais travaillé de leur vie, pour la plupart.

À la dernière conférence, je n'avais rien dit. La raison en était fort simple; notre *Groupe «Force Ouvrière»* est un groupe très modeste, nous avons vécu en vase clos, l'action que nous avons menée était très bénigne et je pensais qu'il nous était difficile, à nous militants, dont la plupart d'ailleurs, je dois le dire honnêtement, n'ont pas de responsabilités directes dans le mouvement, de venir donner ici je ne dis pas des leçons, mais des conseils. Et je disais à quelques-uns qui parlaient de scission: songez que pour nous c'est la position facile, nous n'avons pas de responsabilités, mais songeons aux camarades qui ont, eux, des fédérations, des syndicats qu'ils ont entre les mains, qui sont majoritaires, et comprenons fort bien qu'ils ont d'autres raisons que nous et que l'action qu'ils essaient de mener à l'intérieur a peut-être quelque valeur et doit être tentée. Aujourd'hui les circonstances sont différentes et j'observe tout de suite que ce sont nos camarades qui ont été les plus acharnés à la dernière Conférence – et vous en avez eu le témoignage par Grimaldi, je pense à nos camarades du *«Combat syndicaliste des P.T.T.»* et à Carpentier du Nord – qui sont aujourd'hui des camarades qui déjà ont une position, semble-t-il, quelque peu différente.

Je ne crois pas que nous puissions rester sur la décision prise il y a six semaines. Pour notre part, je veux souligner deux faits. Ce n'est surtout pas pour me référer à des violences qui ont pu se produire, violences physiques, à Marseille il y en a eu, comme ailleurs, elles n'ont pas pris un caractère de gravité. Il y a eu un mouvement de grève largement étendu; beaucoup de travailleurs ont été mis dans l'impossibilité de travailler, mais ce qui a marqué, surtout, c'est le sentiment très net, c'est que l'immense majorité de l'opinion publique condamnait formellement ce mouvement de grève. Ailleurs, et plus particulièrement à Arles, les violences ont pris un tel caractère que cela a déterminé chez nos camarades une véritable révolte. Je ne vous citerai que deux petits passages de deux lettres que j'ai reçues. L'une émane d'un camarade de l'Électricité d'Arles, qui dit:

*«Nous refusons de subir les ordres et les pressions de tout ordre exercés par les représentants de l'union locale, qui se sont traduits par des interventions violentes de groupes d'hommes de main étrangers, ne faisant pas partie de la corporation, et dont certains, même, n'exercent aucune autre profession que celle d'agitateur».*

Et une autre, d'un camarade des Instituteurs, vieux militant, il y a vingt ans que je le connais et qu'il milite, camarade très sérieux et qui écrit:

*«Une seule raison nous a décidés à la grève: la confiance que nous avons en vous-même et en Lavergne, signataire de la déclaration «Force Ouvrière» au C.C.N., grève faite seulement pour ce motif à 85%. Mais nous attendons vos explications avec impatience. Trouble certain et violent de nos camarades. On ne veut plus d'une C.G.T. politisée. Les collègues veulent déchirer leur carte C.G.T., ne pouvant absolument plus consentir à ce qu'une part de leur cotisation, si minime soit-elle, aille soutenir les agitateurs fauteurs de guerre civile de l'union locale et de l'U.D.» (applaudissements).*

Je citerai un troisième fait, amusant celui-là. J'ai eu la visite d'un camarade qui appartient à une section des Municipaux, qui groupe 150 camarades, qui m'a dit: les camarades m'ont dit qu'on ramasserait les 150 cartes de la C.G.T. et tu les renverras à Paris, nous ne voulons pas les garder. Je leur ai dit: c'est parfaitement inutile. L'esprit a donc changé. De plus nous avons suivi de très près l'action de la minorité confédérale, à laquelle nous avons applaudi, où nous nous sommes manifestés pour la première fois; de larges placards ont été publiés dans les journaux. Nous avons vu immédiatement venir vers nous (c'étaient des individualités, s'entend) mais des camarades appartenant à des corporations où nous n'avions pu pénétrer: des Produits Chimiques, du Bâtiment, des Métaux. J'ai eu la visite de nombreux camarades, des agents de maîtrise et des cadres qui sont venus nous dire: camarades, nous sommes avec vous, nous voulons former, non pas des groupes «Force Ouvrière», mais des syndicats «Force Ouvrière». Et pourquoi disaient-ils cela?

Parce que, à mon avis, l'action de la minorité confédérale a pris l'allure d'une action d'une véritable confédération; quand on suit l'action menée par les camarades du Bureau à partir du jour où ils ont publié le premier communiqué de la minorité, et tout au long du déroulement de la grève, on s'aperçoit qu'ils ont agi comme s'ils étaient les dirigeants d'une véritable Centrale. Et ce fait a contribué à créer dans l'esprit de nos camarades l'idée que «Force Ouvrière» était la centrale syndicale de demain. Un grand enthousiasme se développe. Je m'empresse de dire: je ne suis pas assez naïf, j'ai quelque expérience dans le mouvement syndical, pour ne pas croire que, demain, tout marchera comme sur des roulettes et que nous verrons les travailleurs affluer en masse vers nous. Mais les conditions psychologiques pour un rassemblement des travailleurs, pour un syndicalisme libre, existent dans le moment présent et, si nous le laissons passer, il ne se présentera peut-être plus demain. J'ajoute que je ne pense pas que nous puissions empêcher les mouvements d'autonomie qui se développent et ce que je crains surtout, c'est que si ces mouvements d'autonomie, pour certains, ont un caractère nettement syndicaliste, il est à craindre que nous voyions se former des syndicats autonomes – et j'en ai quelques exemples à Marseille – qui ne soient pas inspirés par des motifs syndicaux et qui contribueront seulement à jeter un peu plus de trouble et de désarroi dans la situation présente. J'ai eu, à ce sujet, à faire face à pas mal de manœuvres et à faire en sorte que ce soit «Force Ouvrière», et seulement «Force Ouvrière», qui compte. Ne laissons pas échapper cette occasion unique, car nous prendrions, je le crois, une grande responsabilité dans la grève qui vient de se dérouler et qui a laissé beaucoup d'amertume chez les travailleurs. Il y a une chose reconfortante, les travailleurs n'ont peut-être pas eu entièrement l'impression d'être vaincus, à cause de l'action de la minorité. Ce qui a été vaincu, c'est l'esprit de politisation des grèves (*applaudissements*); mais si, demain, «Force Ouvrière» hésitait, nous aurions un grand découragement chez les travailleurs.

Un autre fait à signaler, et je cite un chiffre donné par plusieurs côtés, c'est le recrutement qui se fait du côté de la C.F.T.C.; dans une ville comme Marseille, la C.F.T.C. – vous me direz que ce n'est pas grand'chose – recrute quelque chose comme 450 à 500 adhésions par jour. Deux fédérations existent au point de vue autonome, qui ont une certaine importance: c'est la *Fédération Syndicaliste des P.T.T.* et c'est la *Fédération des Cheminots* qui vient de se créer. Des cadres vont en grand nombre vers l'autonomie. Si vous n'y faites pas attention, vous n'empêcherez pas pas mal d'éléments de nous quitter. Lutter de l'intérieur? Les camarades qui pourraient le faire sont, pour beaucoup, à la base surtout, éloignés de l'action syndicale, et vous savez combien on arrive à les écœurer par des manœuvres, injures ou calomnies. Je crois donc qu'il faut se méfier. Je



crains également que, contre toute espérance, peut-être, il n'y ait pas de la part des majoritaires des procédures d'exclusion; car enfin, si nous voulons raisonner en syndicalistes, il serait normal de penser qu'il y aurait peut-être des motifs à exclusion, on ne les fera pas, on les fera à la base, par petits paquets. Rappelez-vous la note de Frachon au lendemain même de la publication du premier communiqué de «Force Ouvrière», disant:

*«Ce groupe, qui se prétendait apolitique, qui se drapait du lin blanc de l'indépendance syndicale et de la pureté candide des vrais syndicalistes, vient de se montrer tout nu, tel qu'il est et tel que nous n'avons jamais cessé de le voir: une entreprise de division des travailleurs au service d'une politique anti-ouvrière».*

Et il ajoutait:

*«En termes clairs, un groupe qui agit de la sorte ne saurait avoir rien de commun avec le mouvement syndical traditionnel. Tous les travailleurs le considéreront comme une entreprise de trahison et de briseurs de grève».*

Et dans le dernier communiqué publié au lendemain de la grève, il y a un paragraphe qui dit:

*«Montrez-vous indulgents à l'égard des travailleurs, mais soyez sans pitié à l'égard des briseurs de grève».*

Attendez-vous, à la base, à ce que vos militants de «Force Ouvrière» soient durement menacés et que, petit à petit, on ne leur permette plus de faire de l'action dans leurs syndicats. C'est un ensemble de raisons qui font que, de notre part, nous souhaitons, de la façon la plus vive, que «Force Ouvrière» devienne le centre du rassemblement du syndicalisme libre, qu'il regroupe avec lui les fédérations autonomes déjà créées et que la Centrale nouvelle prenne vraiment la direction du mouvement ouvrier (*applaudissements*).

**Gloaguen (Ille-et-Vilaine):** Je viens vous exposer le point de vue des camarades Cheminots. Nous jugeons que nous n'avons plus le droit de rester dans un organisme syndical qui nous livrera à des aventures comme celle que nous venons de vivre; car vous savez que les cheminots, c'est vital pour le pays, et nous n'avons pas le droit d'arrêter les trains pour une affaire politique comme celle de Marseille. Nous sommes tous d'accord pour que «Force Ouvrière» prenne position; il n'est plus possible à l'organisme syndical qu'il y ait des luttes intestines, car elles sont toujours au détriment de la classe ouvrière. Or, elle attend des réalisations lui permettant de conserver et d'augmenter son pouvoir d'achat. Car cette grève, déclenchée à Rennes avec nos camarades communistes, elle l'a été d'une drôle de façon. Nous, les camarades «Force Ouvrière», on avait commencé par nous éliminer des réunions préliminaires, on avait oublié de nous convoquer, comme par hasard, et lors du référendum, qui n'a pas été terminé puisque l'ordre de grève était venu,

on n'a pas continué, malgré que nous ayons demandé la continuation du vote. Avec les communistes, nous n'avons plus aucune chance de réussir, aucune entente n'est possible avec ces gens-là.

D'autre part, nous demanderions au nouveau mouvement syndical, parce que nous espérons qu'il se formera, que des ordres graves comme la grève, ne puisse être donnés par une Commission Exécutive, comme cela a été fait par la *Fédération des Cheminots*, composée de cinq membres. De tels ordres pourraient être donnés par les *Conseils fédéraux* et que cinq personnes seulement ne puissent déclencher un tel mouvement. Nous espérons que «Force Ouvrière» fera son dernier effort et nous sommes tous derrière «Force Ouvrière», prêts à le soutenir (*applaudissements*).

**Menghi (Var):** Camarades, je représente le département du Var, le groupe départemental F.O. du Var, réuni en assemblée générale le lundi 15 décembre 1947, donne mandat à ses délégués pour déposer à la Conférence nationale le vœu suivant.

*«Estimant qu'un coup mortel vient d'être porté à notre grande Centrale syndicale et que les seuls responsables sont les dirigeants communistes au sein des formations syndicalistes; que bon nombre de militants syndicalistes abandonnent leur fédération et que leur décision est irrévocable, se refusant d'être les complices de ceux qui ont provoqué ce désastre; que, de ce fait, il n'est pas possible d'envisager de contrebalancer la majorité actuelle; que, par ailleurs, la confiance est morte envers ceux qui ont enfreint les décisions du dernier C.C.N. et déclenché des grèves contraires aux désirs exprimés par la base; qu'il est impossible de coopérer utilement au sein des organisations syndicales avec des hommes qui n'ont que la menace, l'injure pour les militants qui ne sont pas de leur obéissance politique et, en particulier, pour les militants F.O. et que, de ce fait, toute la structure de l'organisme syndical se trouve en partie paralysée;*

*Demande aux camarades F.O. de reconsidérer la position prise à la dernière Conférence nationale et d'envisager la rupture immédiate avec la majorité communiste actuelle au sein du C.C.N.;*

*Considère qu'il est nécessaire et essentiel pour les travailleurs que «Force Ouvrière» apparaisse non plus seulement comme un rassemblement de propagande et d'exaltation d'indépendance et de liberté syndicale, mais un organisme de force décidé à prendre en mains, d'ores et déjà, sur tous les plans, locaux, départementaux, national, les revendications des travailleurs;*

*Que cette opération ne peut se faire si nous ne nous désolidarisons pas de la majorité actuelle de toutes les formations syndicales et que nous nous réorganisons immédiatement à l'échelle de la C.G.T. en organisations ouvrières, évitant ainsi le morcellement de la classe ouvrière par la formation des mouvements autonomes de plus en plus nombreux en*

*raison de l'antipathie actuelle de ceux existants;*

*Que cette nouvelle formation a un caractère d'extrême urgence, car elle nous permettrait d'apporter notre collaboration à un certain nombre de problèmes intéressant la vie même du pays, et la participation éventuelle de nos organisations dans les discussions en cours qui sont d'une importance capitale pour les travailleurs».*

Voilà le vœu, camarades, qu'on a décidé de présenter à la Conférence de «*Force Ouvrière*». Il est inutile que je vous relate les incidents de Toulon, vous les avez connus par la presse, sur la troupe qui est intervenue; le pourcentage des grévistes dans l'arsenal qui compte 11.000 camarades, a été de 19% de grévistes.

Sur les 19% - je ne vous citerai que dans mon atelier dans lequel nous sommes 500 camarades - nous avons eu une moyenne de 102 grévistes par jour. À la reprise, il y a eu exactement 87 demandes de justification demandées au chef d'atelier que ces camarades n'étaient pas grévistes.

Notre mandat est impératif que si la Conférence ne décide pas de prendre une décision ferme, nous risquons, dans le Var, comme je crois partout ailleurs, d'assister au 1<sup>er</sup> janvier à des syndicats autonomes qui se créeront un peu partout.

Je n'ai, en fait pas grand-chose à ajouter à l'ordre du jour dont je viens de vous donner connaissance, sauf toutefois une motion de félicitations à nos camarades responsables du C.C.N. pour l'œuvre courageuse qu'ils ont accomplie ces temps derniers. Dans notre région, comme dans celle du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône, nous assistons non pas à du syndicalisme mais à des vraies scènes de gangstérisme. Dans la période actuelle, après la crise difficile que nous venons de traverser, ne pas vouloir la scission c'est d'avance créer le morcellement de la classe ouvrière en une multitude de syndicats et fédérations autonomes, ce qui rend la masse laborieuse beaucoup plus vulnérable. Nous avons réussi, dans notre département, à faire échec à la grève politique dans la proportion de 75 à 80%. Les militants qui ont répondu à notre appel ne comprendraient pas que nous ne les suivions pas, après les avoir encouragés dans la voie de la lutte contre l'obéissance communiste dans nos syndicats. «*Force Ouvrière*» se doit de prendre la tête d'un mouvement syndicaliste rénové (*applaudissements*).

**Le Président:** Je vous invite, camarades, à être discrets. Je dis cela pour les camarades qui sont appelés à sortir.

**Tétaert (Roubaix):** Je représente une région industrielle assez importante, la région textile de Roubaix-Tourcoing. Le sentiment des ouvriers est très important à connaître. Voici comment, dans notre région, il se manifeste. Nos camarades en ont, naturellement, assez d'être politisés dans leurs syndicats et si nous constatons une défection sensible

dans l'organisation syndicale nous constatons, en même temps, que contrairement à ce que bien des camarades ont indiqué, il y a une toute petite minorité de travailleurs, qui ont quitté la C.G.T. ou ne reprendront plus leur carte le mois prochain, qui sont décidés à entrer à nouveau dans une organisation syndicale. Nous avons parcouru les usines, nous sommes allés dans toutes les professions et nous avons constaté un nombre peut-être intéressant de militants décidés à lutter, mais ce nombre de militants ne représente pas la majorité des masses laborieuses. Et, pour ma part, je crois que le mouvement de scission, en indiquant purement et simplement la scission, serait un désastre pour le mouvement syndical, parce que, dans les semaines qui viennent de s'écouler, c'est le mouvement ouvrier tout entier qui a reçu une défaite considérable. Si les opposants à la politisation du syndicat ont obtenu une victoire sur les politiciens et sur les stalinien, il n'en reste pas moins vrai que la majorité des ouvriers n'est pas encore décidée, et nous le constatons chez nos camarades du Textile particulièrement, à nous suivre d'une façon suffisante. Cependant, il faut le dire, le nombre de militants qui avaient abandonné la lutte ces dernières années se trouve aujourd'hui augmenté sensiblement dans la reprise de l'activité et nous pensons, pour notre part, que nous ne devrions pas, nous les gens qui avons respecté les statuts de la C.G.T., que nous ne devrions pas d'abord et immédiatement quitter notre maison, abandonner tout ce que nous avons édifié entre les mains de ceux qui sont venus presque les mains vides, et qui avaient accepté nos directives et nos principes. Nous pensons qu'il importe d'abord, pour tous nos camarades militants, et particulièrement ceux qui sont dans les organismes confédéraux, d'avoir à prononcer, dans les assises prochaines de la C.G.T., auxquelles je considère qu'il y a lieu d'assister, de prononcer les mêmes paroles et prendre la même position que celle qui a été prise en 1921. Il y a des gens qui ont trahi les statuts, qui ont trahi la charte. Nous devons déclarer que ces gens-là n'ont rien de commun avec la C.G.T. et que nous, nous sommes les seuls vrais cégétistes, qui respectons la *Charte d'Amiens*. Et si, comme il sera vraisemblable, ces gens-là n'acceptent pas de nouvelles dispositions conformes à celles que nous avons en 1920, à ce moment, nous devons indiquer que nous restons les gens de la C.G.T. et que, sous la tendance F.O., qui représente le mouvement confédéral, continue la C.G.T. et que les autres n'ont plus rien de commun avec cette organisation syndicale. Et je crois que si, partout, nous faisons cette action, nous aurons autour de nous à nouveau les gens qui, aujourd'hui, quittent la C.G.T. et qui ne sont pas encore décidés à venir chez nous. En tout cas, nous pouvons dire que le mouvement syndical connaît aujourd'hui une crise bien grave qui peut être dangereuse pour le mouvement ouvrier tout entier. Moi, je vous demande de bien réfléchir et si, personnellement, je considère que la cohabi-

tation n'est plus possible, nous ne devons pas nous présenter comme des gens qui voulons quitter notre maison au bénéfice de ceux que nous avons accueillis et qui nous ont trahis.

**Léonard (P.T.T.):** Camarades, au lendemain de la Libération, parmi les nombreux facteurs qui ont permis aux stalinienens de s'emparer de notre C.G.T., il y en a un qui était d'importance et qui se dégage d'une façon encore plus apparente à la suite de ce mouvement de grève dont nous avons à enregistrer un échec désastreux pour la classe ouvrière. Cet élément, c'était l'apparition d'une nouvelle génération dans le mouvement ouvrier, c'était l'apparition de ceux qui, dans la nuit de l'Occupation, étaient sortis de l'enfance et même de l'adolescence, et étaient entrés dans l'action du monde du travail. Et les stalinienens, qui l'avaient bien prévu, avaient réussi à mettre une partie de leurs griffes sur cette nouvelle génération et, ajoutant à ceci, le prestige des victoires militaires de l'U.R.S.S., ils avaient conduit cette classe ouvrière, cette nouvelle couche, celle qui était inexpérimentée, qui ne savait pas l'histoire du mouvement ouvrier, ils l'avaient conduite à cette organisation communiste de la nouvelle C.G.T. que nous, les anciens, nous avons essayé de combattre dès le lendemain de la Libération. Si je considère également que cette défaite de la classe ouvrière est quelque chose de très grave, il y a quand même un élément qui fait que je suis très optimiste et que mon cœur de militant ouvrier se réjouit fortement, c'est d'avoir vu cette nouvelle génération qui vient dans la lutte de faire sa propre éducation, comme, du reste, les anciens l'avaient faite au cours des luttes d'antan; elle vient de dire: Nous savons ce que c'est que le mouvement ouvrier indépendant, mais vous nous avez montré ce qu'était un mouvement ouvrier politique et nous ne marchons plus.

Voilà un élément nouveau et lorsque j'ai vu, pour ma part, dans ce Central télégraphique qui n'est pas très loin de cette salle, où il y a 2.000 travailleurs qui, pour les trois-quarts appartiennent à cette génération nouvelle, éléments féminins et éléments masculins, tous avec des salaires de famine oscillant autour de 7.000 francs par mois, qui avaient des revendications justifiées et qui ont réclamé, à une écrasante majorité des 4/5<sup>èmes</sup>, le vote au bulletin secret et qui ont encore voté contre la grève. Nous leur avons posé le problème: grève revendicative, mais pas à des fins politiques. Malgré cette décision démocratique, les cellulards ont parcouru, dans notre grande salle du Central télégraphique, en cortèges de 200 à 300 camarades, prenant individuellement chacun de ces éléments jeunes sur lesquels ils avaient réussi à avoir toute autorité jusqu'ici, et ils croyaient encore, dans leur candeur, mais ils ne savent pas ce que c'est que la conscience ouvrière, ils croyaient qu'en faisant cette mascarade, ils allaient leur faire quitter le travail. J'ai constaté, derrière une petite fenêtre, car j'avais voulu ne pas apparaître, j'ai vu

ces jeunes éléments ouvriers garder le calme le plus imperturbable, ne pas répondre aux provocations, rester à transmettre leurs télégrammes, et les 300 camarades qui voulaient essayer de faire débrayer les autres sont repartis gros-jean comme devant. Si vous ne savez pas comprendre cette génération qui est éduquée et qui pense comme les anciens qu'il y a un autre syndicalisme, nous allons faillir à notre devoir de militants ouvriers. (*applaudissements*). Et alors, ce qui m'a frappé le plus dans l'exposé de Charlot, qui nous disait: surtout, ne réagissons pas en fonction de réactions personnelles, étudions bien la situation en fonction des réactions de la base et considérons que s'il y a un péril à notre gauche, il y en a un à droite. Je pense qu'il a bien posé le problème; il faut éviter que cette nouvelle génération qui vient de s'arracher au péril de la soi-disant gauche de la classe ouvrière ne tombe dans l'excès contraire et qu'elle aille vers le péril de droite. Il n'y a qu'une solution, camarades dirigeants de «*Force Ouvrière*», qui vous êtes conduits d'une façon qui vous a donné un prestige retentissant dans cette classe ouvrière: il faut que vous preniez la direction du mouvement ouvrier dans l'enthousiasme, de cette nouvelle C.G.T. correspondant au désir de la masse des ouvriers, vous militants ouvriers avertis, pour faire en sorte qu'on ne conduise plus la classe ouvrière à cet échec qui pourrait être mortel pour elle s'il se renouvelait; car vous aurez bien l'intention de défendre les intérêts de la classe ouvrière, vous n'allez pas faire une politique de chapelle, parce que vous pensez que nous avons de meilleurs arguments et de meilleurs moyens pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, vous ne déclencherez pas une grève où nous verrons des cheminots qui circulent et d'autres qui ne circulent pas, au risque de déclencher des catastrophes qui retombent toujours sur la classe ouvrière; si vous laissez passer le moment, devant tous les dangers qui menacent la démocratie, donc la classe ouvrière qui fera la première les frais, vous aurez failli à votre fonction de militants ouvriers. Mais j'ai confiance que vous ne faillirez pas et que la nouvelle C.G.T. va se créer (*applaudissements*).

**Cucuel (Voyageurs):** Camarades, il n'est pas dans mon intention de passionner ce débat. Nous sommes en train de déterminer nos positions et je vous apporte le point de vue, non pas de notre Fédération, mais de la tendance «*Force Ouvrière*» de notre *Fédération des Voyageurs*. À l'heure actuelle, nous avons organisé une consultation à travers nos organisations syndicales et, déjà, une tendance très importante se manifeste en faveur de la thèse «*Force Ouvrière*». La plupart de nos grands syndicats, comme Lyon, Marseille, Lille, Toulon, ont déjà fait connaître leur opinion. Vous savez que cette organisation des Voyageurs est, dans sa grande masse, adhérente de fraîche date à la C.G.T. Nous y sommes venus librement à la Libération, car nous



avons pensé qu'il était de notre devoir de venir nous appuyer à la force de tous les autres salariés. Nos gens ne sont pas encore bien convaincus et sont stupéfaits de ce qui s'est passé; il est encore temps de les rassurer, sinon ils vont repartir dans les organisations professionnelles pures auxquelles ils appartenaient auparavant. Déjà, nous pouvons constater qu'un certain nombre de nos syndicats, sans attendre le résultat du Conseil fédéral qui se tiendra le 3 janvier, se sont déjà désolidarisés des U.D. auxquelles ils appartiennent; déjà dans certaines villes, nos camarades ont quitté les locaux de la Bourse du Travail. C'est très grave, car si nous n'agissons pas énergiquement et ne leur montrons pas des directives et une certaine cohésion, ils seront perdus pour la C.G.T. pendant de longues années. Il est nécessaire que nous ayons une attitude sérieusement marquée. Nous avons l'intention, le 3 janvier, de demander la convocation d'une assemblée générale extraordinaire; notre Fédération ne restera pas dans l'expectative: ou elle se ralliera – nous pensons dans une grande majorité - à la tendance «*Force Ouvrière*», si elle a su se manifester avec assez de vigueur, ou elle s'en ira rejoindre les organisations autonomes. Il est temps d'y réfléchir. Nous ne disons pas que tous nos camarades acceptent sans restriction le programme de «*Force Ouvrière*» tel que développé au dernier *Comité National*, ou plutôt à la dernière *Conférence*; nous avons, sur les terrains technique et économiques, un certain nombre d'objections à présenter, nous pensons qu'elles ne viendront qu'après l'orientation. Il est certes incontestable que le problème de la scission comporte de graves conséquences, tant dans le domaine sentimental que dans le domaine technique, mais il faut y réfléchir. Il faut une attitude nette si nous voulons rassurer nos gens; sinon, nous n'en sortirons pas et le mouvement aura échoué une fois de plus. J'ai été, je peux le dire – c'est le mode des confessions, je ne ferai que suivre d'autres personnalités plus agissantes que votre serviteur! -, j'ai été un de ceux qui ont prêché, dans notre profession, l'unité à tout prix; j'ai fait, en tant que secrétaire général adjoint, à mes camarades de l'autre tendance des sacrifices contre mon goût personnel pour ne pas disloquer notre organisation; il y a quelques jours encore, je faisais encore des efforts pour l'unité. Mais je vous citerai un fait qui m'a fait changer d'avis. J'étais dans le train samedi, allant faire une réunion syndicale à Dijon; j'avais à côté de moi deux camarades appartenant à la C.G.T. puisqu'ils portaient à la boutonnière leur insigne que nous avons tous, et j'écoutais leur conversation; ceux-ci disaient (ils venaient d'assister, ou à un *Conseil de syndicat* ou à un *Conseil de fédération*) et voici leur conversation sur un ton assez haut pour que j'aie pu l'entendre: «*Voici les instructions qui nous ont été données; nous devons rapidement agir et leur dire que s'ils se laissent aller à passer de leur côté, nous les considérerons comme des traîtres et nous les passerons à la casserole*».

Il ne faut pas laisser cet état d'esprit s'accréditer, il y a encore beaucoup d'hésitants et si nous n'avons pas le courage de dire que nous sommes prêts à les protéger, à faire face au choc nous verrons se détacher de nous une quantité de membres que nous pouvons encore amener et tenir longtemps à la C.G.T.

Voilà la position que l'on peut tirer de l'organisation que je représente (*applaudissements*).

**Zébert** (*Employés*): Camarades, je suis de ceux qui, lors de la dernière *Conférence «Force Ouvrière»* ont pris position pour la scission.

Vous pensez donc bien que je ne vais pas, aujourd'hui, vous tenir un autre langage. Et pourtant, j'appartiens à cette *Chambre Syndicale des Employés de la région parisienne* qui n'a pas connu les mouvements de grève. Si nous avons été à la veille d'une grève dans le Commerce, il faut reconnaître que, grâce à l'action de nos militants de la Fédération, celle-ci a pu être évitée, au grand dam, du reste, des dirigeants de la *Chambre Syndicale* tendance majoritaire qui ont été stupéfaits de voir que dans la région parisienne, les grands magasins, dans la proportion des 3/5<sup>èmes</sup>, votaient contre la grève et qui était pourtant, vous le savez, une grève revendicative. Aux *Employés*, ces gens qui viennent justement de syndicats professionnels d'avant-guerre, ou qui avaient des tendances réactionnaires, ont accepté pendant près de deux ans la tutelle communiste, actuellement ils n'en veulent plus et c'est journellement que des camarades viennent nous trouver à la *Chambre Syndicale* et nous demandent: quand partirez-vous?

Nous avons fait, la semaine dernière, une réunion des responsables de «*Force Ouvrière*», avec le concours de notre ami Fréour. J'ai regretté que ces responsables ne se soient pas faits le porte-parole de la masse et qu'ils n'aient pas dit ouvertement à Fréour ce que pensent les syndiqués. Hier encore, j'ai eu un coup de téléphone d'une *Caisse de Sécurité Sociale*, où l'on m'annonçait que sur 180 employés, 130 adhéraient au groupe «*Force Ouvrière*» et demandaient à partir. D'autres viennent et nous disent: peut-être pourrait-on rester dans cette vieille maison de la C.G.T. qui nous est chère à tous, peut-être pourrait-on arriver à composition et revenir aux accords de Toulouse? Moi, je leur réponds: je ne crois pas au Père Noël, et si demain les majoritaires voulaient nous faire une telle concession – car ils se rendent compte qu'ils ont perdu la partie – eh bien, ce serait nous donner des verges pour nous fouetter que d'accepter, car, dès le lendemain, ils reprendraient la même tactique qui leur a si bien réussi depuis la Libération.

Partir? Certains disent: êtes-vous sûrs que le mouvement vivra? Incontestablement, non seulement nous regrouperons sous notre nouveau drapeau ceux qui ont déjà quitté la C.G.T. pour former des syndicats autonomes, mais, comme le disait tout à



l'heure un camarade, nous grignoterons largement sur ceux qui, depuis quelque temps, ont adhéré à la C.F.T.C. Et puis, il y a toute cette masse de gens qui, depuis quelques mois, ne paient plus leurs cotisations qui, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, ne veulent même plus reprendre leur carte confédérale et qui, si nous ne créons pas cette scission, seront totalement perdus dans les mois à venir pour le mouvement ouvrier. C'est grave, je le sais, camarades, de créer une nouvelle Centrale ouvrière. Nous avons tous vécu la période de 1923 à 1935 où, justement parce qu'il y avait deux Centrales ouvrières, cette classe ouvrière n'a pas pu réaliser ce qu'elle était en droit d'attendre. Mais j'ai bon espoir; le mouvement qui se dessine à l'heure actuelle dans l'ensemble du pays doit donner à ce nouveau mouvement un sang nouveau qui permettra justement de réaliser ce que nous n'avons pas pu faire dans le passé.

Je veux être bref, je vous demande de bien réfléchir et, surtout, je ne voudrais pas que, de ces assises, sorte une motion nègre-blanc, mais que vous vous prononciez nettement et en toute indépendance (*applaudissements*).

**Barbat (Puy-de-Dôme):** Chers camarades, c'est au nom du groupe «*Force Ouvrière*» du Puy-de-Dôme que je prends la parole ici. Je ne vous dirai pas ce qui s'est passé dans notre département, je crois que nous avons d'autres questions à traiter aujourd'hui. Nous avons été, comme les autres, attaqués par les communistes, mais cela n'a pas beaucoup d'importance, puisque nous commençons à y être un peu habitués, et c'est peut-être parce que nous ne le voulons plus que nous sommes là. Il faut examiner la situation, envisager les deux cas: savoir, si nous restons, quels sont les avantages et les inconvénients, et, si nous partons, quels sont aussi les avantages et les inconvénients.

Il est certain qu'à la dernière Conférence tenue ici, nous avons pensé d'abord que nous n'étions pas prêts et qu'il fallait continuer à travailler de l'intérieur. Aujourd'hui, la démonstration est bien faite; je crois qu'il n'est pas possible de continuer et c'est pourquoi, dans notre département, nous avons réuni l'ensemble des responsables des différentes fédérations et nous leur avons posé le problème. Nous avons examiné la question comme elle devait être posée. Or, que se passe-t-il aujourd'hui? Nos camarades désertent de plus en plus l'organisation et ils apportent leurs adhésions en masse aux groupes «*Force Ouvrière*». Je sais bien que, théoriquement, nos camarades ont raison lorsqu'ils disent: on peut reprendre le mouvement syndical de l'intérieur. C'est vrai, mais je pense aussi qu'il faut prendre les travailleurs comme ils sont et non comme nous désirerions les voir, et ce qu'ils ne veulent plus entendre, c'est parler de la C.G.T. Pourquoi? Parce que, il faut le dire, c'est vrai, on a galvaudé la C.G.T., comme on a galvaudé la grève, on en a fait une fille soumise au

nom du parti communiste et, aujourd'hui, les travailleurs ne veulent plus marcher (*applaudissements*). C'est pourquoi nous disons nettement que nous ne sommes plus pour rester dans ce cycle infernal au jeu des fluctuations politiques. C'est pourquoi nous disons que nous ne pouvons pas reprendre les organisations par la base, car vous sentez bien que les U.D. ont coûté trop cher au parti communiste pour qu'aujourd'hui, il les abandonne. Et, demain, que se passera-t-il dans les assemblées? Nos camarades ne venant plus aux réunions, il n'y aura que les fidèles au parti, et même dans les congrès ils s'arrangeront pour que les prises de timbres soient suffisantes aux syndicats de leur obédience et nous serons encore minoritaires, nos camarades de la base seront sapés et on gardera nos camarades à la tête comme des prisonniers. Voilà ce qui se passera demain. Il est certain qu'il n'est plus possible de travailler dans des conditions telles. Aujourd'hui, il y a un nouveau courant; nos camarades ont mis leur espoir sur «*Force Ouvrière*», mais si nous restions dans le cadre de la lutte intérieure et conformément à la circulaire du 9 décembre que le *Groupe Central* nous a fait parvenir, qu'advierait-il demain? Nous aurions des adhésions sans pouvoir donner quelque chose; avec le texte de loi qui nous régit, nous n'aurions même pas la possibilité d'avoir des délégués d'atelier, puisque leurs délégués seraient élus avec 10 voix. Vous voyez donc que nous arriverions à brève échéance à décevoir un peu plus les espoirs de travailleurs de la base; et c'est pourquoi il n'est pas possible de continuer. Je comprends les sentiments de certains camarades qui nous disent: il est tout de même pénible d'abandonner les avoirs, d'abandonner tout ce que nous avons fait dans cette maison de la C.G.T.. Et je pense à notre vieil ami Jouhaux qui, qu'on le veuille ou non, symbolise le mouvement syndical français (*applaudissements*) et, malgré toute la publicité qu'on a pu faire autour du nom de Frachon, on n'enlève pas de la tête des travailleurs le nom de Jouhaux et cela les embête bien. Nous n'avons pas le choix: il faut être ou pour conserver les avoirs matériels, ou pour partir avec nos camarades et reconstruire une nouvelle maison, plutôt que de rester dans une où il y aura juste la cage, mais plus d'oiseau. Il faut prendre ces dispositions, aussi pénibles soient-elles; il faut que nous partions, car le mouvement ouvrier s'en sentirait affaibli si nous restions, car l'ensemble des travailleurs sont tentés d'aller aux syndicats autonomes, et, vous le savez comme moi, les syndicats autonomes ne sont pas viables, parce qu'ils n'ont pas de possibilités d'action, et on assisterait, dans quelque temps, à un mouvement ouvrier complètement désorganisé, tandis que si nous partons dès maintenant, avec l'ambiance qu'il y a, nous aurons véritablement une force ouvrière avec nous et nous reprendrons la tête d'un mouvement syndical qui saura aller à des batailles, s'il y a lieu (*applaudissements*).

**Decottignies (Métaux):** Camarades, je représente surtout ici la Régie Renault. On nous a demandé d'apporter des faits précis et le sentiment de la base. Je vous l'apporte de la façon la plus brutale par des chiffres. La Conférence, l'annonce de cette *Conférence «Force Ouvrière»* a fait naître chez tous les métallos un immense espoir, car ils attendent une décision définitive et, cette décision définitive, ils croient que ça sera la leur. À Boulogne-Billancourt, hier soir, un vote a eu lieu qui me donne un mandat impératif que je défendrai ici. La question posée est celle de la scission. Voilà les résultats: sur 914 votants, il n'y a eu que 21 camarades qui se sont prononcés contre la scission. Voilà le pourcentage, si bien que je peux vous dire que vous avez fait naître, en réunissant ici tous les camarades de France, un espoir qu'il faut prendre garde de ne pas décevoir.

Je vous dirai immédiatement que si, ce soir, la décision n'est pas celle que les métallos de Boulogne-Billancourt attendent, il n'y a plus de groupe *«Force Ouvrière»* à Billancourt. Et pourtant vous savez l'importance du danger que court en ce moment la masse du prolétariat, vous connaissez son esprit de désarroi, de méfiance à l'égard de tous ceux qui l'ont jusqu'ici guidé. Mais en même temps que le peuple a senti son impuissance, il sent aussi le danger et la menace de perdre tous les avantages qu'il a pu si péniblement acquérir; il se rend compte que la politique actuelle qui consiste, lorsqu'on veut des produits agricoles, à augmenter les prix; lorsqu'on veut amener les commerçants à l'honnêteté, on augmente les marges bénéficiaires, mais quand on a besoin de la production des travailleurs, on oublie de leur donner les avantages auxquels ils ont droit. Il est urgent de donner à cette masse désorganisée et désemparée, sans confiance en personne, l'instrument de combat qui lui permettra de se défendre. C'est l'émiettement total en ce moment, c'est la fissure de la C.G.T., c'est l'organisation de mouvements sporadiques n'ayant aucune liaison entre eux. *«Force Ouvrière»* est une organisation nationale et c'est pourquoi le mouvement ouvrier peut avoir confiance en lui, à condition que *«Force Ouvrière»* vienne à lui. La scission est faite. Le seul problème à discuter, c'est de savoir si elle est faite en groupe ou si elle est faite individuellement. Je vous révélerai que, lorsque je vous dis que le groupe F.O. sera mort, cela ne voudra pas dire qu'il y aura des cégétistes. Je suis à peu près incapable de trouver des camarades possédant leur carte et, à partir de janvier, leurs timbres, pour présenter des candidats aux postes de direction. Vous voyez les résultats; même si les staliniens appliquent la démocratie intégrale, dans la Métallurgie ils ne risquent rien à jouer franc-jeu actuellement. Nous vous demandons donc, non pas de nous donner l'ordre de partir – tous nos camarades sont partis – et si nous voulons entreprendre la lutte de tendance à la C.G.T., il faut aller faire, dans les usines, de la propagande pour l'adhésion à la C.G.T., il faut que les militants *«Force*

*Ouvrière»* qui sont des traîtres à la classe ouvrière aillent, devant les quelques camarades, faire la défense des staliniens? Vous verrez le résultat. Il faut voir la situation en face, le mouvement syndical a subi une crise terrible, il révèle son impuissance et sa désagrégation. *«Force Ouvrière»* possède les cadres, les chefs, et c'est le moment de rassembler, dans un syndicalisme propre et indépendant, tous les éléments qui l'ont quitté. Mais, à l'intérieur de la C.G.T., je vous le dis, camarades la bataille est perdue (*applaudissements*).

**Terrène (Basses-Pyrénées):** Camarades, au nom de nos amis des Basses-Pyrénées, j'ai le mandat de vous demander de rester à la C.G.T. Camarades, s'ils ont pris cette décision, ce n'est pas tant parce que nous laissons des avoirs, c'est parce que, dans notre département, il ne nous restera plus rien, parce que les Bourses du Travail seront entre les mains des majoritaires – dans les postes de direction s'entend – mais probablement des minoritaires, si nous savons, les uns et les autres, réveiller nos camarades de la base, et cela est possible actuellement, avec l'amplitude qu'a pris *«Force ouvrière»*. Voyez-vous, mes camarades m'ont prié de vous exposer un plan – nous sommes à la mode des plans, mais c'est un plan constructif. Ils voudraient que, demain, la C.A. de la C.G.T. fasse admettre aux majoritaires que les fédérations s'engagent, pendant le mois de janvier, à faire faire à tous les syndicats des assemblées générales, avec, à l'ordre du jour: renouvellement du Bureau.

C'est évidemment cette condition qui est mise pour que les arguments que je développe aient une valeur. Ensuite, courant février ou mars, il pourrait y avoir les congrès des U.D. et des fédérations et, en avril au plus tard, le congrès de la C.G.T. Et je suis persuadé que nous pouvons reprendre le mouvement ouvrier dans le cadre des principes de la *Charte d'Amiens*, que nous avons toujours respectée. Et nous nous trouvons devant cette anomalie, c'est que c'est nous qui quittons cette grande organisation que nos amis ont créée, car je ne pense pas que l'on puisse discuter que le père spirituel de la C.G.T. est notre ami Léon Jouhaux.

Camarades, je sens nettement que, dans cette salle, je suis minoritaire, surtout si je me base sur les interventions qui se sont fait jour, mais je pense que ce point de vue doit être regardé avec intérêt.

Dans notre département, il y a des défections chez les Cheminots, quelque peu chez les P.T.T., mais je suis sûr que, dans le reste, nous sommes capables de reprendre les unions locales et l'union départementale.

**Peeters (Meurthe-et-Moselle):** Camarades, je voudrais, à cette tribune, exprimer deux opinions bien différentes. Je le fais pourquoi? Parce qu'il est utile, ici, que nous ayons toutes les explications nécessaires afin de déterminer notre position pour l'avenir.

Tout d'abord l'opinion des militants. L'opinion des militants que nous avons réunis sur le plan départemental est celle-ci: pas de scission dans l'organisation syndicale, continuer la lutte pour transformer cette minorité afin qu'elle devienne majorité. C'est une opinion qui est dictée par la conscience de ces militants et qui veut qu'en pareille circonstance nous pesions bien le pour et le contre de cette crise de conscience qui se livre parmi nous. En effet, nous ne pouvons pas accepter, les uns et les autres, de quitter volontairement la grande Centrale syndicale. Nous savons tous les efforts que nos camarades de la minorité confédérale ont faits au sein du Bureau et de la C.A. Nous savons aussi que, pour les vieux militants, c'est une peine excessivement cruelle que de penser qu'un seul instant ces trois lettres puissent se détacher du nom de notre ami Jouhaux qui, toute sa vie, a fait de l'organisation syndicale ce qu'elle est actuellement (*applaudissements*). C'est cela qui fait que, selon toute réflexion, nous ne pouvons pas, nous militants, être d'accord pour une scission syndicale. Mais nous avons à tenir compte d'un autre élément et, celui-là, nous l'avons consulté; nous avons fait non pas des sondages à la base, mais dans notre département, soit par la presse, soit par tracts, soit à la radio, nous avons indiqué quel était le devoir de tous les syndiqués: ne pas quitter l'organisation syndicale. Les réponses... elles sont connues maintenant: la base a dépassé l'esprit des militants, la base ne veut plus aucun contact avec les organisations syndicales et leurs représentants. Et je ne peux pas dire ici que c'est une majorité ou une minorité, c'est, en principe, l'unanimité qui s'est manifestée sur ce point.

Voilà le drame auquel nous assistons et voilà à quoi nous avons à faire face présentement. Il faut savoir si l'organisation syndicale qui se manifeste dans l'autonomie actuellement se fera sans nous ou avec nous, car nous sommes sûrs maintenant qu'elle se fera.

Voyez-vous, le gros inconvénient, c'est peut-être d'attendre s'il doit y avoir une scission dans l'organisation syndicale. Attendre, c'est perdre du terrain chaque jour, c'est permettre aux indifférents de se détacher, c'est renforcer la confédération des cadres, la C.F.T.C., avec ceux qui veulent être organisés et ce n'est pas par une propagande, par la suite, que vous pourrez rattraper tout ce que vous aurez perdu.

Un autre point qui s'est manifesté très exactement et qui sert de baromètre: c'est, à la suite des divers incidents de notre département, à la suite d'une arrestation, l'U.D. lance un mot d'ordre de grève de 24 heures pour répondre à certaines provocations policières: pas un gréviste, dans un département aussi industriel que le nôtre. Cela n'est-il pas là la justification de l'indifférence qui se manifeste dans la masse et un élément d'information très appréciable pour déterminer notre position. C'est cela que nous devons dire ici, car on nous a demandé de faire

connaître l'opinion de la base.

Un autre point. Quelle sera notre position, quelle sera la position de nos amis du Bureau confédéral si l'on continue ce qui se manifeste actuellement chez nous, car il y a des exclusions dans le mouvement syndical. On oublie de convoquer les délégués régulièrement et lorsque, soit sur le plan départemental ou régional, qu'ils soient des Métaux ou des Mines, car on procède à des exclusions envers ceux qui n'ont pas voulu suivre le mot d'ordre politique qui était lancé, nous sommes obligés d'avoir des engagements à l'égard de ces camarades qui n'ont en rien trahi le mouvement ouvrier, et qui en sont maintenant exclus par ces décisions iniques. Nous leur avons conseillé d'employer la formule: commission des conflits dans le syndicat, à l'U.D., à la C.G.T., mais cela durera des mois et des mois et permettra de nouveau à ceux qui ont politisé le mouvement, de faire de même dans d'autres départements et d'autres organisations, si bien qu'avec cette formule, nous aurons décapité les militants qui restent encore et qui luttent et nous n'aurons plus rien dans le mouvement.

Un autre exemple. Je prends un vieux syndicat de notre département, qui a manifesté une certaine activité dans la lutte, de Neuves-Maisons, qui n'a jamais subi d'influence politique quelle qu'elle soit: ce sont 1.200 ou 1.500 camarades qui déclarent ne pas payer la cotisation de décembre et ne pas renouveler leur carte en janvier.

Ce sont des éléments d'appréciation dont il faut tenir compte, et quelle que soit la décision qui sortira de cette Conférence, nous ne pourrons pas nous contenter d'entériner si nous restons ou quittons la C.G.T., mais qu'il faudra en même temps renouveler notre plate-forme revendicative, car les travailleurs, s'ils n'ont pas suivi ces mots d'ordre de grève, n'ont pas abandonné leur revendications. Nous savons dans quelle situation ils se trouvent et nous nous sommes félicités de voir la minorité continuer les pourparlers avec les Pouvoirs Publics pour discuter de cet important problème. Nous avons cependant la sensation qu'actuellement les dispositions particulières qui sont prises seront loin de donner satisfaction pour essayer de normaliser les prix et les salaires. Et il faudra que, de cette Conférence, nous affirmions nettement notre position, prendre position surtout envers les diverses couches de notre pays qui forment une certaine dynastie et que, jusqu'à présent, pour des raisons particulières que je ne veux pas analyser, on a tenues à l'écart. Il faudra que notre Conférence dise que la normalisation des salaires et des prix, l'augmentation du volume du pouvoir d'achat ne peut se faire sans un rajustement entre les prix et les salaires, mais attaquer cette nouvelle caste, cette nouvelle base qui forme l'armature actuelle de l'enrichissement français: la paysannerie française (*applaudissements*) qui, elle aussi, doit fournir les sacrifices, afin qu'ils évitent eux-mêmes peut-être une nouvelle jacquerie qu'ils



auraient provoquée, parce que nous pouvons dire qu'il y a deux choses essentielles pour les travailleurs, si nous voulons relever notre pays dans son économie: c'est la production, d'accord; il y a aussi l'alimentation et la nécessité de se vêtir. Le travailleur ne peut faire l'un et l'autre, qui sont pourtant indispensables. Si vous ne voulez pas provoquer un désintéressement du mouvement syndical, disloqué profondément, si vous voulez transformer les méthodes appliquées jusqu'à présent, c'est avec cela que vous les rallierez autour de «*Force Ouvrière*» (*applaudissements*).

**Bergeron (Belfort):** Camarades, je serai très bref. Dans le Territoire de Belfort, que je représente, la situation est très nette: nous sommes majoritaires d'une manière écrasante, puisque dans le département, sur 70 syndicats, nous en avons environ 60 à 65.

Si l'on veut examiner le point de vue de la base, une très forte majorité se manifeste en faveur de la scission; nos camarades pensent ce qu'on vient de développer. À côté de cela, il y a l'opinion des vieux militants qui, eux, ont de la peine à quitter la C.G.T. et ils pèsent également le pour et le contre et les conséquences que cela aura pour nous.

Mais enfin, puisqu'on nous a demandé de donner l'opinion de la majorité de nos mandants, l'écrasante majorité du Territoire de Belfort demande la scission et, si elle ne se fait pas, ils quitteront la C.G.T. (*applaudissements*).

**Carpentier (Pas-de-Calais):** Camarades, à la première Conférence de «*Force Ouvrière*», j'avais été chargé de rapporter devant nos amis la charte sur le plan national déterminant l'orientation de «*Force Ouvrière*». Elle avait à l'époque, c'est-à-dire il y a un peu plus d'un mois, rallié l'énorme majorité des militants de «*Force ouvrière*» et elle nous a donné, au travers du mois que nous avons vécu, la preuve formelle que les hommes auxquels sont confiées les destinées du mouvement syndical avaient fidèlement respecté les décisions de la Conférence nationale et fait respecter la personnalité du mouvement syndical. J'adresse ici, publiquement, à notre camarade Jouhaux et à tous les membres du Bureau confédéral, à ceux qui appartiennent à «*Force Ouvrière*», l'expression de notre sympathie et de notre confiance totale (*applaudissements*). Ils ont fait tout leur devoir et à ceux qui leur demandaient, hier, de se distinguer, nous avons le sentiment qu'au travers des heures difficiles que nous avons vécues, ils ont fait, vis-à-vis du mouvement syndical et du monde du travail, tout leur devoir (*applaudissements*).

Aujourd'hui, je suis assez gêné vis-à-vis de mes camarades, parce que, précisément, les événements que nous avons vécus nous ont amenés, pour le département du Pas-de-Calais, qui est le berceau du syndicalisme, du syndicalisme ouvrier, du syndicalisme véritable, non pas celui représen-

té par Auguste Lecœur, mineur honoraire et secrétaire général du *Syndicat des Mineurs*, mais par les vingt-cinq mineurs qui sont ici, dans cette salle, et dont quelques-uns viendront ici traduire leur volonté de lutte pour dégager le mouvement syndical des influences politiques et pour lutter effectivement contre la politisation (*applaudissements*).

On nous a demandé notre sentiment. Ce n'est pas le nôtre que nous voulons traduire, pas notre sentiment personnel, mais celui de la base. Ce sentiment, c'est que l'organisation confédérale, ce sont les communistes, au sein de la C.G.T., qui l'ont tuée. La désagrégation de notre *Confédération Générale du Travail*, il faut la regarder en face, dans l'immédiat et dans le temps. Je suis persuadé, pour ma part, et je pèse actuellement toute la gravité de ce problème, je suis persuadé, pour ma part, que dans le Pas-de-Calais, la C.G.T. subira une désaffection de ses adhérents de l'ordre de 60 à 80%. Ces hommes-là, ils quittent une organisation qui n'a de syndicale que le nom, mais qui est mise exclusivement au service du parti communiste pour des fins politiques et non pas au service du monde du travail. Ces raisons, nous les trouvons dans les adhésions que nous avons reçues ces jours derniers, et depuis huit jours en particulier. Notre camarade Mailly, un vétéran des luttes syndicales, me permettra de donner ce chiffre qui, je le pense, n'est pas erroné: nous avons reçu, dans notre département, plus de 40.000 adhésions dans les huit jours (*applaudissements*). Et nous en recevrons demain de ceux qui n'ont pas encore quitté l'organisation, qui ne se sont pas encore affirmés publiquement, mais qui sont avec nous et qui prennent des décisions pour renforcer nos rangs. Nous avons le sentiment que, dans les trois mois qui vont suivre, nous trouverons dans l'organisation «*Force Ouvrière*» plus de 20.000 camarades nouveaux. 60.000 c'est le chiffre que nous nous sommes fixé pour le 1<sup>er</sup> trimestre 1948, c'est ce chiffre-là que nous atteindrons, parce que nous avons la certitude que, dans le département du Pas-de-Calais, c'est nous qui sommes dans la vérité syndicale et dans la tradition du mouvement ouvrier (*applaudissements*). Je m'adresse plus particulièrement à notre camarade Jouhaux, avec tout le respect que je lui dois et avec toute la confiance que les militants du Pas-de-Calais ne cessent de lui témoigner, ils attendent beaucoup de notre camarade Jouhaux parce que, pour nous, il représente toujours le véritable syndicalisme et il est plus nécessaire aujourd'hui de l'avoir comme porte-parole de la C.G.T. de demain, parce qu'il faut absolument, c'est une question de vie ou de mort du véritable syndicalisme, que les militants qui sont ici repartent demain dans leurs départements respectifs avec la volonté de travailler à un mouvement syndical libre et libéré. Et c'est pourquoi j'en appelle au plus grand d'entre nous, à celui qui détient la plus lourde responsabilité de notre temps, je lui demande de comprendre les aspirations profondes du mouvement

ouvrier. C'est notre «*général*» et nous avons besoin d'hommes comme lui pour nous battre demain (*vifs applaudissements*).

**Favier (Ain):** Camarades, nous nous retrouvons après la bataille. Depuis le 8 novembre, nous avons constaté que cette majorité assez large qui s'était manifestée pour un redressement interne, s'est aujourd'hui retournée. Ceux qui étaient, le 8 novembre, dans l'autonomie y étaient allés parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, et je m'aperçois que nous avons peut-être eu tort quelquefois de leur jeter la pierre. Ils ont été, somme toute, des précurseurs. Mais, cette Conférence du 8 novembre a eu son utilité; elle a été un signal d'alarme pour le grand parti qui s'est dit: *C'est le moment de précipiter les choses*. Et c'est pourquoi il a pris, au C.C.N., la décision de faire ce manifeste dont vous savez comment il a tourné court. Le manifeste a été dépassé et, immédiatement, la grève politique s'est déroulée, suivant les conditions que vous savez, jalonnée par les événements de Marseille, de la fosse d'Ostricourt, de la SNCF, des P.T.T., qui devaient donner le grand coup, lequel échoue lamentablement. Tous ces comités de grève, dans le pays, étaient communistes et organisaient l'insurrection. Dans mon département, il y a eu 6 ou 7.000 grévistes sur 25.000 syndiqués et 50.000 salariés; et encore, dans ces 6 ou 7.000 grévistes, beaucoup de moutons qui, par crainte, suivaient les dirigeants qu'ils étaient habitués à subir. Les fonctionnaires ont suivi à un petit pourcentage, quelques instituteurs qui n'ont pas très bien compris la portée des événements, je ne leur en veux pas. La presse déchaînée contre nous, le groupe parlementaire qui se préparait à faire son coup de théâtre, à sortir au «*Vel' d'Hiv*» créer une assemblée nationale, ces violences contre les anti-grévistes, ces sabotages étaient la mise en scène qui préparait l'accession au pouvoir. Nous avons compris cela, parce que nous avons un certain sens politique et nous n'en voulons pas à nos camarades de la base qui n'ont pas senti ces raisons secrètes. Mais il nous appartient de dénoncer tous ces mouvements qui se préparent dans l'ombre. C'est pourquoi «*Force Ouvrière*» qui incarnait la majorité de cette classe ouvrière a gagné la partie, car les travailleurs ont refusé de suivre les communistes, non parce qu'ils craignaient Schuman, mais parce que nous leur avons montré la voie. Nous nous sommes affirmés contre les stalinien, nous avons fait respecter la démocratie syndicale, et nous avons gagné. Mais le bilan est lourd pour le pays et la classe ouvrière. Le bilan matériel, vous le connaissez: 150 à 200 milliards perdus pour la production, 25 millions de journées de travail, soit 13% du salaire annuel, 1.800.000 tonnes de marchandises.

Au point de vue moral, la preuve est faite que les majoritaires sont des usurpateurs, ce que nous avons dit, mais il fallait des événements pour le prouver. Un désarroi règne, c'est à nous de le résoudre;

mais n'oublions pas, comme l'ont dit certains, que le patronat et le fascisme qui se taisent sont encouragés par ces événements et qu'ils tireront la leçon de nos décisions. Il faut lutter sur les deux fronts, ne l'oublions pas.

Sur le plan légal, je voudrais dire un mot sur ce que personne n'a soulevé: c'est cette fameuse loi scélérate, parce que «*Force Ouvrière*» est contre les lois d'exception, bien entendu, qui sont votées un jour, dans un moment d'affolement, qui ne seront peut-être pas utilisées aujourd'hui, mais qui peuvent l'être demain. Il nous appartient de les dénoncer partout, d'autant plus qu'elles étaient inutiles. Quand elle est sortie, cette loi, il y avait longtemps que la partie était gagnée. Il nous appartiendra que cette loi ne soit pas reconduite, car c'est un instrument de propagande qu'il faut leur enlever.

Il faut conclure. Pour notre orientation, comment agir le mieux dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la démocratie? Sans démocratie, il n'y a pas de défense des intérêts ouvriers. Les faits parlent pour nous. Les syndicats autonomes se multiplient, les départs individuels aussi, la désagrégation est un fait. La classe ouvrière attend quelque chose. S'il ne vient rien, c'est le chaos et le désordre. N'oublions pas que le but et la tactique du parti communiste, qui va s'affirmer, c'est de créer la misère pour l'exploiter. Déjà, il sabote la production, il escompte cette soudure de printemps si difficile où le pouvoir d'achat va diminuer et le ravitaillement sera plus pénible pour tenter un nouveau coup. Ils veulent conserver la C.G.T. qui est un instrument idéal pour tenter un nouveau coup. Les méthodes terroristes vont se perfectionner, des éléments étrangers au mouvement et au pays y participeront, nous avons des renseignements et nous le savons. Encore autre chose vous avez vu le nouveau tournant de M. Thorez, qui a commencé à flatter les paysans; perdant la classe ouvrière, il cherche à gagner les paysans. Croyez-vous que la C.G.T. va défendre la classe ouvrière quand le parti communiste aura dit il faut défendre les paysans?

Tout cela dicte notre conduite. Comment? Redressement interne? Camarades, je crois que la cause du redressement interne n'est plus à défendre. Vous savez quels moyens ils ont à leur disposition: les pressions, la terreur, les manœuvres et tous ces statuts de fédérations qu'ils ont su si bien rédiger pour se préserver contre les renversements de majorité; ils ont aussi des juristes à leur service, ils s'en serviront jusqu'à la gauche. Il faudrait des mois et des mois de patience. Croyez-vous que nous pouvons attendre? Non, ce n'est pas possible. Il ne reste que l'autre solution: partir. Beaucoup de nos camarades, je sais et je dois - c'est mon devoir - dire leur sentiment, ont cet attachement sentimental, profond, à l'unité, qui est très beau. Je vous pose la question: l'unité existe-t-elle toujours? C'est à cette question qu'il faut répondre. Non, ils l'ont brisée, étant donné que la minorité n'a plus qu'à suivre et à obéir.

En 1921, quand ils étaient minoritaires, ils n'étaient pas pour l'unité. Les difficultés sont considérables et nous y avons pensé: difficultés de cadres, d'effectifs, de bagarres, de violences physiques. Il faut les analyser, mais ce n'est pas pour les rejeter, nous savons qu'elles nous attendent et nous les affronterons. Je vais conclure par trois questions auxquelles cette conférence doit répondre.

Le redressement est-il possible? Personnellement, je réponds non.

Le mythe de l'unité - car c'est un mythe - est-il un obstacle au départ? Je réponds non.

Les difficultés doivent-elles nous effrayer? Je réponds non. Nous avons lutté contre l'ennemi, nous avons lutté contre les staliniens et devons continuer.

Notre rôle historique se précise aujourd'hui; si nous y manquons, nous trahissons la classe ouvrière.

Hier, nous étions «*Résistance*», aujourd'hui «*Force*». Eh bien! demain, nous serons «*Résistance et Force*» à la fois, dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la démocratie (*applaudissements*).

**Giraud** (*Enseignement de la Seine*): Camarades, c'est avec une certaine discrétion que je dois aborder cette tribune, car je pense, et mes camarades de l'Éducation Nationale sont d'accord avec moi pour penser qu'il faut laisser aux fédérations ouvrières de la C.G.T. le soin de prendre d'abord et d'affirmer ensuite certaines positions.

A la dernière conférence nationale, j'ai défendu devant vous la thèse du maintien à la C.G.T. parce que, dans notre Fédération, les problèmes se posent d'une façon différente, parce que nous avons la majorité, et, jusqu'à présent, le problème du départ ne s'était jamais posé pour nous. Aujourd'hui, c'est différent et je dois, comme Peeters tout à l'heure, montrer le divorce qui existe entre certains militants responsables de la fédération, qui continuent à penser que le redressement est possible et qu'il faut ménager l'instrument qu'ils utilisent à l'heure actuelle pour la défense de nos intérêts, et l'opinion sans cesse croissante des camarades de la base qui ne veulent plus reprendre leur carte au 1<sup>er</sup> janvier et qui, quelle que soit la décision que nous prendrons aujourd'hui, ne seront plus confédérés si la décision de départ n'est pas prise.

Nous comprenons parfaitement que les militants responsables pensent à la difficulté qu'il y a à mettre sur pied une fédération, une confédération et qu'ils hésitent à briser ce qui existe, mais il faut tenir compte du sentiment profond des camarades de la base qui pensent que le redressement n'est plus possible. Je crois, en effet, il ne l'est pas, parce que les statuts de la C.G.T., modifiés au dernier congrès, sont tels qu'il est mathématiquement impossible de redresser du dedans la majorité de la C.G.T. et, quelle que soit la volonté des camarades de la base, nous n'y changerons plus rien. Et je tiens à insister sur le fait qu'actuellement, trop de camarades sont déjà partis pour pouvoir, même en appliquant les

règles les plus strictes de la démocratie syndicale, obtenir à l'intérieur un redressement de la situation.

Je crois pouvoir vous dire, au nom d'un grand nombre de militants de la Fédération, que nous ne prenons pas aujourd'hui devant vous la décision de vous pousser à la scission, parce que nous pensons que c'est vous, militants ouvriers, qui êtes qualifiés pour prendre cette décision, mais nous pouvons vous apporter l'assurance que si, de cette Conférence, sort ce soir la décision de quitter la C.G.T. pour former enfin une organisation libre et indépendante, nous ferons tout notre possible, non pas pour vous amener quelques éléments et syndicats épars, mais pour amener dans votre mouvement l'ensemble de la *Fédération de l'Éducation Nationale* (*applaudissements*). Je crois pouvoir vous dire, au nom d'un grand nombre de militants de la Fédération, que nous ne prenons pas aujourd'hui devant vous la décision de vous pousser à la scission, parce que nous pensons que c'est vous, militants ouvriers, qui êtes qualifiés pour prendre cette décision, mais nous pouvons vous apporter l'assurance que si, de cette Conférence, sort ce soir la décision de quitter la C.G.T. pour former enfin une organisation libre et indépendante, nous ferons tout notre possible, non pas pour vous amener quelques éléments et syndicats épars, mais pour amener dans votre mouvement l'ensemble de la *Fédération de l'Éducation Nationale* (*applaudissements*).

**Irénée** (*Personnels du Trésor*): Camarades, je viens à cette tribune, non point pour exprimer une opinion personnelle, mais pour traduire les sentiments de la quasi-unanimité des 10.000 adhérents du *Syndicat National des Personnels du Trésor*, qui est la plus forte organisation syndicale au sein de la *Fédération des Finances*.

Cette Conférence «*Force Ouvrière*», convoquée pour faire le point après la période des grèves sur ordre du Kominform et pour déterminer l'orientation de notre action, à l'intention et le désir de tenir compte des opinions de la base.

Nous enregistrons de plus en plus, dans l'ensemble des organisations syndicales, des démissions nombreuses et qui s'amplifient depuis une quinzaine. Nous assistons aussi à la constitution d'organisations syndicales autonomes. Ce sont là des faits qui ne sont pas à négliger, comme le dit Bouzanquet, et ce ne sont que les prémices de départs encore plus massifs.

Il faut déterminer notre comportement en fonction des réalités et tous, les uns et les autres, nous sommes victimes d'un sentimentalisme tout à notre honneur, mais qui ne doit pas nous faire perdre de vue la tâche qui nous est assignée.

Peut-on encore très honnêtement espérer le redressement de l'intérieur, peut-on encore croire au miracle dont nous parlait Bothereau? Nous répondons non, et pourquoi? Les syndiqués, qui ne veulent plus obéir aux ordres du parti communiste,



n'acceptent plus la cohabitation avec les unitaires et nous quittent. Tous ces départs affaiblissent la position de la minorité confédérale et, en reculant l'échéance inéluctable, nous disons à nos amis du Bureau confédéral qu'ils risquent de devenir des généraux sans troupes.

Sommes-nous certains que tous les camarades qui quittent ou quitteront l'organisation syndicale reprendront le chemin du syndicat, sommes-nous certains aussi que tous ceux qui ont adhéré à des organisations autonomes reviendront nous rejoindre dans notre Centrale syndicale indépendante de demain si nous tardons par trop à crever l'abcès qui empoisonne le corps du syndicalisme français?

Le cœur de tous les syndicalistes que nous sommes, très attachés à l'unité syndicale, souffrira évidemment de cette scission. À qui la faute? Depuis longtemps, que de sacrifices n'avons-nous pas faits pour maintenir cette unité, et nous ne permettrons plus que les unitaires continuent d'entonner le fameux couplet dont ils ont su si bien se servir pour gangrener notre vieille C.G.T.

Nous pouvons encore grouper autour de nous toute la masse des travailleurs français épris de notre bel idéal syndicaliste, mais pour cela il faut rompre au plus tôt, car demain il sera trop tard.

Nous serions des traîtres à notre cause si nous ne prenions pas la décision qui s'impose et qui est attendue par tant de travailleurs.

Il est encore temps de sauver le syndicalisme libre, mais les instants sont comptés.

Si les unitaires attendent de nouveaux ordres pour une nouvelle offensive, nous, les syndicalistes, nous avons à obéir aux ordres de la base.

«*Force Ouvrière*» a sonné le ralliement de tous les vrais syndicalistes, «*Force Ouvrière*» se doit, dès aujourd'hui, de préciser avec plus de netteté encore son indépendance totale vis-à-vis des partis politiques et des gouvernements. Elle doit affirmer à nouveau qu'elle représente l'essence même du syndicalisme, est l'héritière d'un long passé de luttes et que, fidèle à des conceptions qui ont fait leurs preuves, elle s'est insurgée contre la colonisation de notre «*vieille maison*» par un parti politique.

Il faut dire aussi avec vigueur que «*Force Ouvrière*» ne représente pas une tendance syndicale au service d'un autre parti politique et il faut même le clamer *urbi et orbi*. Pour nous, il ne s'agit pas de faire une opération politique et nous n'avons nullement besoin de la publicité maladroite que veulent nous faire un parti et des journaux.

Nous devons aussi faire savoir que nous sommes pour le non cumul des mandats politiques et syndicaux et faire respecter ce vieux principe syndicaliste.

Demain, dans notre centrale syndicale indépendante, nous ne pourrons représenter la force du syndicalisme libre que si nous savons donner suffisamment de preuves de notre indépendance totale. Ensemble, tous au coude à coude, d'un même cœur, d'un même élan, nous saurons régénérer le syndi-

calisme et, de batailles en batailles, il y aura des victoires au bout de la route (*applaudissements*).

**Le Président:** La discussion prenant une tournure, prévue d'ailleurs, mais dont il doit sortir des décisions très importantes, nos camarades pensent qu'il sera nécessaire de prolonger la discussion demain matin et que, probablement, une réunion de commission devra se tenir cette nuit. Je pense que nous arrêterons la discussion à midi et demi, que nous pourrons reprendre les débats à 2 heures ½ précises, de manière à passer le plus possible d'orateurs cet après-midi encore, et de procéder à la désignation de la commission.

Dès maintenant je vous propose, pour cet après-midi, le camarade Sidro comme Président; comme assesseurs: Imbs, du Bas-Rhin et Sinot, des Mineurs. Acceptez-vous cette proposition?

Ce Bureau est accepté à l'unanimité.

Je donne maintenant la parole au camarade Augard, des Mineurs.

**Augard (Mineurs):** Camarades, je crois que la *Conférence «Force Ouvrière»* et toutes les interventions des camarades ont jugé que la lutte à l'intérieur n'était plus possible.

Sur le plan de la C.G.T., je crois que nos camarades secrétaires confédéraux ont fait le maximum pour essayer de sauver l'unité et pour lutter et définir une C.G.T. indépendante et libre. Il suffit de se rappeler pour cela - et je le rappelle à ceux qui ont pu assister à la fameuse nuit du samedi ou dimanche, où le parti communiste voulait sa grève insurrectionnelle - les efforts de nos camarades pour lutter contre le projet de loi présenté par Schuman, nos camarades ont fait le maximum. Aujourd'hui, dans mon département, rien n'est plus possible sur le plan intérieur. Il faut bien le dire, la minorité s'est affirmée au cours de ces dernières luttes et elle représente aujourd'hui, pour la masse des travailleurs, quelque chose. Les militants de cette minorité se sont affirmés et nos camarades attendent autre chose que le maintien actuel de l'ossature de «*Force Ouvrière*». «*Force Ouvrière*» a représenté une période du mouvement syndical. Aujourd'hui, nous sommes à la veille d'une autre période et nos camarades attendent autre chose. Nous pouvons dire que, dans notre département, et chez les Mineurs en particulier, l'unanimité attend autre chose. Car, chez nous, rien n'a manqué; nous avons connu, au cours de ces derniers temps, le non-respect de la démocratie syndicale, les attaques à main armée, les matraquages, les attentats et assassinats même, et nos camarades ne comprendraient pas que nous puissions continuer avec les communistes, à l'intérieur d'une même organisation, la lutte que nous avons faite depuis la Libération.

Aujourd'hui, il faut le dire, la situation est grave. Il ne faut pas oublier que la masse de ceux qui quittent ne rejoindraient pas cette organisation, mais reste-

raient inorganisés, comme l'a dit le premier orateur, et seraient prêts à se mettre entre les mains de n'importe quel aventurier qui pourrait venir (*applaudissements*).

**Le Président:** La parole est au dernier orateur de ce matin, le camarade Fabre, des mineurs.

**Fabre (Mineurs):** Camarades, je ne serai pas long, car il est l'heure d'aller déjeuner. Mais j'apporte ici, à cette tribune, le sentiment de mes camarades d'Albi et de Gaillac. Nous avons vu, dans la dernière lutte que nous venons de passer, nous avons connu des moments cruels. Des hommes qui voulaient travailler, envers et contre tout, en étaient empêchés par des piquets de grève, commandés simplement par le parti communiste, et qui exécutaient un mot d'ordre. Nous avons été pris à partie, mais, conscients de notre devoir pour la défense de nos camarades, nous ne voulons plus actuellement, et je suis mandaté pour cela, continuer à cohabiter avec ces gens-là.

Cela me fait mal au cœur, croyez-le bien, de quitter notre vieille maison syndicale, mais je ne veux pas laisser ces camarades, qui ont confiance en nous, s'éparpiller dans divers mouvements, et c'est pour cela que nous avons fait confiance au *Groupe Central de «Force Ouvrière»* et nous sommes ici, aujourd'hui, pour continuer à lui faire confiance. Mais si, par malheur, ce soir ou demain, en partant d'ici, la scission n'était pas faite, j'ai le regret de vous annoncer que, chez nous, la scission est totalement effective. Jusqu'ici, nous avons réussi à maintenir nos camarades au sein de la C.G.T., mais, demain, ils vont tous laisser leur carte syndicale. Qu'advient-il? Je n'en sais trop rien. Je partirai donc d'ici fermement décidé, malgré qu'il n'y aurait pas scission - mais je crois qu'elle sera décidée -, ferme-

ment décidé à constituer, envers et contre tout, un mouvement autonome *«Force Ouvrière»*, parce que les camarades me le demandent. J'espère que nous partirons d'ici avec une unanimité pour recréer notre mouvement syndical libre et indépendant de toute politique, et capable de lutter contre n'importe quel gouvernement, quel qu'il soit (*applaudissements*).

**Le Président:** Il m'est demandé, par certains auditeurs, s'il ne serait pas possible de condenser les interventions, puisqu'il y a en somme, pas mal de redites par les orateurs qui se succèdent à la tribune. Si cela était possible, les camarades pourraient se rencontrer et déléguer un ou quelques-uns d'entre eux pour exprimer à la tribune le point de vue de cette partie de l'auditoire. Si vous êtes d'accord, nous pourrions commencer cet après-midi, afin d'écourter les débats.

D'autre part, on vient de me passer une motion, la voici:

*«Quelques camarades sont obligés de partir ce soir. Ils seraient désireux, au cours de la séance de cet après-midi, avant leur départ, d'entendre un représentant du Bureau confédéral. Je demande au Président de soumettre cette proposition à la Conférence».*

*Signé: Plaire, de Toulon.*

(applaudissements).

Le *Groupe Central* informe les camarades que, à la fin de la Conférence, un communiqué sera fait en votre nom. En conséquence, ne donnez pas de bobards qui risqueraient d'être interprétés différemment par la presse. Je vous invite donc à la prudence. Camarades, la séance est levée.

*(La séance est levée à 12h30)*

-----

## Deuxième séance: jeudi 18 décembre 1947 (après-midi)

-----

La séance est ouverte à 15 heures.

Président: **Sidro** (région parisienne).

Assesseurs: **Imbs** (Bas-Rhin), **Sinot** (Mineurs).

**Le Président:** Il reste vingt-neuf orateurs inscrits; il est donc inutile de vous rappeler d'être brefs et précis. La séance est ouverte et je donne la parole au camarade Abadie, de la Haute-Garonne.

**Abadie (Haute-Garonne):** Camarades, je serai très bref, car faisant partie des Cheminots nous venons d'avoir une réunion préliminaire au cours de laquelle nous avons convenu qu'un camarade parlerait au nom de tous. Je n'interviendrai donc que sur le plan départemental et j'indiquerai simplement que, au point de vue général, deux courants se sont fait jour, à savoir un courant scissionniste dans la majeure partie des syndicats manuels, et un courant temporisateur parmi les autres syndicats, et principalement chez les intellectuels dans la Haute-Garonne.

Je pense qu'il est de mon devoir de préciser que ces derniers ne voudraient pas qu'il puisse leur être rétorqué que la scission est le fait des groupements de «*Force Ouvrière*». Aussi verraient-ils d'un bon œil que nos camarades soient mandatés demain, à la réunion de la Commission Administrative, pour proposer, dans un délai très bref, des élections générales et à bulletin secret en vue du renouvellement de toute la hiérarchie syndicale.

Je précise que l'unanimité a été constatée pour prévoir que nos camarades de la tendance dite «*majoritaire*» étaient capables d'accepter ces propositions, même en envisageant un échec passager, sachant que d'ici six à huit mois ils auront eu encore la possibilité de dégoûter à nouveau et les syndiqués et les militants qui auraient voulu revenir à la tradition d'indépendance syndicale qui nous est chère à tous ici. C'est pourquoi si, d'une part, ils comprennent très bien l'esprit de scissionnisme horizontal qui se manifeste chez nos camarades manuels, ils voudraient, d'autre part, que ce même esprit se manifeste et se concrétise avant tout sur le plan vertical.

En ce qui concerne la position des Cheminots de la région toulousaine, la position est claire et nette. Avant la réunion du Comité départemental et sachant bien, sans le connaître officiellement, quel était le véritable but de notre réunion, j'ai fait le tour de la maison. Partout, entendez-moi bien, partout je n'ai entendu qu'un seul son de cloche: à aucun prix nous ne voulons plus cohabiter avec des gens qui n'ont même plus la pudeur de s'abriter derrière la façade d'un syndicalisme revendicatif. Nous ne voulons plus d'un syndicalisme d'arrivistes. Sachant très bien que les seuls résultats obtenus sur le plan

général sont le fruit d'une spoliation des revendications déjà élaborées avant cette drôle d'unité syndicale, charbonnier veut être maître chez lui et ne nous parlez plus de concubinage avec des gens qui nous aiment comme nous aimons un bifteck bien saignant.

Et enfin, pour répondre au troisième et dernier point de l'ordre du jour, je vous indique brièvement ma conception personnelle. Depuis 20 ans, j'appartiens au syndicalisme. En 1935, au congrès des cheminots de l'Union Midi, premier congrès qui eut à se prononcer sur l'unité, j'ai la fierté de me rappeler que je disais NON à l'unité inconditionnelle. Je ne m'en suis jamais dédit et j'ai toujours regretté que les militants confédérés aient cru devoir se laisser dominer par la vague de fond qui nous poussait vers cette unité. Je ne juge personne, je constate et suis le premier à reconnaître que, de cette union, nous avons, à l'origine, obtenu des avantages appréciables à la classe ouvrière. Mais je dis que ce fut une solution de paresse. Aujourd'hui, douze années ont passé et nous voyons, sous le chapeau «*Force Ouvrière*» la même vague de fond qui nous pousse vers la scission, engendrant le même phénomène parmi les militants syndicalistes.

Devons-nous faire front à cette vague? Cela serait accepter la bataille, avec ses risques de peur collective.

Devons-nous laisser partir cette masse, ou encadrer les troupes qui nous abandonneraient?

Je suis prêt à vous concéder que ça sera une position de combat, à la seule condition que nous fassions le serment de ne plus nous laisser séduire par des mirages nébuleux. Mon seul regret ne sera pas la perte d'argent ou d'immeubles, et c'est à voir; mais celui de cet emblème attractif, symbolisé par les trois lettres «*C. G. T.*». Camarades, vive la *Confédération Générale du Travail* renouée (applaudissements)! Mais en ce qui concerne les difficultés qui ont été soulevées ici au point de vue matériel je tiens à ajouter que, si nous avons beaucoup à perdre au point de vue immeubles et au point de vue financier, il y a tout de même un fait: c'est qu'avant le divorce, il y a eu un mariage et nous avons apporté un contrat; du moment que nous avons eu un contrat, je crois qu'il servira également pour le divorce.

**Béraud (Nord):** Camarades, c'est en tant que responsable départemental des groupes «*Force Ouvrière*» du Nord que je prends la parole devant vous. Certains camarades, ce matin, au début de leur intervention, ont évoqué le caractère de gravité de la décision que nous serons appelés à prendre tout à l'heure. Je crois, mes camarades, au nom des groupes F.O. du département du Nord, et je crois



également, au nom de la grosse majorité des délégués ici présents, qu'il importe de dire que le moment est venu de prendre ses responsabilités.

Le Groupe Central F.O. et son mouvement qui est né a créé dans la classe ouvrière, dans le monde du travail, d'immenses espoirs qui ne doivent pas être déçus. À l'heure actuelle, les regards sont tournés vers nous, de la gauche vers la droite, en passant par le centre. Allons-nous refuser, mes camarades, de prendre la responsabilité de ce que l'on appelle la scission, alors que les premiers briseurs de l'unité ont été les Benoît Frachon et ses amis, qui n'ont pas hésité, eux, par leurs méthodes, par leurs procédés inqualifiables, de briser l'unité morale de la classe ouvrière? Les rouffions, les jaunes, n'ont jamais été de notre côté. Ce sont eux qui, les premiers, en août 1946, ont été les premiers jaunes, lors de la grève des Postiers, et qui ont matraqué nos camarades en grève au Central télégraphique de Marseille. Ce sont eux qui ont amenuisé la volonté de lutte des camarades dans les assemblées syndicales, dans les C.A., dans tous les organismes, en les dénonçant par avance comme des diviseurs de la classe ouvrière, comme des briseurs de l'unité.

Non, mes camarades, il ne faut pas s'arrêter à ces considérations et il faut prendre, comme je le disais, nettement position.

Camarades, qu'a été «*Force Ouvrière*»? «*Force Ouvrière*» a été la première organisation de résistance contre la politisation, contre les décisions et l'influence que pouvait avoir un parti politique dans le monde du travail que nous voulions libre et indépendant. F.O. a été également pour la défense de la liberté d'expression et pour la véritable démocratie syndicale. F.O., à la suite de ces derniers événements, a pris de plus en plus d'extension et de force.

Il y avait deux théories qui pouvaient être examinées, apportées et appliquées: le redressement à l'intérieur du mouvement syndical, et j'en étais jusqu'à ces derniers temps un chaud partisan. On peut dire que l'idée de redressement du mouvement à l'intérieur a été une expression du militant qui, sentant le danger d'une scission, d'une division de la classe ouvrière, conduirait ce mouvement, qu'on le veuille ou non, à une défaite. Vouloir maintenir cette conception ne serait qu'une conception de militant, de militant responsable devant l'histoire, mais d'un militant qui perdrait ses troupes et qui perdrait tous ses hommes dans une bataille, car dans les assemblées syndicales, qu'elles soient générales et annoncées à grand renfort de trompes, il n'y a plus de camarades, tout le monde déserte la C.G.T.

Les briseurs de l'unité, ce sont les Benoît Frachon et les autres, qui ont dégoûté nos camarades dans le travail syndical. Ce sont eux qui en portent aujourd'hui la responsabilité, et «*Force Ouvrière*» doit avoir le courage, la volonté et la foi de les reprendre en mains pour en faire un mouvement puissant et fort qui saura résister à tous les assauts, qu'ils viennent de la gauche ou de la droite. Mais il faut

maintenant prendre vos responsabilités, camarades responsables du Groupe Central «*Force Ouvrière*». Je comprends votre inquiétude et je comprends aussi votre souci de ne pas apparaître comme les diviseurs de la classe ouvrière. Mais vous ne devez pas méconnaître la volonté de la base, des camarades comme chez nous, dans le Nord, chez les mineurs, que ce soit Douai, Valenciennes ou Lille, que vous le vouliez ou non les groupes de «*Force Ouvrière*» se sont déjà transformés en syndicats «*Force Ouvrière*», et abandonner ces camarades demain, nous n'en avons pas le devoir ni même le droit, car nous risquerions de les voir partir à l'aventure demain et de les voir tomber en je ne sais quelles mains, et je crois que vous me comprenez.

Il faut, incontestablement, redresser le mouvement syndical, nous bâtirons de l'extérieur. Nous devons faire cette coupure. Comment? Nous avons fait cette coupure dans la grève, nous nous sommes opposés à la dictature d'un parti dans l'action directe; nous avons dit non à cette grève des matraques; nous avons dit non à cette grève de déboulonneurs de rails qui ont, en somme, occasionné des victimes innocentes; nous avons dit non à tous ces procédés et il faut dire non à ces méthodes. Nous serons, demain, la grande force, la grande puissance du mouvement syndical. Et nous avons aussi à réaliser quelque chose de bien plus grand encore. Il faudra, dans les groupes minoritaires, réaliser cette grande unité entre tous les camarades et «*Force Ouvrière*» sera le trait d'union entre tous les groupes qui nous ont quittés, prématurément ou non, je ne veux pas poser le problème, mais il faut que ce soit une grande force matérielle, parce que nous saurons faire vivre nos organisations, force matérielle parce que nous voyons déjà sortir de jeunes militants, et il est indispensable de créer de nouveaux cadres pour demain, parce que nous saurons donner à notre organisation une autre vie que celle de ces derniers temps, la liberté d'expression et de parole ne sera plus un vain mot, la désignation à tous les échelons sera appliquée, par groupe F.O., au suffrage universel et à bulletin secret, et que Frachon le veuille ou non, nous le lui imposerons pour réaliser la nouvelle unité syndicale pour une grande C.G.T. qui sera la nôtre.

«*Force Ouvrière*» est une force morale, celle vers laquelle se tournent tous les espoirs. De toutes parts, on nous attend. On nous a demandé de renseigner nos camarades en province, qui attendent impatiemment ces décisions, car si vous ne les preniez pas ce soir même vous décevriez une grande masse de travailleurs qui déserteraient définitivement la C.G.T., qui a perdu son prestige parce que Frachon et les politiciens le lui ont fait perdre. Demain, la véritable C.G.T. sera le groupe «*Force Ouvrière*» à l'usine, au chantier, dans le bureau, depuis la province jusqu'à Paris (*applaudissements*).

**Marchez (Hautes-Pyrénées):** Camarades, j'ai peu

de chose à dire, et cependant je crois qu'il est utile de le dire. Répondant à l'appel des organisateurs de cette Conférence, je voudrais vous transmettre l'impression des travailleurs des Hautes-Pyrénées, qui ressemble un peu, je m'en excuse, à celle des camarades des Basses-Pyrénées.

Nous sommes un département presque colonisé, puisque, sur 20.000 ouvriers syndiqués, environ 12.000 ont fait la grève. Il y a eu des remous très importants, des fractions également importantes de travailleurs qui n'ont pas obéi au mot d'ordre communiste: l'industrie électrique, les produits chimiques, les services publics, les P.T.T., les instituteurs. Mais il y a eu un fort mouvement d'hostilité dans les industries nationalisées de Tarbes où les ouvriers sont au nombre de 3.000; plus de la moitié ont signé le manifeste et adopté la politique de «*Force Ouvrière*». Mais aujourd'hui, la situation n'est pas la même, les camarades qui avaient signé avec nous le manifeste F.O. sont repris par les communistes et semblent nous abandonner, et je suis persuadé que si, demain, nous séparons le mouvement en deux, nous aurons des difficultés pour faire suivre avec nous les 1.500 signataires du manifeste. Est-ce à dire qu'il n'y aura pas de déchet? Cela, je ne le crois pas, car lorsque nous rencontrons des travailleurs de la base, presque tous, qui ne sont pas sous l'emprise ou n'appartenant pas à la cellule, presque tous ne reprendront pas la carte syndicale. L'effort, pour nous, sera donc de les convaincre et de les amener à la nouvelle organisation centrale que nous désirons créer. Il y a, cependant, un désir de séparation dans les cœurs; la grève Christofol, comme on l'appelle dans les classes laborieuses, a apporté le coup décisif à la C.G.T. Il nous reste à l'exploiter, mais la situation actuelle, telle qu'elle est, avec deux tendances, une minoritaire et une majoritaire, ne doit pas continuer, car nos camarades ne savent à qui se fier. Reprendre l'action au sein de la C.G.T., c'est redonner aux dirigeants stalinien de la C.G.T. la force qu'ils ont perdue dans cette grève. Je crois donc, moi aussi, malgré la nette volonté des camarades qui voudraient se séparer de la C.G.T., qu'il faut prendre ses responsabilités le plus vite possible, afin que les stalinien ne reprennent pas en mains cette classe ouvrière qui leur a échappé.

**Laroque (Mineurs de Carmaux):** Camarades, je serai très bref. Beaucoup de camarades ont pris la parole et il est évident qu'on se répète beaucoup. J'ai entendu des camarades venir dire ici que cela faisait peine aux vieux militants d'abandonner leurs locaux. Eh bien! En ce qui nous concerne, nous avons une *Chambre syndicale* qui a été faite par Jaurès, mais je dis que nous devons tout faire pour reprendre notre mouvement syndical et avoir pour cela l'énergie nécessaire. Repensez, camarades, au temps de la clandestinité où nous avons eu l'énergie qu'il fallait pour foutre les «*boches*» à la porte. Il s'agit maintenant de faire partir les «*boches français*», je les

traite comme tels, car cette grève a été l'apanage de toute cette action. On nous a dit: vous, mineurs, vous êtes la clé de la renaissance française. Et c'est le déserteur qui parle de la renaissance française! On nous a chanté tous les hymnes que vous savez: élevez la production et retrouvez vos manches. Mais si ceux qui ont disparu pouvaient revenir, ils trouveraient des chemises et des vestes sans manches. Il faut en finir avec ces gens-là et avec ces méthodes. Il faut en finir, car à Carmaux on a employé des moyens ignobles, infects, des moyens qui n'appartiennent qu'à des gens du Moyen-Âge. Il faut avoir le courage de dire qu'on en a assez - je regrette que le camarade Jouhaux ne soit pas là pour le lui dire - c'est la base qui doit commander, ce sont les ouvriers qui doivent dire ici, à nos chefs: nous voulons cela, nous voulons que le syndicalisme soit libre (*applaudissements*). Nous voulons que, ce soir, on apporte quelque chose aux ouvriers qui viennent dire ici: nous voulons cela, nous voulons que cela vienne de nous. Nous en avons assez qu'on nous dise, à la tête: il faut faire ça ou ça, sans qu'on nous consulte. Le moment est venu... Pourquoi? C'est cette grève qui a fini de dégoûter les camarades. Je veux dire ici quelque chose de grave et j'en prends la responsabilité: il y a une certaine catégorie de camarades étrangers qui viennent ici, nous sommes contents de les recevoir pour qu'ils puissent travailler et manger, mais nous ne voulons pas qu'ils viennent s'immiscer dans cette question, qu'ils viennent, dans le Tarn, nous départager; nous sommes assez grands, nous Français, pour faire notre travail (*applaudissements*). Nous avons à dire ici, à nos chefs et à Jouhaux, quelque peine que nous puissions lui faire, quelque idée qu'il puisse avoir: nous ferons de lui ce qu'on doit faire, mais il faut qu'il écoute la voix de la masse et des ouvriers. Nous en avons marre. Chez nous, c'est fait, nous avons pris beaucoup de places, pas mal de comités d'entreprise à Carmaux. On nous ferait presque regretter le maquis, parce que ces salopards valaient presque plus que les autres - je traite ainsi les communistes, ils ne sont pas syndicalistes, ils sont communistes avant tout. Je le répète, le moment est venu de prendre vos responsabilités.

Les locaux? Mais nous en ferons, des locaux, il y en a des maisons, nous organiserons ce qu'il faut. Ce qui compte, ce sont les revendications ouvrières et faire notre C.G.T. indépendante. Et quand nous voyons des hommes comme les Leclerc venir de l'Afrique pour reconquérir le pays, nous n'aurions pas, nous, le courage de reconstruire la C.G.T.? Nous serions indignes de la classe ouvrière.

**Le Président:** Notre camarade Jouhaux a été retenu cet après-midi par ses obligations, mais il sera parmi nous à six heures et il prendra la parole (*applaudissements*).

Je donne la parole au camarade Auroux, du Cher.

**Auroux (Cher):** Je vais répéter ce que beaucoup de camarades ont dit déjà ce matin. Je représente le Cher et je suis mandaté par trois fédérations différentes. Premièrement, les Travailleurs de l'État. Ils veulent former leur groupe F.O. Au moment de la grève, sur 2.500 ouvriers environ, 400 avaient fait la grève; nous avons essayé de rallier autour de nous tous les non-grévistes, nous y étions presque arrivés, quand, au dernier moment, les grévistes ont employé les méthodes brutales et les non grévistes n'ont plus rien voulu savoir pour payer les timbres à la C.G.T.; ils étaient décidés à partir à l'aventure. Nous avons décidé de les grouper autour de nous, mais du fait qu'ils ne voulaient plus être au sein de «*Force Ouvrière*», puisqu'elle restait à la C.G.T., nous avons dû faire un syndicat autonome décidé à suivre les minoritaires le jour où ils voudraient faire une nouvelle C.G.T., c'est-à-dire une autonomie provisoire. Mais si la Fédération n'est pas décidée à faire la scission, Air-Guerre-Marine, nous quitterons et l'U.G.F.F. et la C.G.T.

En ce qui concerne l'usine d'aviation, le groupe «*Force Ouvrière*» est, à l'heure actuelle, en bonne voie. Si le groupe «*Force Ouvrière*» reste à l'intérieur de la C.G.T., ils auront environ un tiers du personnel, alors que si le groupe «*Force Ouvrière*» est dans une nouvelle organisation, les deux tiers suivront la nouvelle organisation. C'est pourquoi les trois établissements du Cher sont décidés à suivre «*Force Ouvrière*», mais en dehors de la C.G.T.

**Le Président:** La parole est au camarade Gilbert, des Ardennes. Mais avant, je voudrais demander à la Conférence s'il ne serait pas nécessaire de ramener le temps de parole de chaque orateur à cinq minutes.

**Gilbert (Ardennes):** Je représente un département qui a eu ses luttes révolutionnaires, c'est-à-dire le département des Ardennes dans lequel Jean-Baptiste Clément a apporté la parole syndicaliste. Mon département n'a pas répondu à l'appel des «*moscoutaires*» pour la grève qui a été généralisée, il a compris que la lutte qui était engagée au sein des organisations était contraire à l'intérêt de la classe ouvrière. Mais pour les vieux militants dont je fais partie, qui ont adhéré à l'organisation syndicale après la scission de 1920, nous considérons que, pour nous, c'est douloureux de quitter une organisation telle que la C.G.T., d'abandonner les créations que Jouhaux a toujours défendues dans le monde, toutes ces institutions. Mais nous considérons actuellement que la classe ouvrière, la masse, nous pousse vers une organisation indépendante des partis politiques, et les Ardennes sont décidées à se débarrasser de l'emprise des «*moscoutaires*». La classe ouvrière et les fonctionnaires des Ardennes sont décidés à se grouper autour de «*Force Ouvrière*», à former une organisation indépendante, et, quoique je ne sois pas mandaté pour voter aujourd'hui pour la scission,

la classe ouvrière des Ardennes veut se débarrasser de l'emprise des «*moscoutaires*». Je ne veux pas allonger ce débat, mais je dois dire aujourd'hui qu'il faut à tout prix que nous prenions une position, quelque douloureuse qu'elle soit, il faut le faire, c'est l'intérêt de la classe ouvrière, nous devons la défendre et nous ne devons pas nous en servir (*applaudissements*).

**Micheneau (Livre):** Camarades, j'ai l'impression très nette, après avoir entendu, ce matin et au début de cet après-midi, les camarades qui se sont succédé à cette tribune, que je ne viens pas ici glaner des applaudissements. Membre d'une organisation qui est créatrice de la C.G.T., nous y sommes fortement attachés. Je dois vous dire tout de suite que nous sommes contre la scission. Nous sommes contre, parce que nous ne voulons pas de division de la classe ouvrière. Les camarades nous ont dit qu'à la base, les camarades étaient prêts à partir. Chez nous, le danger n'est pas immédiat, mais, tout de même, il faut réfléchir. Nos camarades, surtout les jeunes, qui sont venus à cette tribune, sont pleins d'enthousiasme, c'est naturel, et nous nous en félicitons. Mais il faut voir les choses comme elles doivent être vues. Êtes-vous bien sûrs, camarades, d'être suivis par la majorité de la classe ouvrière?

**Des voix dans la salle:** *Oui, oui!*

**Micheneau (Livre):** Bien sûr que vous en êtes certains. Ne craignez-vous pas que parmi ceux qui s'en vont, il y a un excellent prétexte pour partir, pour ne pas payer de cotisations à l'avenir?

**Des voix dans la salle:** *Non, non!*

**Micheneau (Livre):** Vous en êtes certains aussi. Je ne veux pas tenir la tribune plus longtemps. Je vous donne la position de la *Fédération du Livre*: nous sommes contre la scission, nous y resterons.

**Delsol (Éclairage):** Camarades, je voudrais tout simplement vous faire connaître ce que je constate à la *Fédération de l'Éclairage*. Il y a pas mal de temps que je suis en relations avec les minoritaires de la Fédération. Nous avons pu, par ce procédé, maintenir quelques positions. Depuis la grève, j'ai reçu deux lettres de camarades: l'une d'un camarade qui est ici présent, la seconde d'un camarade qui me dit être contre la scission. Et, avant-hier, je réunissais la commission exécutive du syndicat du gaz de banlieue, mon syndicat qui n'a pas fait grève, et je lui posais également la question: faut-il que je dise à la conférence que vous vous prononcez pour ou contre la scission? Mes camarades ont répondu unanimement: nous ne pouvons être pour la scission; si elle se fait, nous verrons par la suite, mais nous ne pouvons être pour. Je déduis de cela que si mes camarades qui correspondaient normalement

avec moi n'ont pas éprouvé le besoin de me dire quelle était leur pensée, c'est qu'ils ne doivent pas être pour la scission. D'autre part, je peux bien vous indiquer que la différence qui existe chez ces camarades et dans ces syndicats, dont mes correspondants sont les Secrétaires, c'est que chez eux, il n'y a pas eu de grève. C'est la raison pour laquelle les heurts qui se sont produits dans vos organisations, ils ne les ressentent pas. Par contre, nous avons, dans la région parisienne, le *Syndicat des Électriciens* chez qui il y a eu grève, dans la production, mais pas dans la distribution; ils ont constitué récemment un groupe «*Force Ouvrière*», ils forment un vœu, je ne sais s'ils vont vous le dire, je pense qu'ils sont pour la scission. Mais je fais la constatation que les syndicats organisés et tous les militants à la tête qui sont des minoritaires ne se sont pas prononcés. Camarades, je ne me permettrai donc pas, étant donné ce que je constate dans ma Fédération, de donner un avis personnel. Il faut que je relate ici honnêtement ce que j'ai vu; je vous l'ai indiqué, je n'ai pas autre chose à vous dire.

**Pellerin (Éclairage):** Camarades, je suis à cette tribune le porte-parole de la majorité des syndicats de l'*Est-Lumière*; mais vous avez surtout le délégué du *Bureau des «Force Ouvrière» de l'Électricité de France et du Gaz de France de la région parisienne*, qui groupe quatre départements et dont l'effectif compte un tiers de la Fédération nationale.

Notre camarade Delsol est venu apporter un point de vue qui doit être personnel; il est en contact avec une vingtaine de syndicats dont la direction est minoritaire.

**Delsol (Éclairage):** C'est inexact, je ne te permets pas de dire une inexactitude. Dis ce que tu as dit, mais ne me fais pas dire ce que je n'ai pas dit. Je n'ai pas donné de chiffres.

**Pellerin (Éclairage):** Je suis chargé de vous exprimer les inquiétudes du monde syndical ouvrier et de vous demander dans quelle mesure vous êtes capables de répondre à ses espoirs.

Il ne nous est pas possible de freiner les départs massifs actuels devant lesquels nous sommes impuissants.

Ces départs seront, dites-vous le bien, camarades, encore plus nombreux au 1<sup>er</sup> janvier prochain, lors du renouvellement des cartes.

Dans ces conditions, vouloir provoquer de nouvelles élections, c'est vouloir aller au devant d'un échec certain et apporter nous-mêmes de l'eau au moulin communiste qui ne manquera pas de se gargariser de notre défaite en soulignant notre impuissance à retenir derrière nous l'élément syndical ouvrier.

Après cet exposé, j'en arrive donc à la conclusion qui s'impose: 1- il nous est impossible de prétendre obtenir une dépolitisation de la C.G.T. par des

élections qui marqueraient notre écrasement; 2- si nous maintenions l'unité cégétiste, celle-ci ne serait qu'une apparence, puisque nous savons tous que la Centrale est divisée en deux fractions opposées.

On peut se demander quel serait le bénéfice d'une telle unité apparente, puisqu'en cas de décision à prendre lors de nouveaux conflits sociaux, les deux fractions s'opposeraient encore comme elles se sont opposées ces temps derniers. En somme, il n'y aurait qu'une unité d'étiquette masquant une division réelle.

L'exposé que je viens de vous faire me conduit directement à vous proposer la scission pure et simple. Oh! Je sais que la multiplication des Centrales syndicales n'est évidemment pas un facteur de force. Je sais également que si l'élite du monde syndical semble se prononcer pour le maintien de l'unité, c'est sans doute qu'elle estime que l'augmentation du nombre de Centrales entraîne automatiquement une dispersion de nos forces. Il est normal de penser que toute action future devra, pour réussir, recevoir préalablement l'accord de toutes les Centrales syndicales sur le point à défendre. Or l'on peut dès maintenant supposer qu'à partir du moment où telle Centrale se prononcera sur telle chose, l'autre prendra le contre-pied, d'où échec par avance de tout mouvement revendicatif ouvrier. Mais, comme je viens de vous le dire, camarades, l'unité apparente de la C.G.T. n'offre pas plus d'avantages. Elle ne résout pas cette difficulté et nous en avons vu, hélas, un fâcheux et récent exemple. Si pénible que soit pour nous la scission et la création d'une nouvelle Centrale, c'est encore à cette formule que la majorité de nos membres se rallie avec l'espoir que si, momentanément, elle peut être considérée comme une diminution momentanée de la force syndicale, elle sera malgré tout la formule de l'avenir. Je peux, quant à moi, affirmer, d'après les coups de sonde effectués dans notre milieu de l'Électricité, que la nouvelle Centrale syndicale apolitique groupera la grosse majorité du personnel. Je peux également affirmer qu'il suffira peut-être de créer cette nouvelle Centrale pour ramener à elle les éléments travailleurs qui, outrés de la position communiste actuelle, ont préféré se réfugier dans la démission, donc dans la passivité ou, peut-être, sont allés à la C.F.T.C. en désespoir de cause. Je pense intimement que cette nouvelle Centrale pourra regrouper quantité de forces sans grosses difficultés, en tendant la main aux C.A.S., à la C.N.T., aux syndicats autonomes, etc... Nous pouvons espérer qu'elle réunira, sans aucun doute, la majorité du monde des travailleurs, qu'elle sera par conséquent l'organisme le plus représentatif de demain et que, par la force des choses, elle constituera un pôle d'attraction vers lequel les ouvriers se dirigeront de plus en plus.

Comme vous le voyez, dans cette hypothèse de création d'une nouvelle Centrale, la somme des avantages que nous pouvons retirer doit compenser et même rendre presque infimes les inconvénients



dont je parlais tout à l'heure à l'occasion de ce problème de scission.

Pour conclure, en apportant à cette tribune le point de vue de la grosse majorité des travailleurs de l'Électricité et du Gaz de la région parisienne, point de vue farouchement opposé au maintien de l'unité syndicale qui nous a fait tant de mal, je sais que je défends une thèse qui, bien qu'approuvée par la majorité des délégués ici présents, peut, dans une certaine mesure, décevoir quelques camarades soucieux autant que nous de l'intérêt syndical du monde travailleur français. Nous prenons, quant à nous, toutes nos responsabilités et nous déclarons fermement et irréductiblement partisans d'une scission immédiate et de la création d'une nouvelle Centrale. Demain, j'aurai à répondre aux travailleurs qui, journellement, m'interrogent, que j'essaie de retenir par tous les moyens possibles, mais qui, trop déçus par le passé, entendent aujourd'hui n'adhérer qu'à quelque chose de meilleur. Si, par malheur, vous deviez rejeter cette proposition de scission, je suis au regret de vous annoncer que vous aurez perdu par avance tous les démissionnaires actuels et futurs de la C.G.T., que vous aurez déçu quantité de travailleurs qui se sont réfugiés dans le mouvement «*Force Ouvrière*», lequel aura perdu son prestige, son pôle d'attraction. Ce mouvement mourra de sa belle mort et nous serons incapables de le faire renaître. Ce rejet de scission encouragera le parti communiste, en lui apportant la preuve de notre incapacité, puisque le parti communiste ne manquera pas de clamer que seul, il était dans le vrai, puisque la soi-disant minorité de «*Force Ouvrière*» n'aura pas su retenir derrière elle ses sympathisants. Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'intelligence de la tactique communiste, qui saura utiliser notre échec pour prouver que la politique suivie par les majoritaires communistes était la seule valable, puisque nous aurons fait la démonstration de notre manque de dynamisme et de notre impuissance à obtenir les leviers de commande (*applaudissements*).

**Gonin (Loire):** Camarades, je dois tout d'abord vous faire une déclaration. Elle pourra peut-être paraître puérile, mais vous allez voir qu'elle a son importance. Je milite depuis une vingtaine d'années sous la bannière de la C.G.T. et mon fils est secrétaire du syndicat chrétien de la *Manufacture d'Armes de Saint-Étienne*; je suis un ancien secrétaire adjoint du syndicat civil et ouvrier de la *Manufacture d'Armes*. Ceci dit, j'en viens à mon exposé. Je considère qu'après les orateurs qui viennent de passer ici, je n'ai pas grand-chose à vous dire concernant le point de vue de tous les camarades présents. Je vais simplement vous relater les incidents qui se sont déroulés à Saint-Étienne pour vous démontrer qu'il n'est plus possible de cohabiter avec les cégéto-communistes. Lorsque la grève a éclaté à la *Manufacture*, malgré une opposition irréductible la grève fut déclarée, malgré toute l'opposition que nous avons pu

faire. Je me suis mis en rapport avec le camarade Lelièvre, qui m'a donné certaines instructions, et je suis entré immédiatement en action pour constituer, dans la Loire, les groupes «*Force Ouvrière*». J'ai constitué à Rive-de-Gier cinq groupes, à Saint-Chamond, aux *Aciéries de la Marine*, à la *Manufacture d'Armes et de Cycles*, à la *Manufacture Nationale*, où je suis le diffuseur de «*Force Ouvrière*», j'ai élargi le groupe, chez Schneider, de partout nous avons constitué des groupes. Or, hier soir, avant de partir, j'ai réuni tous ces camarades et leur ai demandé de me confirmer un mandat. Tous les camarades qui étaient présents ont répondu: nous te donnons mandat de réclamer la scission, ou sinon, nous quittons la C.G.T. et nous nous constituons en syndicats et en fédérations autonomes de la Loire.

Vous avez entendu ce matin le magnifique appel de Carpentier à notre camarade Jouhaux. Je voudrais, à mon tour demander à Jouhaux de ne pas fuir ses responsabilités et de reprendre la tête du nouveau mouvement qui va s'organiser; car, contrairement à ce qu'affirmait ce matin un camarade, que la division serait l'affaiblissement de la classe ouvrière, je puis, en ce qui me concerne, vous donner une affirmation contraire. Les Établissements de l'État sont constitués par atelier; j'ai constaté, à la *Manufacture*, dans un atelier où il y avait 18 syndiqués, le premier jour que nous avons lancé les bulletins d'adhésion F.O., 24 camarades sont venus à nous; pour les bureaux, 48 camarades ont donné, ensemble, leur adhésion, à la condition, bien entendu, que nous réclamions la scission.

Ainsi, camarades, je viens de faire devant vous le compte-rendu moral du mandat qui m'a été confié. Mais, avant de quitter cette tribune, je voudrais demander à Cadéo s'il est décidé à prendre la parole ici.

**Cadéo (Loire):** Parle, et nous verrons après.

**Gonin (Loire):** Je demanderais à ce qu'une commission soit désignée pour prendre connaissance de ce dossier avant qu'il ne prenne la parole.

**Bothereau (Groupe Central):** Il est évident qu'il y a, chez nos camarades de la Loire, certaines difficultés; mais l'assemblée d'aujourd'hui n'est pas faite pour régler les difficultés qui peuvent se présenter entre nos camarades de l'U.D. de la Loire, ou plutôt des groupes de «*Force Ouvrière*» de la Loire. Et je crois que nous agirions sagement en passant purement et simplement, pour l'instant, à l'ordre du jour. Si ces difficultés ne se résolvent pas d'elles-mêmes, c'est par la suite que nous aurons à prendre les décisions qui pourraient s'imposer.

**Aufort (Montluçon):** Je serai bref, car je considère que nous avons autre chose à faire ici que de nous répéter. Je voudrais tout de même apporter le point de vue de la cité industrielle de Montluçon et du

groupe des *Amis de «Force Ouvrière»* de Montluçon, la ville qui a toujours été à la tête des combats ouvriers.

Maintenant, nous nous trouvons devant une grave situation. Il s'agit, comme l'ont dit certains camarades, de savoir si nous allons pouvoir redresser la situation de l'intérieur. À Montluçon, mes camarades ont répondu non, car ils considèrent que, demain, dans les syndicats, les minoritaires actuels de la C.G.T. vont se trouver dépourvus de troupes, et alors nous serons continuellement en butte à des difficultés insurmontables, et les majoritaires actuels auront le beau rôle pour se servir de nous comme des otages.

Les camarades de Montluçon se sont prononcés pour la scission; tous ne sont pas d'accord sur les façons de l'appliquer. Ils ont patienté, ils attendent la décision de cette Conférence; ils l'attendent, je vous assure, avec impatience. D'autres qui, ma foi, ne sont pas majoritaires dans leurs syndicats, tels que dans les Postiers, où la situation a été redressée grâce aux efforts des minoritaires de F.O. et des combats incessants qui ont été menés, tels que dans le syndicat des Instituteurs également de notre région. Mais, il faut bien le dire, la désintoxication des milieux syndicaux ne se fera plus maintenant de l'intérieur. S'il y a un membre à amputer parce qu'il a la gangrène, il faut se servir du bistouri et il faut aller vite, car certains camarades qui m'ont précédé ont dit que ceux qui allaient partir, que ceux qui, au 1<sup>er</sup> janvier, ne reprendraient pas leur carte, ne reviendraient plus. Il y a ceux qui sont écoeurés, parce que nous n'aurons pas été assez vite ; il y a ceux qui ont regagné les rangs de la C.F.T.C. Il faut aller vite; il s'agit que, de cette Conférence, sorte quelque chose de décisif. Et je vous assure que je n'apporte pas mon point de vue personnel, car dans ce cas, je vous dirais que je suis en butte à certaines attaques, comme tous mes camarades qui sont ici, des majoritaires et que cela ne serait qu'un point de vue tout à fait particulier. Mais j'apporte le point de vue de la classe laborieuse de Montluçon, des camarades ouvriers de Montluçon (*applaudissements*).

**Le Président:** Je donne la parole au camarade Bouzanquet, pour une communication.

**Bouzanquet (Groupe Central):** Nous venons de recevoir une lettre du *Comité national des organisations autonomes*, qui ont envoyé une délégation qui se trouve à la porte. Je vais vous en donner lecture:

*Aux délégués à la Conférence de «Force Ouvrière»,*

*Le Comité national des organisations autonomes, réuni la 17 décembre 1947, demande à la Conférence extraordinaire des groupes «Force Ouvrière» de prendre la grande décision que désirent des centaines de milliers de travailleurs français décidés à faire revivre un syndicalisme indépendant et libre.*

*Cette décision doit être l'affirmation de notre volonté commune de ne plus subir l'intolérable et tyrannique tutelle du parti communiste qui a sacrifié l'unité syndicale à sa stratégie dictée par les besoins de la politique extérieure d'une nation étrangère.*

*Cette décision doit être la constatation de l'éclatement de la C.G.T., dont la majorité confédérale, du sommet à la base, est seule responsable devant le prolétariat et devant l'histoire.*

*Le Comité national des organisations autonomes, en soulignant sa détermination de refaire une centrale ouvrière puissante dans les plus courts délais, n'entend pas se couper des autres minorités syndicales et, en premier lieu, des groupes «Force Ouvrière», dont les militants de base, en particulier, ont su donner la mesure de leur courage dans la bataille qui vient de se terminer.*

*En conséquence, nous proposons aux délégués de «Force Ouvrière» une rencontre immédiate, dans le courant de la journée du 18-12 entre le bureau du Comité national des organisations autonomes et une délégation de la Conférence «Force Ouvrière», en vue de rechercher, et si possible, mettre au point les modalités de jonction de nos organisations respectives.*

*Le bureau du Comité: Lafond (Cheminots), Guelf (Hospitaliers), Racine (Métaux), Magnien (Coiffeurs), Trouette (Métro), Clément (Conducteurs Métro), Glatigny et Christen (Fonctionnaires).*

Il est évident qu'une invitation de ce genre nécessite une réponse; c'est vous qui vous déterminerez pour savoir quelle sera la réponse qui sera faite à nos camarades. Mais j'ai le devoir de traduire devant vous le sentiment du *Groupe Central* et de la minorité. Nous estimons que cette Conférence est, en somme, une réunion de famille au cours de laquelle nous avons à examiner la situation et à prendre nous-mêmes, en dehors de tout contact extérieur, nos propres décisions (*applaudissements*). Si nous indiquons que nous sommes sensibles à la démarche qui est faite par des camarades qui, si vous le jugez utile, pourront demain prendre les contacts avec nous en vue d'une unité souhaitable, il nous apparaît que, pour aujourd'hui, il suffit de les remercier et de leur dire que, demain, quand les décisions auront été prises, nous examinerons les attitudes à observer (*applaudissements*).

**Le Président:** Vous désirez voter? Non, ce n'est pas la peine. Bien.

La parole est à Cadéo, de la Loire.

**Cadéo (Loire):** Camarades, j'aurais voulu être très bref et vous faire connaître la position du groupe accrédité «Force Ouvrière» de la Loire. Je viens d'être personnellement mis en cause par le camarade qui m'a précédé et il faut tout de même que je puisse expliquer dans quelles conditions le groupe départemental de «Force Ouvrière» de la Loire a

fonctionné. Vous savez que le département de la Loire, comme celui des Bouches-du-Rhône, comme celui du Nord et certaines régions de Paris, a connu des mouvements de grève beaucoup plus violents et beaucoup plus poussés qu'ailleurs. Nous avons eu, au groupe départemental F.O. à défendre notre position non pas en dehors de l'U.D., mais au sein même de l'organisation. J'appartiens, pour ma part, au Bureau de l'U.D. depuis la Libération, et le secrétaire-adjoint du groupe, qui est le camarade Célingant, secrétaire des Employés, appartient également à la C.E. Nous n'avons jamais manqué, malgré toutes les difficultés que vous pouvez connaître et imaginer dans une U.D. qui est colonisée à 95 %, de faire entendre notre voix, et nous l'avons fait malgré toutes les difficultés. C'est la raison pour laquelle je n'attacherai, pour ma part, aucune importance aux paroles prononcées par mon prédécesseur, voulant avec sérieux et simplement considérer que nous avons autre chose à faire que de nous adresser, dans la minorité, des reproches. Bothereau est possesseur d'un rapport sur lequel nous lui avons exposé, dès le lendemain des mouvements de grève de la Loire, l'action que nous avons menée et nous lui avons déclaré nettement, après avoir réuni nos secrétaires de syndicats – parce que nous avons, dans nos groupes F.O., des secrétaires de syndicats qui ont été élus démocratiquement et qui représentent des organisations – nous avons les Municipaux, les Employés et les deux syndicats du Livre. J'ai donc indiqué, au nom du groupe «*Force Ouvrière*» de la Loire, à notre camarade Bothereau que nous ne pouvons pas être d'accord avec les indications données à nos camarades du comité provisoire départemental et sur les articles qu'ils avaient pu écrire dans la presse locale. Vous devez imaginer que le groupe «*Force Ouvrière*» de la Loire a une situation très difficile du fait qu'il n'y a aucuns journaux auxquels il puisse confier la publication de ses communiqués et par lesquels il puisse faire connaître à ses adhérents les positions qu'ils doivent prendre; un journal appartient à la C.F.T.C., le second journal est l'organe du parti communiste et le troisième est l'organe de Jean Nocher (R.P.F.) et nous n'avons pas voulu apporter de l'eau au moulin des R.P.F. qui nous ont sollicités pour que nous fassions des articles dans ce journal.

Nous avons préféré faire une déclaration objective en disant que l'on ne pouvait se solidariser avec un organisme qui conseillait aux ouvriers, avant qu'on ait pris position aujourd'hui, de déchirer leur carte syndicale et de prendre des cartes de «*Force Ouvrière*». Nous avons préféré attendre, avec discipline, la solution qui va sortir de ce congrès, car aussi bien, nous avons reproché aux majoritaires de ne pas avoir attendu le C.C.N. du 19 décembre, aussi bien nous n'admettons pas, dans la Loire, que des camarades donnent déjà le conseil de déchirer leur carte, alors que nous n'avons pris encore aucune position. Nous verrons demain ce que nous aurons

à faire, nous allons prendre nos responsabilités en commun et je crois qu'il faudra enfin partir à la bataille, mais pas avant et pas sans coordination, et les uns sans les autres.

Je crois devoir vous dire également que le groupe départemental «*Force Ouvrière*», après s'être réuni, a considéré que la cohabitation avec nos collègues majoritaires n'était guère possible. Je passerai sous silence les événements qui se sont déroulés dans notre département, vous les connaissez; mais je tiens à vous faire observer que nous avons réussi, nous, à travailler dans le calme. Nous qui avons voté, qui avons pris position au *Syndicat du Livre* contre la grève - nous avons fait une grève d'appui de 24 heures - mais nous avons mis dans l'obligation tous les journaux de faire paraître un ordre du jour qui faisait connaître au monde ouvrier nos aspirations sur l'indépendance syndicale. Nous avons fait connaître également à tous nos camarades du département que nous étions partisans d'un syndicalisme libre, indépendant, qui se détermine par lui-même, et ce n'est pas sans saveur d'avoir pu faire imprimer, en plein mouvement, au journal communiste de la ville, une pareille résolution, en le priant de n'y faire aucun commentaire. C'est dire que nous avons toujours défendu nos positions et que nous n'avons rien à nous reprocher. Nos camarades m'ont prié de faire connaître à la Conférence que si la cohabitation, je le répète, n'est plus possible avec les majoritaires, il y a, de l'autre côté, des forces réactionnaires qui voudraient bien l'éclatement de la C.G.T.; il faut y faire attention. Je demande que nos camarades posent ce problème avec sérieux. Je ne fais pas une affaire de sentiment pour les attaches que l'on peut avoir avec l'ancienne maison. Nous sommes à un tournant historique du mouvement ouvrier et il faut savoir prendre ses responsabilités. Si vous décidez la scission, il faut que ce mouvement soit fait à l'unanimité de la minorité; il faut que toutes les fédérations minoritaires suivent, il ne faut pas qu'il y ait aucun détachement de certains de nos camarades et il faut que nous soyons tous unis pour refaire une nouvelle Centrale syndicale.

**Bindieri (Isère):** Camarades, au début de cette Conférence, on nous a demandé d'apporter surtout le point de vue des camarades que nous représentons, de préférence à notre point de vue personnel. C'est ce que je vais faire, et je le ferai le plus rapidement possible.

Dans l'Isère, notre U.D. est colonisée dans la proportion de 98%; les quelques camarades qui ont conservé la direction des syndicats minoritaires ne sont pas, généralement, représentés à l'U.D., du moins ils ne font pas partie de la C.A. C'est vous dire le peu d'influence, le peu d'autorité que nous avons sur nos organisations. Aussi le mouvement des grèves a-t-il revêtu, dans notre département, une certaine ampleur et il faut reconnaître que 50% des ouvriers ont répondu à l'appel des communistes.



C'est là un résultat appréciable, à côté de ceux qui ont été signalés ce matin ici. Aussi, en présence de cette situation, il est tout à fait normal que nos camarades de «*Force Ouvrière*» aient un point de vue particulier; il ne peut être le même que celui de ceux qui sont dans des départements où la grève a totalement échoué. En un mot, il faut reconnaître que, chez nous, les communistes conservent, malgré tout, une certaine autorité sur les masses travailleuses. C'est pourquoi, lorsque nous avons, après la grève, examiné la situation, nous nous sommes demandé si une scission était bien opportune, si une scission avait pour effet de détacher les masses de l'influence néfaste des communistes.

En fonction de la situation particulière de notre département, nos camarades ont considéré qu'il eût été préférable de persévérer dans la position prise les 8 et 9 novembre, à la précédente Conférence, et d'essayer d'opérer le redressement de l'intérieur. C'est le point de vue du groupe de l'Isère, et je vous ai dit tout à l'heure que je vous apportais le point de vue de ceux que je représente, ce qui n'est pas mon point de vue personnel. Et, si vous le permettez, je vous dirai que mon point de vue personnel rejoint le point de vue de la majorité qui se dégage ici. Je considère, en effet, pour ma part – j'en connais les raisons – que la cohabitation est impossible. J'espère que les camarades comprendront cette vérité et qu'ils se rallieront à mon point de vue.

Les renseignements que j'ai recueillis ce matin ici même m'ont démontré, en effet, qu'un courant des masses se dessine et que ce courant doit être canalisé, et canalisé dans le sens que nous avons toujours préconisé, c'est-à-dire vers un mouvement syndical sain, dégagé de toute tutelle extérieure, indépendant et démocratique. Mais il ne suffirait pas de sortir de la C.G.T., il ne suffirait pas non plus de constituer une nouvelle Centrale syndicale pour recueillir l'adhésion de l'ensemble des travailleurs. Ce qu'il faut, à mon sens, c'est reconsidérer le syndicalisme, c'est réorganiser le syndicalisme, car, en définitive, les travailleurs ne nous suivront que dans la mesure où nous les défendrons, et en toutes circonstances. Aussi je pense camarades, que l'heure sonne au cadran de l'histoire. Il faut prendre ces décisions et, en ce qui me concerne – c'est mon point de vue personnel – la scission est inévitable, elle doit se faire, faisons-la tant que les masses nous comprennent, tant que les masses pourront nous suivre (*applaudissements*).

**Hélène Parmentier (Employés):** Mes camarades, au nom de la *Chambre syndicale des Employés* – minoritaires, naturellement – je viens vous apporter le point de vue des Employés. Il est évident que jusqu'à ces temps derniers j'étais, comme quelques-uns de mes camarades, c'est-à-dire très attachée à notre C.G.T., à nos immeubles, à tous nos camarades qui sont groupés sous une même étiquette, bien que, pour ce qui est de l'unité, il y a bien dix ans que

je n'y crois plus et beaucoup d'entre nous, je crois, sont comme nous. Voyez-vous, lorsqu'on nous demande de reprendre les postes dans nos syndicats, je crois que c'est quelque chose d'impossible, parce que nous ne pouvons les reprendre qu'avec des camarades, avec quelqu'un derrière nous. Il est impossible de penser que nous allons arriver à un congrès de la Chambre syndicale en mars prochain avec l'intention de reprendre cette même Chambre qui est aux mains des majoritaires. Ceci est impossible pour une bonne raison, c'est que les camarades n'auront pas de mandat pour assister à ce congrès; ils ne peuvent en avoir un que selon le nombre de cartes et d'adhérents qu'ils auront derrière eux, et nos camarades de la base – il faut employer cette expression, puisque c'est celle dont les majoritaires se servent sans arrêt, en pensant qu'ils ont derrière eux la base, ce que je conteste – , il est impossible que nous arrivions, pour reprendre une Chambre syndicale qui nous échappe, puisque, derrière nous, nous n'aurons pas de camarades ayant repris leur carte et que nous ne pourrions pas afficher un chiffre qui sera inexistant. Par conséquent, si, jusqu'à ces temps derniers, nous pensions qu'il était possible de travailler en commun, qu'il était possible de cohabiter, parce que nous étions attachés à notre grande C.G.T., nous pensons maintenant que cette position est devenue intolérable. Il nous est impossible d'assurer les postes de direction en étant des dirigeants qui représenteront des fantômes. Et, au moment où j'allais monter à cette tribune, un de mes camarades m'a fait passer le petit papier suivant qui indique, au nom des sections de la Sécurité Sociale que nous représentons, la Sécurité Sociale est à 90 % pour la scission.

Je vous demande de faire très attention. C'est bien joli de rester avec des locaux et avec des postes, mais derrière nous, si les camarades s'en vont, ils ne seront plus organisés, que deviendront-ils demain ? S'il est possible, en ce moment, de les grouper dans le mouvement «*Force Ouvrière*», cela ne représente pas pour eux un syndicat, cela représente, pour l'instant une affiliation de principe et cela ne leur donne pas satisfaction; ils veulent rester des syndiqués, ils veulent cotiser, ils veulent avoir droit à la parole dans des assemblées, ils veulent être des travailleurs organisés. C'est à cela qu'ils sont attachés et qu'ils tiennent. Ce n'est pas cela que nous leur promettons hier, parce que nous ne savions pas encore ce qu'aujourd'hui déciderait; mais je vous affirme qu'il est impossible de tenir les employés dans cette position un peu spéciale, entre deux sièges. Il faut absolument que nous ayons le courage de prendre nos responsabilités. Dans un divorce, on sait bien qu'il y en a toujours un qui garde l'appartement, il faut que l'autre, celui qui est le plus courageux, ait le courage de partir habiter à l'hôtel. Eh bien, si c'est l'hôtel qui nous attend demain, nous irons habiter à l'hôtel; seulement, nous irons là pour recevoir les camarades qui sont derrière nous et qui ne veulent



pas rester organisés si nous mettions plusieurs mois à prendre cette décision. Nos camarades, qui ont eu beaucoup de mal à s'organiser, auront lâché, auront perdu les pédales, auront trouvé plus facile et plus agréable de rester chez eux dans leurs pantoufles; demain, ils refuseront même le geste de cotiser et nous serons à la tête d'un mouvement de désagrégation que nous nous refusons de conduire. Je vous demande d'être très vigilants et de penser du haut en bas de l'échelle que nous ne devons pas être des dirigeants, mais que nous devons sentir derrière nous le mouvement qui nous pousse et avoir le courage d'être menés par eux et non pas de les mener. Par conséquent, il faut que, demain, nous ayons le courage, à leur tête, de partir habiter ailleurs et dans un endroit où l'on sera peut-être installé de façon moins confortable; il faut que nous partions, mais tous ensemble, c'est-à-dire avec nos confédéraux, nos fédéraux et nous-mêmes qui sommes à la tête des Chambres syndicales. Je vous demande d'y bien réfléchir et de prendre position sur ce point de vue, mais immédiatement (*applaudissements*).

**Deprès (Mineurs du Pas-de-Calais):** La question qui se pose aujourd'hui, c'est: devons-nous faire la scission ou ne devons-nous pas la faire ? Pour moi, j'ai le mandat impératif, au nom de mes camarades mineurs du Pas-de-Calais, que nous devons faire la scission. Seulement, il me faut vous donner les raisons qui nous ont poussés à prendre cette décision. Tout d'abord cette grève, qui n'avait aucun caractère syndical, mais qui ne voulait servir que des intérêts politiques d'une puissance étrangère. Je ne sais comment les stalinien se sont comportés dans vos départements, mais dans le Pas-de-Calais, nous étions en état de siège, les communistes menaçaient de rien moins que de pendre les responsables de «*Force Ouvrière*», et quelques-uns de nos camarades ont dû être hospitalisés, avec du poivre dans les yeux ou des coups de matraque. Suite à ces gestes accomplis par les communistes, nous pouvons dire que si nous en arrivons à la scission, les scissionnistes ce sont les communistes qui ont employé les mœurs des fascistes.

Maintenant, je suis à la C.G.T. depuis vingt-sept ans, c'est-à-dire qu'à 13 ans, quand j'ai commencé à la mine, j'ai pris ma carte à la C.G.T. Il y a quand même des positions qui sont historiques. On dit: attention, si vous faites la scission, vous allez désorganiser la classe ouvrière. Je pense qu'au contraire, pour sauver les libertés syndicales, il faut prendre ses responsabilités et démasquer les fascistes qui se disent des démocrates. Prenons un exemple. L'unité syndicale a été faite pour parer au mouvement fasciste de 1934; aujourd'hui, je pense que nous devons faire la scission pour parer au fascisme qui est à l'intérieur de la C.G.T., parce que nous, en tant que syndicalistes, si nous acceptons de rester dans la C.G.T. avec des fascistes qui se sont avoués avec leurs mœurs et leurs méthodes antidémocra-

tiques, tous les camarades, qui seront découragés de cette manière de se conduire de la majorité, quitteront la C.G.T., et peut-être qu'un aventurier quelconque, avec quelques lieutenants, créera un syndicat et recueillera tous ceux qui seront écœurés.

Notre devoir est de faire la scission et de passer à la formation d'une nouvelle Centrale pour recueillir tous les camarades qui sont écœurés des manières des stalinien à l'intérieur de la C.G.T. (*applaudissements*).

**Schwob (Moselle):** Camarades, c'est simplement pour dire que, très récemment, le groupe «*Force Ouvrière*» du département de la Moselle s'étant réuni, a procédé à un examen de la situation, situation qui est celle qui a déjà été signalée ici par différents camarades, situation assez particulière dans ce sens que, dans le département de la Moselle, autant sans doute que dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, des efforts exceptionnels ont été faits pour donner à cette grève l'extension la plus large, avec les moyens de pression, de chantage et de men-songe que certains avaient du mal à imaginer avant. C'est en raison de cette situation que des syndicats entiers, particulièrement, pour l'instant, les éléments fonctionnaires, les instituteurs, les travailleurs des P.T.T., les travailleurs de l'État, les travailleurs du Livre et une fraction qui est, pour l'instant je le dis bien, une minorité en ce qui concerne la Métallurgie, que ces militants, réunis il y a deux jours, ont estimé qu'il n'y avait effectivement plus de moyen, plus de possibilité aucune de conserver encore cette cohabitation et qu'il fallait effectivement s'orienter, coûte que coûte, quelles que soient les difficultés de demain, qu'il fallait s'orienter vers une nouvelle Centrale syndicale où, seules, les préoccupations d'ordre économique et social sont les préoccupations essentielles et uniques (*applaudissements*).

**Tessier (Cheminots du Gard):** Je crois que l'essentiel de tout ce que nous avons à dire a été dit. Aussi, je m'en référerai à tous les orateurs qui m'ont précédé. Dans le Gard, la grève a été générale, mais si elle a été générale, elle l'a été par une poignée de communistes qui ont pu faire une pression formidable, que ce soit dans les populations cévenoles ou dans le bassin minier et à Nîmes même; ce n'est qu'une poignée d'individus qui ont obligé toute la population à faire grève.

Du point de vue syndical, nous nous trouvons dans une situation un peu spéciale. Il y a des corporations qui, à aucun prix, ne veulent rester dans la C.G.T.; d'autres, malgré leur attachement à «*Force Ouvrière*», resteront dans la C.G.T.; eh bien je demande à ceux qui auront la charge d'élaborer la résolution finale d'insérer une clause qui ne rompe pas les ponts avec nos camarades qui veulent rester dans la C.G.T. Des raisons ont été données: les uns, c'est parce qu'ils veulent rester dans la vieille maison: d'autres ne veulent pas abandonner la C.G.T.

Je demande donc qu'un passage de la résolution finale indique qu'on ne doit pas rompre les ponts avec ces camarades, parce qu'en réalité, dans le Gard, où il y a eu 80% de grévistes, il y a eu au moins 60% de grévistes forcés et la grosse majorité pense comme nous, mais n'osent pas le dire et resteront à la C.G.T.; je crois que ce sera assez difficile, mais il faut trouver quelque chose dans ce sens.

**Spinetta (Ingénieurs des Mines):** Camarades, si j'interviens à la tribune de votre Conférence, c'est parce que je milite sur le plan des ingénieurs et que je considère que le problème qui est posé devant vous aujourd'hui a des aspects économiques concernant le rôle des cadres dans le syndicalisme, qui peuvent faire pencher votre décision dans un sens ou dans l'autre. Voyez-vous, les cadres, que je connais bien, sont venus à la C.G.T. à la Libération, parce qu'ils s'imaginaient, la plupart par une candeur naïve, étant donné qu'ils connaissaient peu le mouvement syndical, qu'ils pourraient, dans cette maison, vivre un syndicalisme véritablement libre à l'égard de tous les partis et de tous les gouvernements, et véritablement démocratique et se déterminant lui-même.

À votre dernière Conférence, vous avez été quasi unanimes pour réclamer le redressement de la C.G.T. de l'intérieur. J'étais d'accord avec vous. Aujourd'hui, vous paraissez quasi unanimes pour considérer que ce redressement de l'intérieur est devenu impossible, et non pas qu'il faut faire la scission parce qu'on veut la scission, mais qu'il faut faire la scission, parce que le redressement du mouvement syndical n'est possible qu'en la faisant (*applaudissements*). Je suis également d'accord aujourd'hui avec vous. Un mois seulement s'est écoulé. Vous avez l'air de prendre des positions opposées. En réalité, je considère que c'est la même position que vous allez prendre et que c'est la même tactique que vous suivez, c'est-à-dire d'avoir dans ce pays un mouvement syndical véritable, qui défend véritablement les revendications de la classe ouvrière et qui évite toute politisation. Et, à ce sujet, je voudrais vous dire – et je regrette que mon camarade Jouhaux ne soit pas là, parce que je crois comprendre, dans cette salle, que certains doutent éventuellement de l'adhésion de Jouhaux au nouveau mouvement; personnellement, je n'en doute pas. Je disais donc que vous êtes actuellement dans une situation tactique absolument exceptionnelles, extraordinaire et même que beaucoup d'entre nous n'auraient absolument pu imaginer il y a seulement quelques semaines. Cette situation tactique est telle que votre mouvement, qui était pratiquement peu connu dans ce milieu, et en particulier dans le mien, il y a quelques semaines, est maintenant connu de tous et que tout le monde est prêt à y adhérer et à œuvrer dans une nouvelle Centrale. Et, voyez-vous, vous vous trouvez placés aujourd'hui, vous, militants syndicalistes conscients, devant des responsabilités que vous n'aviez pas avant la guerre; il ne faut pas

oublier que, maintenant, le mouvement syndical a accédé à la gestion économique dans beaucoup de secteurs économiques du pays. Cela est capital, et vous devez vous préoccuper aujourd'hui non seulement du plan revendicatif, mais aussi du plan gestionnaire. Il s'agit de redresser le mouvement syndical, non seulement pour qu'il soit lui-même sur un plan qui a été toujours le sien, mais pour qu'il redevienne lui-même sur le plan de la gestion des entreprises (*applaudissements*). Et là, il faut bien le dire, vous avez besoin d'avoir les cadres avec vous. Aujourd'hui je suis persuadé que, dans le moment même où ce nouveau mouvement syndical naîtra, vous aurez la grande masse des cadres avec vous pour vous aider à réussir pleinement les expériences gestionnaires en cours.

Eh bien, il faut le dire, parce que c'est la vérité: ce n'est pas le mouvement syndical d'avant-guerre qui a été simplement politisé, c'est la gestion ouvrière qui a été politisée, qui a été dévoyée, qui a été dénaturée, et sur tous les plans: sur le plan industriel, sur le plan des directions, dans les comités d'entreprise, dans les élections de délégués. Et alors, je me suis posé la question et je vous la pose: *Comment arriverez-vous à orienter convenablement le mouvement syndical sur le plan gestionnaire, aujourd'hui, de l'intérieur?* Je considère maintenant que, hélas, et je le regrette comme vous tous, j'en suis certain, c'est devenu impossible. Vous avez des membres à nommer dans tous les comités d'entreprises nationalisées. Vous savez quels sont les administrateurs qu'on envoie dans ces entreprises, vous connaissez le travail qu'ils y font, les directions qu'ils se donnent et que vous êtes, vous, obligés de subir. Eh bien, je dis que si vous ne voulez pas compromettre définitivement une conquête de la classe ouvrière dans le domaine gestionnaire, où les cadres doivent jouer leur rôle avec vous, si vous voulez vraiment que ces expériences capitales des nationalisations en particulier, qui correspondent à une première brèche que vous avez faite, qui est votre conquête, dans l'édifice capitaliste, si vous voulez qu'elles soient solides, qu'elles soient une étape vers l'émancipation des travailleurs, il faut que vous les sauviez en ayant partout la place qui revient à votre force, qui, j'en suis sûr, est très grande. Cette place, vous pouvez la prendre aujourd'hui, les cadres seront à vos côtés, parce que le moment est tactiquement favorable et que, à mon sens, il ne faudrait à aucun prix laisser échapper cette chance unique.

Eh bien, camarades, j'en aurai terminé. Je voulais simplement vous donner mon point de vue. Je crois qu'il fallait attirer l'attention de la Conférence sur ces problèmes de gestion qui ne peuvent se séparer des problèmes revendicatifs. Je dirai que lorsqu'on veut faire quelque chose dans l'existence, il faut avoir un but; ce but, c'est le redressement complet du mouvement syndical français sur le plan revendicatif et gestionnaire. Pour atteindre un but, il faut des moyens. Sur le plan gestionnaire, je vous affirme que vous

aurez les cadres, en ce moment, dans leur grande majorité, avec vous, ce qui n'est pas négligeable. Ces moyens, il faut tous les employer. Je considère, hélas, qu'il faut que nous nous séparions maintenant de ceux qui ont dévoyé le mouvement syndical et qui l'empêcheraient d'atteindre le but qu'il s'est assigné. Enfin, il faut des hommes, et je me tourne ici, comme l'a fait ce matin Carpentier, vers nos camarades du Bureau, et en particulier vers Jouhau, qui ont su prendre des responsabilités considérables depuis notre dernière Conférence, je leur dis: pour réussir un mouvement, pour redresser le mouvement, pour assurer l'avenir de toute la classe ouvrière et de toutes ces expériences gestionnaires qui sont ses victoires, les siennes, il faut que vous preniez la tête du nouveau mouvement syndical; prenez toutes vos responsabilités, vous aurez une immense majorité derrière vous et, tous ensemble dans une unité démocratique véritable et de toutes les catégories de travailleurs, sans distinction, nous réussirons et nous vaincrons (*applaudissements*).

**Dubois (Mineurs de Béthune):** Camarades, je ne suis pas un orateur, je vous demanderai donc de m'accorder quelque indulgence. En effet, vous avez devant vous un ouvrier mineur en activité de travail; c'est vous dire que je suis bien placé pour exprimer la pensée de mes camarades (*applaudissements*).

Nous venons de vivre une période de grève dans les mines, une période de grève politique; mais partout où, dans les mines, nous avons eu la faculté d'organiser des référendums à bulletin secret, la majorité s'est exprimée de 60 à 80%, contre la grève. Mais c'est alors que nous avons assisté à la mobilisation communiste, et je cite un exemple: dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, deux fosses, deux puits de mines qui se sont dressés contre la grève politique, les fosses 4 et 7 du groupe de Béthune, qui se sont dressées contre cette grève et qui ont continué le travail onze jours après l'ordre de grève; qu'avons-nous vu? que les éléments communistes, déchaînés, transportés par les voitures des *Houillères nationales*, par les voitures des coopératives du personnel des mines et houillères, par les voitures des caisses de secours, nous avons vu d'Hénin-Liétard, de partout, déferler sur ces deux puits de mines des énergumènes assoiffés de sang pour nous empêcher de travailler; c'est alors que ces gens se sont servis d'un groupement indépendant, du groupement de l'U.F.F., il se sont servis de ce groupement indépendant, en plaçant les femmes françaises, les femmes enceintes au milieu et de chaque côté pour les protéger, et empêcher l'accès aux puits de nos camarades qui voulaient travailler. Autre exemple: à la fosse 7, à laquelle j'appartiens comme ouvrier mineur, des scènes de carnage que je dénonce ici devant vous se sont produites; j'ai assisté, alors que la remonte d'ouvriers non grévistes s'opérait, des énergumènes ont tenté de précipiter, pendant la remonte, quatre berlines de charbon

dans le puits de mine pour les assassiner. Nous avons assisté, à la fosse 7 de Béthune, alors que nos camarades non grévistes étaient remontés, on les a descendus dans les escaliers par les voies les plus rapides, on les a frappés à coups de pied et de talon, on les a matraqués et, pour finir, une petite promenade, à demi nus, de sept kilomètres, par les froids qui sévissaient. Nous avons vu les vitres de nos camarades saccagées par des pavés et nous avons vu aussi les grenades, et ici j'en apporte la certitude, parce que c'est moi-même qui ai été victime d'une grenade lancée par les éléments communistes à la fosse 7.

Je m'adresse aux camarades partisans de l'unité au sein de la C.G.T.: est-ce que c'est possible? Les mineurs répondent non. La majorité des mineurs ont les mains propres et se refusent à tendre la main aux assassins staliniens (*applaudissements*).

Je suis mandaté par la Fédération de Béthune, car depuis cette semaine nous sommes assaillis pour la prise de cartes d'adhérents à «*Force Ouvrière*», et je crois, je puis même affirmer que c'est dans une proportion de 60 à 80% que nous pouvons compter sur nos camarades, mais sous condition: la scission. Certes, je sais que le mot de scission est grave, mais je me tourne vers nos camarades de la minorité d'hier du Bureau, car ils sont aujourd'hui la majorité au Bureau, il y a un autre danger: s'ils n'osent pas prendre leurs responsabilités, on pourra leur reprocher, demain, d'avoir derrière eux la masse des inorganisés. Je suis mandaté pour la scission et si nos camarades du Bureau ne prennent pas leurs responsabilités, nous prendront les nôtres et, demain, nous partons, à Béthune, en fédération autonome en dehors de la C.G.T. (*applaudissements*).

**Crimet (Région parisienne):** Après toutes les interventions qui se sont manifestées à cette tribune, je crois que la cause est entendue. Mais je voudrais m'adresser aux camarades qui sont venus, justement, apporter un son de cloche différent, et particulièrement à nos camarades des Basses-Pyrénées, au camarade Micheneau, etc... Je sais qu'il y a certaines Fédérations, ou certains départements où les communistes sont, je dirais, buvables. Je sais que dans certaines fédérations, les partisans de «*Force Ouvrière*» sont majoritaires, mais je leur demande de comprendre la situation des autres, et je voudrais faire un rapide aperçu de la situation dans la région parisienne, et particulièrement la Métallurgie, dans cette banlieue dite rouge parce qu'elle est communiste. Eh bien, jusqu'à présent, «*Force Ouvrière*» n'avait pas, vous le savez, ou si vous ne le savez pas je vous le dis, n'avait pas encore pris d'emprise sérieuse. C'est depuis la grève que, malgré la terreur, l'espèce de crainte et de terreur qui règne dans les usines où les communistes ont la loi de l'embauche et du débauchage, ce qui compte dans le monde ouvrier et ce qui n'est pas négligeable. Eh bien, malgré cette crainte et cette espèce de terreur qui règne

dans les usines de la région parisienne, en face des communistes un mouvement spontané s'est déclenché, même dans les usines nationalisées, la S.N.C.A.S.O., où les directions sont communistes, où on n'hésite pas à flanquer à la porte ceux qui ne sont pas dans l'obédience, un vaste mouvement s'est déclenché – je ne vous dirai pas qu'il est majoritaire, ce serait nous leurrer nous-mêmes – mais il est suffisamment vaste et, compte tenu du milieu et du climat dans lequel il évolue, il est certain qu'il dénote un redressement et un courage de la part de ceux qui le font, qu'il ne faut pas décevoir, mes chers camarades. Et je voudrais donner quelques indications techniques. On parle de rétablir la situation de l'intérieur. Mais, il y a deux éléments: le premier, je ne m'étendrai pas, il a déjà été exposé à cette tribune, nos camarades de «*Force Ouvrière*» vont se retrouver des généraux sans troupes et, par conséquent, auront énormément de difficultés et une impossibilité majeure même à pouvoir redresser la situation. Mais il y a autre chose, qu'il est bon de rappeler à nos camarades: c'est que le nombre des mandats des fédérations est déterminé par le nombre de timbres pris par chacune de ces Fédérations divisé par 10, et que le timbre C.G.T. valant 50 centimes et les cotisations mensuelles étant très élevées, certaines fédérations dites majoritaires n'hésitent pas à prendre des timbres qui ne répondent pas du tout au nombre de leurs cotisants, mais qui servent simplement à leur assurer la majorité au sein de la C.G.T. Dans ces conditions, c'est une question de richesse; vous ne vous battez pas sur une question de richesse avec les communistes, ils sont plus riches que vous et que nous. Pour ces deux raisons, le redressement intérieur est impossible. Et alors, un mouvement se dessine dans la région parisienne qui consiste à dire (et peut-être dans la province, nos camarades nous le diront, c'est probablement certain): ceux qui n'ont pas fait leur devoir pendant la grève, il faut les lessiver des postes syndicaux et des postes de comités d'entreprise. Et, d'autre part, j'ajouterai même que si nous ne réagissons pas, étant donné que les conséquences de la grève dans maintes industries vont être un débauchage de personnel, eh bien, c'est le personnel qui ne sera pas dans l'obédience qui va être liquidé. Je ne vous céderai pas que, dans ces conditions, si nous n'avons pas une indépendance capable et une force capable de rassembler autour de nous les éléments qui flottent, qui sont encore sous la crainte dont je parlais tout à l'heure et qu'on assiste à ce débauchage, «*Force Ouvrière*» naissant dans la région parisienne est absolument liquidé et vous ne penserez pas le rétablir avant fort longtemps.

Pour terminer, je crois que les camarades qui sont encore attachés à la C.G.T. – il en existe aussi dans la région parisienne – le sont par des raisons de sentiment alors que nous sommes en train d'examiner une question tactique que Spinetta, pour les cadres, a examinée magistralement tout à l'heure et

que j'ai voulu compléter par des éléments plus terre-à-terre. Il est indispensable de regrouper les forces pour faire front à un nouvel assaut des stalinien. Ne croyez pas qu'ils estiment la partie perdue, c'est une répétition avortée, ils regroupent leurs forces pour une nouvelle offensive et, dans ce regroupement de forces, nous serons liquidés matériellement avant, peut-être, d'être liquidés physiquement. C'est donc le moment ou jamais de redresser la situation dans une nouvelle Centrale syndicale (*applaudissements*).

**Des délégués:** *La clôture!*

**Le Président:** Je vous demande d'être attentifs et de ne pas être trop bruyants.

La parole est au camarade Chassad, de la S.N.C.A.S.O.

**Chassad (S.N.C.A.S.O.):** Camarades, au nom de la section syndicale des cadres de la S.N.C.A.S.O. (peut-être ne connaissez-vous pas ce que veulent dire ces initiales: *Société Nationale de Construction Aéronautique du Sud-Ouest*), je crois pouvoir affirmer, au nom de tous les cadres et d'une bonne partie des employés des Sociétés d'aviation, que nous en avons assez de voir à la tête de toutes les Sociétés des hommes placés principalement par le ministre communiste Tillon, lesquels hommes ont tous des postes de commande plus ou moins importants, et qui, du plus petit jusqu'au plus grand, sont tous aux ordres du parti communiste. Il apparaît actuellement qu'ils ont fait la preuve qu'ils ne veulent pas laisser les commandes aussi facilement qu'on pourrait le croire. Je pense que nous devons, au sein de l'organisation syndicale, et nous l'avons déjà réalisé au siège social, refaire de nouvelles élections avec une liste de candidats à obédience «*Force Ouvrière*», et nous avons obtenu la pleine majorité.

**Le Président:** Il nous a été demandé de clôturer la discussion. Les camarades qui renoncent à la parole n'ont qu'à le dire.

La parole est à Ruffet, de l'U.D. du Jura.

**Ruffet (Jura):** Je renonce à la parole.

**Giraud (Éducation Nationale):** Que les camarades disent en deux mots s'ils sont pour ou contre la scission.

**Le Président:** La parole est à Théron, de l'Aveyron.

**Théron (Aveyron):** Camarades, nous sommes venus à cette Conférence avec l'espoir qu'après avoir entendu les critiques et les doléances de tous nos camarades, nous en tirerons les conclusions utiles et nous pourrions retourner dans nos syndicats et dans nos Unions avec la ferme résolution d'œuvrer



de toutes nos forces pour faire renaître dans toute la masse des travailleurs la confiance en un syndicalisme pur et libre de toute attache politique. Mais je pense aussi, camarades, qu'il nous sera utile, à bon nombre d'entre nous, de revoir nos méthodes d'action, car il ne suffit pas de se lamenter et de dire que rien ne va, alors que dans la plupart des cas, c'est nous qui sommes, en grande partie, responsables de cet état de choses. En effet, combien de fois, dans les assemblées générales, lors du renouvellement des Conseils syndicaux, avons-nous vu des camarades, pourtant des fervents syndicalistes, briguer une place aux dits Conseils syndicaux? Si, parfois, nous avons pu réussir à en amener quelques-uns à se charger d'un poste responsable, ce n'est bien souvent qu'après de multiples discussions. Bien sûr, bien souvent nos camarades ont peur de s'engager dans l'action parce que, disent-ils, ils ne connaissent rien ou pas grand-chose du mouvement syndical. Mais je pense que la meilleure éducation est celle qui se fait au contact des masses, sur le chantier ou à l'usine.

Les communistes, pour ne pas les nommer, ne s'embarrassent pas de toutes ces considérations pour accepter tous les postes qui se présentent et pourtant, bien des fois, ils sont dans la plus complète ignorance des solutions qu'ils auront à porter ou à résoudre. Mais ils ont reçu l'ordre de leur cellule d'entreprise ou du parti. Nous pourrions citer maints exemples sur ce que je viens de dire et qui nous ont prouvé, à maintes reprises, leur ignorance la plus totale sur de multiples questions.

Dans un but d'unité, pour ne pas briser cette unité qui nous avait tant coûté à réaliser et qui, malgré tout, nous est si chère, bien souvent nos camarades, soit dans les syndicats, unions départementales, fédérations et même plus haut, semblaient se ranger un peu trop souvent à l'avis des majoritaires, dérouter ainsi les militants de la base, et de cela nos majoritaires ne manquaient pas d'en profiter. Nous pensons qu'il eût peut être mieux valu, dès le début, faire montre d'un peu plus de fermeté à leur égard, nous n'en serions pas arrivés au point où nous en sommes. Il aurait été bon de les rappeler à un meilleur sens de la réalité et à un peu plus de pudeur. Ils n'étaient pas aussi fiers, en 1935, lorsqu'ils se présentèrent avec leur nombre d'adhérents et mirent dans la caisse commune syndicale leur avoir qui se soldait dans la plupart des cas par des dettes assez criardes. Malgré cela, ils ne manquèrent pas de demander la parité des sièges aux divers postes, ensuite de demander la représentation proportionnelle et se gardant bien de maintenir ce mode de scrutin à l'heure actuelle, ainsi que nous le voyons dans notre région, lors des renouvellements des Conseils syndicaux où ils exigent le scrutin de liste majoritaire sans rature.

À ce sujet, je ne peux prévoir dès maintenant la résolution qui sera prise à l'issue de cette conférence, mais j'ai un mandat de nos camarades mineurs du

bassin houiller demandant que si nous devons continuer à travailler en commun avec les stalinien, il soit exigé que dans les dix jours qui vont suivre, il soit procédé au renouvellement des Conseils syndicaux, à la base d'abord, et ensuite à tous les échelons, même si le mandat de ces Conseils n'est pas encore renouvelable, et ceci sur le plan national; sinon, partir seuls à la bataille au sein d'une nouvelle Centrale.

Sur les mouvements de grève dans le département de l'Aveyron, c'est seulement dans les Mines et dans quelques entreprises du Bâtiment que la grève a été effective. La Métallurgie, la Ganterie, les Chemins de Fer, les Postes, etc... ont travaillé normalement.

Là aussi nous pourrions parler de leurs méthodes, qui ont consisté à développer le manifeste de la majorité de la C.G.T. et le faire approuver à mains levées, et ensuite déclarer: puisque vous êtes d'accord sur le manifeste, la grève est décrétée. On a même fait plus fort. À Decazeville, deux réunions prévues, une le soir, la deuxième le lendemain matin pour permettre au poste de nuit d'y assister. À la première, on applique la méthode ci-dessus et, à la deuxième, où quelques camarades s'étant ressaisis voulaient empêcher ces méthodes, nos sincères démocrates déclarent simplement: hier au soir, vos camarades ont voté pour la grève et nous avons décidé de l'appliquer immédiatement, c'est-à-dire qu'elle est effective depuis ce matin 6 heures. Ce qui fait que les camarades du poste de nuit qui assistaient à cette réunion ont été mis devant le fait accompli.

Dans le Bâtiment, au Barrage de Couesque, on a même fait voter les prisonniers de guerre allemands, car là les camarades avaient pu obtenir le vote à bulletin secret. Comme dans ces chantiers la main-d'œuvre est, pour la plupart, étrangère et à leur dévotion, les ouvriers français ont été obligés de s'incliner devant cette coalition étrangère.

Nous avons donc un dur travail à faire pour remonter le courant, car nos camarades sont entièrement dégoûtés et nous sommes sûrs qu'à la reprise des cartes les collecteurs trouveront beaucoup de défections. Dimanche, au cours de la réunion que nous avons tenue pour la formation de l'Union inter-locale du B.4 des groupes F.O., les camarades présents ont affirmé que, dans les mines, il y avait déjà 80% des ouvriers du jour qui refusaient le timbre de décembre; au fond, vu l'élément étranger, 40 à 50%, et 95% des employés et maîtrise et, à plus forte raison, pour la reprise des cartes. Dans la métallurgie, où il n'y a pas eu pourtant de grève, 50% au moins n'en veulent plus s'il n'y a rien de changé; en tout cas, très peu prendront les deux cartes, si nous devons continuer notre action dans la C.G.T.

Quelle sera notre position? Devrons-nous laisser ces camarades en dehors de l'organisation, les laisser prêts à répondre à l'appel de tous ces groupuscules qui ne vont pas manquer de se créer à la faveur de ces troubles? Pour moi, personnellement, j'aurais préféré continuer à lutter au sein même de

la C.G.T., redemander, comme je le disais tout à l'heure, des élections des directions syndicales à tous les échelons, en appliquant la plus élémentaire démocratie, c'est-à-dire la représentation proportionnelle de toutes les tendances. Mais les événements vont plus vite que les hommes. Aussi, si devant les méthodes employées par les stalinien et la montée de colère et le découragement de nos camarades devant ces mêmes méthodes, si dans les mois qui vont suivre nous devons nous séparer, nous devons le faire immédiatement; nous ne retrouverons pas un moment aussi propice qu'à l'heure actuelle. Je sais bien que ce ne sera pas sans un serrement de cœur, mais il faut savoir être des hommes et savoir prendre toutes ses responsabilités. Nous sommes, à l'heure présente, comme le chirurgien en face d'un malade qui a un membre gangrené. Il devra prendre, lui aussi, une résolution aussi ferme que rapide. À ce prix, et à ce prix seulement, il pourra sauver la vie de son patient. Nous devons, nous aussi, prendre des décisions rapides et énergiques, si nous voulons que la classe ouvrière de ce pays reprenne confiance en elle-même et nous sentir unis pour les luttes ardentes que nous aurons à mener, et aussi pour la renaissance de notre pays (*applaudissements*).

**Flament (Mineurs du Nord):** Camarades, pour répondre au désir exprimé par le Président de l'assemblée, je serai très bref. Cela me sera d'autant plus facile que je ne pourrais que redire ce qu'ont dit ici ce matin et tout à l'heure, excellemment, nos camarades du Pas-de-Calais. Vous savez les événements qui se sont déroulés, il est donc inutile d'insister. Je me bornerai donc à résumer mon intervention par le dépôt de cette résolution rédigée dimanche, à la suite des réunions tenues à Douai de tous les militants des groupes responsables de «Force Ouvrière» des professions ci-après:

*«Réunis en conférence régionale, salle du Conseil des Prud'hommes en l'Hôtel de Ville de Douai le dimanche 14 décembre 1947, les militants responsables des groupes de «Force Ouvrière» des professions ci-après: Mines, Métallurgie, Cheminots, Verrierie, Enseignement, Imprimerie, Transport publics, Représentants de commerce, Bâtiment et Travaux publics, Instituteurs, Éclairage et Force Motrice, Bâtellerie, Ports et Docks, Employés et Ouvriers Municipaux, Ouvriers d'État, Produits Chimiques, Alimentation, etc..., ont procédé à l'examen de la situation créée par les grèves qui viennent de se dérouler.*

*Après une large discussion, à laquelle prirent part de nombreux délégués et les exposés des camarades Liébaert et Beyaert, les militants constatent que la grève a été déclenchée hors la décision régulière des organisations syndicales, sans avoir procédé à la consultation préalable des adhérents, et continuée, dans la majeure partie des cas, contre la volonté nettement exprimée de ceux-ci, au moyen*

*de sévices et de violences intolérables.*

*Ils dénoncent avec véhémence l'exploitation honteuse à des fins politiques des difficultés réelles de vie des travailleurs, et considèrent que ceux qui ont ainsi conduit la classe ouvrière à la défaite, à la misère et au désespoir, ne sont plus qualifiés pour les représenter.*

*Ils demandent que soient créées rapidement des organisations où seront dorénavant respectées scrupuleusement les traditions de totale indépendance, la liberté d'opinion politique, philosophique ou confessionnelle de tous les adhérents, telles qu'elles sont exprimées dans la Charte d'Amiens et où seront mises en pratique constante, dans tous les actes de la vie syndicale, les règles de la plus large et de la plus entière démocratie.*

*Renouvellent leur confiance et adressent l'expression de toute leur sympathie au camarade Jouhaux et aux autres membres de la minorité confédérale pour l'attitude courageuse qu'ils ont montrée dans la défense des intérêts des travailleurs et espèrent et souhaitent les retrouver demain à la tête de leur nouvelle organisation.*

*Se séparent aux cris répétés de: «Vive le syndicalisme entièrement libre et totalement indépendant!». (*applaudissements*)*

**Bouzanquet (Groupe Central):** Puisque je suis le préposé aux communications, je vais vous donner lecture de la déclaration qu'envoie à notre conférence la Fédération Syndicaliste des Travailleurs des P.T.T.:

*«Chers camarades,*

*Nous ne voulons pas vous faire perdre un temps précieux vous avez d'importants problèmes à résoudre.*

*Nous ne voulons pas exercer sur vous une pression quelconque: vous êtes des hommes libres dont nous respectons d'autant plus strictement les débats que nous sommes nous-mêmes infiniment jaloux de notre indépendance.*

*Nous voulons seulement vous dire vite et gravement quelques choses simples.*

*Nous étions ensemble il y a quelques mois encore: c'est nous qui avons diffusé vos premières cartes.*

*Nous nous sommes quittés sans nous séparer et nous avons continué, vous et nous, à tendre vers un même but avec des moyens différents.*

*Nous n'avons pas quitté la C.G.T., nous avons abandonné le parti communiste où on nous avait enrôlés d'office.*

*C'est que nous avons senti que jamais le parti communiste ne renoncerait à la Fédération Postale, qui lui ouvrait l'accès à la Poste et aux Télécommunications, premiers objectifs de sa marche au pouvoir.*

*Nous avons l'intuition des graves événements qui se préparaient et de l'assaut qui allait être lancé contre les P.T.T., dont la conquête était essentielle au succès de l'entreprise totalitariste.*

*Nous voulions réunir quelques forces avant qu'il ne soit trop tard.*

*La Fédération Syndicaliste des Travailleurs des P.T.T. a porté, pendant quelques jours, l'immense espoir de tous les postiers libres, et dirigé tous leurs efforts coalisés.*

*Jeune et bien vivante, elle a lutté efficacement contre le danger qui menaçait la République. Tout le monde comprendra plus tard combien la résistance des postiers fut décisive et mesurera les souffrances qu'elle a épargnées à la classe ouvrière et à la nation.*

*Nous avons eu bien peur, malgré vous, malgré tous ceux qui luttèrent. En l'absence d'une C.G.T. syndicaliste, nous nous sommes parfois sentis bien seuls.*

*Dans les prochaines aventures qu'on prépare, nous voudrions être plus forts pour avoir moins peur et nous ne voudrions plus nous sentir si seuls.*

*Mieux, nous voudrions qu'il n'y ait plus d'aventure. Qu'avant qu'elle se présente, nous ayons, pour la classe ouvrière, reconquis assez de quiétude, de confiance et de bien-être pour rendre impossible toute agitation politique fondée sur la misère.*

*Éloignés de vous, nous avons rencontré d'autres militants ouvriers, d'autres groupes syndicalistes.*

*Nous avons trouvé des camarades écartés de l'action par l'injustice et la haine.*

*Nous avons pris contact avec des révolutionnaires impatientes ayant déjà reconstruit une centrale nationale.*

*Nous nous sommes associés à des «autonomes» que de mêmes épreuves avaient placés sur le chemin que nous suivions.*

*Nous avons connu des militants qui, les premiers, dans les congrès confédéraux, ont osé affronter le fanatisme politique.*

*Enfin, les événements nous ont rapprochés, et nous sommes de nouveau côte à côte.*

*Aussi, nous avons pu apprécier la richesse immense dont la classe ouvrière disposait encore.*

*Cela nous a donné de la joie et de l'espérance.*

*Il faudrait bien peu de chose pour que les travailleurs utilisent au mieux et très vite cette immense richesse: un peu de bonne volonté de militants.*

*De cette bonne volonté, nous ferons cette preuve, nous, mais ce n'est pas suffisant, c'est tout juste utile.*

*Nous n'avons rien voulu faire qui puisse gêner les décisions capitales. À ceux, dans nos rangs ou auprès de nous, qui voulaient rebâtir avant le grand rassemblement, nous avons, au risque de décevoir, recommandé la patience.*

*Pourtant, nous attendons, nous aussi, avec inquiétude que le grand malheur de la classe ouvrière privée de ses syndicats grandisse chaque jour.*

*Tout est possible, une grande joie, une grande espérance, de saines et bienfaisantes réalisations. Il suffirait de très peu de chose: un peu de bonne volonté de militants.*

*Et tous les syndicalistes construiraient bien vite*

*une magnifique maison, bien plus belle et bien plus accueillante que celle d'autrefois.*

*Mais un mal irrémédiable est aussi possible: c'est celui qui sortirait d'une déception créée par les lenteurs, l'indécision et l'inaction.*

*Telles sont les réflexions, camarades et amis de «Force Ouvrière» que la Fédération Syndicaliste des Travailleurs des P.T.T. nous a demandé de vous livrer, en nous autorisant à déclarer que, dans la maison nouvelle des ouvriers, les postiers s'honoreraient de rentrer les premiers».*

*(applaudissements)*

Camarades, je crois que cette déclaration me dispense de tout commentaire. À notre camarade Mourguès qui, tout à l'heure, à la tête d'une délégation de ses camarades, venait nous faire part de cette déclaration, je lui ai dit: C'est une déclaration d'amour? Il m'a dit: *Oui, et c'est un amour que nous voudrions voir partagé.* Nous ne doutons pas de l'amour des syndicalistes postiers pour un syndicalisme indépendant.

Nous formulons l'espoir que, demain, ils se réunissent dans une même fédération et que, selon les décisions que vous prendrez, nous puissions avoir avec nous cette masse compacte et vivante de camarades décidés et résolus *(applaudissements)*.

**Serré (Gironde):** Camarades, l'union départementale «Force Ouvrière» de Gironde a pris, à l'unanimité, la décision de faire la scission. Au précédent Comité national que nous avons eu les 9 et 10 novembre, le groupe qui m'avait mandaté m'avait donné un mandat moins impératif. Nous avons, en effet, un mandat de 50% pour la scission différée, mais limité dans le temps; c'est ce qui justifiait la position que nous avons prise en ce qui concerne le vote de la résolution. Depuis, les événements se sont précipités et les camarades qui m'ont précédé à la tribune ont dit à peu près tout ce que nous avons à dire. Cependant, j'attire, nous attirons votre attention sur le fait que nous ne devons pas partir uniquement pour nous séparer d'une atmosphère politique. Nous devons partir avec un programme de revendications bien établi où devront figurer particulièrement les conventions collectives, qui sont passablement délaissées depuis quelques mois, l'amélioration du pouvoir d'achat effectif des travailleurs par la baisse du coût de la vie, en mettant l'accent sur la baisse des produits agricoles, et par la taxation de ces produits, de la production à la distribution, et bien d'autres revendications – je ne cite que les principales.

En conclusion: scission immédiate, un programme essentiellement revendicatif, et nous demandons en outre que le sous-titre du journal soit modifié le plus rapidement possible. Tel est le sentiment qu'expriment les camarades du département de la Gironde *(applaudissements)*.



**Biage (Reconstruction):** Camarades, c'est au nom de tous les camarades de la *Reconstruction* que je vais vous dire un peu notre pensée. Nous sommes résolus, nous aussi, à quitter cette grande Centrale syndicale – et nous la quittons, d'ailleurs, le cœur serré. Nous avons essayé, dans notre syndicat central, de reconquérir la C.G.T. selon les dernières directives qui nous avaient été données. Et, voyez-vous, dans un syndicat de 1.400 membres, après une propagande très forte que nous avons faite, après avoir distribué des tracts de «*Force Ouvrière*» que nous avons fait imprimer, des listes de camarades candidats de «*Force Ouvrière*», eh bien, nous avons été battus. Pourquoi? Parce qu'il y a l'apathie d'un certain nombre de camarades qui avaient déjà abandonné la C.G.T. Sur ces 1.400 membres, 400 votants sont arrivés et 230 représentant la cellule communiste se sont affirmés sur nos camarades majoritaires alors que nous n'avons pu en obtenir que 150. Ceci prouve qu'il ne nous sera pas possible de reprendre, demain, nos syndicats. Nous avons monté un groupe «*Force Ouvrière*»; ce groupe F.O. reçoit actuellement des adhésions, bien sûr, de la majorité des camarades cégétistes, mais aussi d'un certain nombre de camarades des autres Centrales syndicales: C.F.T.C., Cadres, où ces camarades sont décidés à venir à nous, à lâcher les organismes auxquels ils avaient adhéré, parce qu'ils ne voulaient pas adhérer à la C.G.T. communiste; mais ils ne viendront à nous que si nous partons de la C.G.T.

Enfin, je voulais vous signaler que nous sommes un peu débordés par nos troupes qui nous disent: quand est-ce que vous partez? Et si nous ne partons pas, nous aussi, de la C.G.T., le grand courant d'opinion qui nous a amené ces adhésions à «*Force Ouvrière*» s'arrêtera et nous ne les aurons plus par la suite et nous nous trouverons, évidemment, seuls et sans troupes. C'est pour cela que nous avons décidé que, quoi qu'il arrive, avant le 1<sup>er</sup> janvier, nous nous retirerions de la C.G.T.

Enfin, mes camarades du groupe de la *Reconstruction* ont décidé de vous présenter une motion, parce qu'on considère qu'il y a, actuellement, un malaise sur l'insuffisance des moyens d'achat que possèdent toutes les catégories de travailleurs et nos camarades estiment que le Bureau majoritaire confédéral a commis l'erreur de traiter d'égal à égal avec la *Confédération Générale de l'Agriculture*, et il est nécessaire que les nouveaux dirigeants syndicaux fassent le procès de tendance de la C.G.A., de manière à créer un courant favorable à la baisse des prix agricoles. Je ne vous lirai pas toute cette motion, je la déposerai sur le Bureau, mais nos camarades du groupe *Reconstruction* estiment que nous devons toujours nous affirmer dans une position revendicative parce que, aujourd'hui, nous avons parlé de questions de boutique intérieures, mais ils espèrent que nos positions revendicatives de la nouvelle Centrale resteront les mêmes et que,

envers et contre tout, nous saurons toujours revendiquer (*applaudissements*).

**Grimaldi (P.T.T.):** Camarades, nous nous réjouissons de la lettre qu'a envoyée la *Fédération syndicaliste* au *Groupe Central de «Force Ouvrière»* et à ce congrès. Nous nous réjouissons de ce que la *Fédération syndicaliste* demande son entrée dans la nouvelle C.G.T. qui sortira, nous l'espérons tous, de ce congrès. Nous voudrions que cette unité soit totale dans les P.T.T. et nous le désirons ardemment en ce qui nous concerne. Des contacts auront lieu entre la *Fédération syndicaliste* et nous. Si des points de friction s'élèvent entre nous, je demande à l'assemblée d'habiliter la minorité confédérale pour arbitrer les différends qui pourraient surgir entre les camarades qui sont partis et nous. Je pense que cette solution sera acceptée ici d'unanimité et permettra de donner plus de poids encore à la minorité confédérale qui, ces temps-ci, s'est affirmée dans la France entière (*applaudissements*).

**Le Président:** Est-ce que les camarades postiers et tout le monde est d'accord sur la proposition de Grimaldi?

*D'accord.*

Je donne maintenant la parole à Vaillant, de la Loire-Inférieure.

**Vaillant (Loire-Inférieure):** Camarades, je vais être bref, après tout ce qui a été dit. Je tenais, cependant, à apporter le point de vue de nos camarades de la Loire-Inférieure, et plus spécialement de la région nantaise, concernant la décision qui pourrait être prise aujourd'hui. Pour notre part, nous avons manifesté une certaine inquiétude à voir se créer cette scission. Pour l'instant, nous n'avons pas à épiloguer, je connais les résultats. Seulement, nous avons parlé de cassure et nous avons, en somme, accepté depuis ce matin ici le pluralisme syndical, parce que c'est presque ainsi qu'il faut le considérer après la décision que vous prendrez; il n'est plus question de refaire, d'ici quelque temps, l'unité. Si nous considérons que nous devons briser aujourd'hui avec les éléments adhérents au parti communiste, comme il y aura toujours des éléments au parti communiste, comme ils arriveront sans doute à maintenir une organisation syndicale inféodée à leur parti, il faut donc qu'en principe nous acceptions de dire: nous ne recommencerons pas ce que nous avons fait en 1936. Il est inévitable cependant qu'à certains moments, dans certaines industries, et particulièrement la mienne, dans le Bâtiment, nous avons été dans l'obligation de procéder et de faire certaine unité d'action quand il y avait des revendications assez importantes à arracher, des mouvements de grève à déterminer, nous étions dans l'obligation de procéder, avec ces camarades, à l'unité d'action pour arriver à obtenir satisfaction. Que se passera-t-il demain, si les deux organisations étant,



dans une localité, aussi puissantes l'une que l'autre, nous soyons dans l'obligation de nous unir pendant quinze jours ou trois semaines, de pratiquer des embrassades, que se passera-t-il? Le mouvement terminé, chacun de nous ira sur son plateau et dira aux camarades: c'est moi qui t'ai fait obtenir satisfaction. Ce que nous craignons, c'est de voir ce que nous avons vécu avant 1936: les uns et les autres clamant aux travailleurs que c'est eux qui avaient raison; on voyait une masse de salariés se détacher de l'une et de l'autre organisation, et c'est ce qui a créé, avant 1936, un appauvrissement de nos organisations, de la C.G.T. comme de la C.G.T.U. Il faut savoir aujourd'hui si, d'ici quelque temps, d'ici quelques années, nous ne serons pas contraints devant des mouvements semblables ou devant des mouvements dans le genre du 6 février 1934, à nouveau poussés par les événements ou de nouvelles menaces, poussés par des jeunes qui, pour l'instant, sont encore à l'école, mais qui, dans dix ans, seront dans nos groupes, si nous ne serons pas poussés à reconstituer cette unité que nous détruisons aujourd'hui.

Nous aurions préféré de beaucoup que nos camarades réservent le dynamisme qu'ils déploient aujourd'hui à l'extérieur de l'organisation, qu'ils le réservent pour bagarrer à l'intérieur pour les empêcher de s'étendre comme ils l'ont fait et pour essayer de reprendre les rênes que nous avons perdues (applaudissements).

Camarades, nous en sommes là. Il est presque inévitable, et la vie est un perpétuel recommencement, il est presque inévitable que nous serons obligés, d'ici quinze ou vingt ans, de procéder de la même façon qu'en 1936, de nous regrouper à nouveau et nous aurons, à ce moment, le regret de dire: pendant dix, quinze ou vingt ans au cours desquels nous nous sommes battus, nous avons été divisés, nous avons fait le jeu du capitalisme, le jeu des traîneurs de sabres et peut-être aurons-nous à nous plaindre et à nous reprocher, à la suite de cette division, d'être responsables de l'agrandissement de la force du capitalisme actuel.

C'est la position de nos camarades de Nantes. Soyez persuadés que la décision qui sortira d'ici – et je vous ai dit, je la connais – nous l'appliquerons, comme nous avons toujours appliqué les décisions prises par nos camarades, et nous aurons peut-être, d'ici dix, quinze ou vingt ans, à épiloguer sur le geste que nous accomplissons aujourd'hui.

**Clerc (Cheminots):** Camarades, mandaté par l'ensemble des délégués cheminots ayant assisté à la petite réunion que nous avons tenue avant cette séance, je viens vous indiquer la position des Cheminots par rapport aux questions posées aujourd'hui. Ce n'est donc pas le point de vue personnel du responsable de la Fédération, mais de la grosse masse des cheminots que je vais exprimer à cette tribune. On ne pourra pas nous accuser d'avoir poussé à la

scission. Au mois de juillet dernier, nous avons eu un congrès où, violemment, Ouradou et moi-même, nous avons attaqué la direction majoritaire de la *Fédération des Cheminots*. Et si, à l'issue de ce congrès, nous avons accepté de rester en fonction dans nos postes de secrétaires, c'est parce que la majorité avait fait un léger recul sur ses positions et nous avait donné un certain nombre d'apaisements, et aussi parce que nous considérons que si une scission était inévitable, il ne fallait pas que nous partions en ordre dispersé, mais attendre le moment favorable pour partir tous ensemble, ayant mené la bataille tous ensemble à l'intérieur des groupes «*Force Ouvrière*».

La situation a, évidemment, changé maintenant. Je dis que si nos camarades n'étaient pas partis aux C.A.S., si un certain nombre d'autres n'avaient pas quitté purement et simplement l'organisation syndicale à la suite des événements qui viennent de se dérouler, où les cheminots ont marché dans la proportion de 10% environ, nous avons la possibilité, en demandant des réunions immédiates dans tous les syndicats, de renverser la majorité de la Fédération. Malheureusement, les départs aux C.A.S., les départs de camarades qui ont quitté l'organisation et l'écoeurement de nombreux camarades qui sont encore derrière nous et qui ne veulent plus, à aucun prix, avoir un contact avec les communistes, nous mettent dans une situation nouvelle. Et c'est pourquoi, très sincèrement, je vous dis: il faut absolument que, de cette Conférence, sorte une décision de scission, et quand je dis une décision de scission, il ne faut pas que nous laissions croire que c'est nous qui sommes les responsables de la scission. Lorsqu'on a contracté, passé un contrat avec une autre partie, quand cette autre partie viole elle-même le contrat passé, si vous le dénoncez, ce n'est pas vous qui êtes les scissionnistes: ce sont ceux qui ont violé le contrat qui était passé avec nous (*applaudissements*). Il faut donc que nous partions, et que nous partions tous ensemble. Nos camarades du Bureau confédéral, qui ont mené une lutte très dure dans les semaines qui viennent de s'écouler, qui ont la confiance de la masse des travailleurs de ce pays, je suis convaincu, ne failliront pas à leur devoir et répondront à votre appel. Mais, dans la résolution qui sera votée demain matin, qui sera rédigée cette nuit, il faut déterminer les responsabilités de cette scission. Il faut absolument que nous indiquions que ce sont les communistes, par leurs manœuvres, leurs violations du contrat, qui sont les vrais responsables. Il faut également indiquer avec force l'indépendance de notre mouvement syndical, non seulement vis-à-vis d'un parti politique, mais vis-à-vis de tous les partis. Il faut que nous fassions cela et, également, que nous dénoncions les manœuvres en préparation à la majorité confédérale, car si on a échoué aujourd'hui, vous pouvez être certains que, demain, on va tenter à nouveau la même opération, dans deux, trois ou quatre mois. Il faut que, par avance, nous

dénonçons ces manœuvres, et si nous partons pour regrouper nos camarades, c'est pour nous opposer à une aventure de guerre civile que les communistes de la majorité confédérale sont encore en train de préparer (*applaudissements*). Si nous restions, nous serions complices de leurs manœuvres et des événements qui pourraient se produire dans le pays. Il faut que, ce soir, il y ait une décision nette. Au nom des Cheminots, je peux vous donner l'assurance que si, demain, une nouvelle C.G.T. est créée, une grande partie des cheminots nous suivront, parce que «*Force Ouvrière*» a pris une autorité qu'elle n'avait pas avant les événements. Nos camarades du Bureau sont convaincus, comme nous, qu'il n'est plus possible de rester à la C.G.T. et qu'il faut immédiatement et sans attendre partir et reconstruire une nouvelle maison (*applaudissements*).

**Chonion (Région parisienne):** Camarades, au terme des interventions qui se sont succédées à cette tribune, il ne peut plus faire l'ombre d'un doute sur les décisions qui seront prises, décisions pénibles et douloureuses, car lorsqu'on se place sur le plan du militant syndical conséquent, on ne peut pas envisager une telle décision avec légèreté, et l'on ne peut, simplement, que dire que nous la prenons dans des conditions les plus pénibles et les plus douloureuses, non pas seulement pour nous, en tant que militants, mais pour la classe ouvrière tout entière.

Il est évident que les décisions qui sont prises par nous ne sont pas le fait de notre attitude, et que les responsabilités physiques et morales en reviennent à ceux qui ont stérilisé le mouvement syndical pour des manœuvres politiques et également pour des manœuvres impérialistes. Mais néanmoins, aux yeux des camarades, des camarades in-avertis du drame qui se consomme ici, il n'en reste pas moins que nous serions les responsables officiels de cette scission en prenant les décisions ce soir. Vous connaissez les moyens de propagande dont disposent les majoritaires; vous connaissez également l'état d'esprit de la classe ouvrière, l'état d'esprit de la classe ouvrière qui consiste à être toujours très méfiante lorsque, à son égard, il se produit des changements. Elle a le droit d'être méfiante, la classe ouvrière, car à chacune des opérations qui se sont succédées dans l'histoire, elle a bien souvent fait les frais de l'opération.

Je veux m'excuser ici auprès des camarades représentant les fonctionnaires, les techniciens, les cadres, les ingénieurs, mais je dis que le mouvement que nous pourrions construire et que le syndicalisme que nous pourrions construire n'aura de la force que dans la mesure où les ouvriers auront confiance en ce mouvement. Pas de syndicalisme sans les ouvriers.

Maintenant, notre décision va être exploitée à travers la seconde période d'agitation qui va venir bientôt, car à l'heure actuelle, à la fin de cette grève,

nous sommes dans un entracte d'une comédie politique et les communistes vont profiter de cet entracte pour faire comprendre aux ouvriers que c'est nous qui sommes les responsables de la division de la classe ouvrière (*applaudissements*).

Pour ceci et pour retourner cette campagne contre eux, nous devons leur poser un ultimatum, non pas un ultimatum inacceptable, mais un ultimatum sur lequel ils ne puissent pas désavouer leur action de ces jours passés et leur position de ces jours passés.

C'est-à-dire qu'à ce moment-là, ce seront eux qui seront mis en difficulté devant la classe ouvrière, et ceci nous permettra de les dénoncer devant la classe ouvrière, et contre les intérêts de celle-ci. Car, camarades, nous pouvons les prendre, d'une part, sur le plan des revendications et sur le plan du mouvement syndical par des conditions inacceptables par eux, car ils sont liés à leur parti politique, non sur le plan national, mais sur le plan international. Ce seront donc des conditions qui seront inacceptables pour eux et nous les dénoncerons à la classe ouvrière. Car quelles sont les causes d'une scission? Mais les causes d'une scission, ce sont les conséquences de positions irréductibles de chaque conception, où chacune de ces conceptions croit posséder le monopole de la vérité. Et, à ce moment, c'est à travers leur position irréductible que nous pourrions les dénoncer à la classe ouvrière.

L'unité, qu'est-ce que c'est? Eh bien, l'unité, c'est le sens inverse: c'est l'abstraction de tout sentiment partisan et en faisant des concessions mutuelles.

Il y a une chose que je veux dire en conclusion et au terme de mon intervention: il y aura quand même, demain, dans notre esprit à tout un chacun, lorsque nous ne serons plus dans la chaleur de ce débat, il se posera à nous des questions de conscience. Cette question de conscience est celle-ci: c'est qu'il n'existe pas deux classes ouvrières. Il n'existe pas deux classes ouvrières, pas plus que dans la société actuelle et dans n'importe quel régime où nous puissions vivre, il existe, d'une part, le prolétariat, et d'autre part, le patronat, il n'existe pas de classe intermédiaire; car lorsqu'on a examiné les moyens d'existence de cette classe intermédiaire, nous sommes obligés de les classer dans un clan ou dans un autre.

Donc, camarades, dans ce mouvement, ou dans cette action que nous allons décider en toute liberté, prenons garde de ne pas aller vers un syndicalisme réformiste allant jusqu'au corporatisme, car il en serait fini du syndicalisme traditionnel revendicatif et révolutionnaire dans la conception de la lutte de classe (*applaudissements*).

**Fréour (Bâtiment):** Camarades, à la réunion de Lancry, une excellente camarade m'avait adressé un reproche amical. J'avais eu, avait-elle dit, au cours de mon intervention, une phrase malheureuse: c'est la suivante: après les interventions des camarades,

que je considérais que la cause était étendue, c'est-à-dire que, de toutes les interventions faites, il résultait, lorsque j'avais pris la parole, que, très certainement, nous aurions décidé de rester à l'intérieur de la C.G.T.

Soyez assurés que je me garderai d'employer, aujourd'hui, la même phrase qualifiée de malheureuse. Les événements ont évolué, il y a eu, notamment, le C.C.N. On en a parlé un peu ce matin pour dire que les secrétaires d'U.D. et de fédérations de notre tendance qui siègent au C.C.N., les membres de la Commission Administrative, nos camarades du Bureau confédéral, s'étaient bien battus au C.C.N., ce qui est exact. Mais ce qu'il faut que vous sachiez, c'est que, s'il y a eu, dans les cinq ou six votes, une unité entre tous les éléments de notre tendance, c'est parce nous avons eu à notre tête notre camarade Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. qui, à de nombreuses reprises, a pris nettement position.

Les événements vont vite. Je crois, camarades, en effet, qu'il est nécessaire que de cette Conférence il sorte une décision dépourvue d'ambiguïté et d'équivoque. Peut-être n'a-t-on pas suffisamment insisté sur ce que j'appellerai les modalités d'application de la décision qui va intervenir. Nous avons affaire à des adversaires qui sont rusés, habiles, retors. Nous ne devons pas employer la même tactique, mais nous devons nous efforcer de nous prémunir, car si, pour nous, il est certain que ce ne sera pas nous les auteurs de la scission. Et j'aurais aimé que ceux qui sont intervenus situent davantage les responsabilités et déclarent nettement que nous sommes, comme hier, et que nous resterons des partisans de l'unité syndicale, mais que les agissements des majoritaires, ou soi-disant majoritaires, nous rendent réellement la vie impossible, et que ce sont eux et eux seuls qui porteront la responsabilité de la division des travailleurs dans notre pays.

Quelles sont les modalités? Le camarade Chonion en a apporté quelques-unes, et également mon ami Clerc. Il y aura, demain à 15 heures, la *Commission Administrative confédérale*. Elle va se tenir, vous le savez, aux lieu et place du C.C.N. qui a été reporté au début janvier. Quelle que soit la décision que nous prendrons, je crois qu'il sera nécessaire que nos amis du Bureau, les quelques huit ou dix membres de notre tendance qui appartiennent à cette C.A. soient présents. Évidemment, être présents, cela ne veut pas dire que nous devons participer aux discussions sur les problèmes économiques dans l'ordre normal; ce sera très certainement pour évoquer, reproduire, relater les interventions et la décision que vous prendrez librement et souverainement demain matin. Il serait, par exemple, peut-être nécessaire de relever, ce que nous n'avons pas fait publiquement, les attaques calomnieuses qui ont été lancées, non seulement qui sont lancées pour tous nos camarades des groupes «*Force Ouvrière*» qui n'ont fait qu'appliquer les décisions du *Groupe Central*, et notamment celles préconisées dans son

premier communiqué, quand nous avons connu les décisions, insuffisantes mais réelles, du gouvernement; on s'attaque à la base, mais on n'a pas osé s'attaquer au sommet. Et cependant, c'est bien le *Groupe Central* «*Force Ouvrière*», dont font partie intégrante et de droit nos cinq amis du Bureau confédéral, qui, le 24 ou le 25 novembre, a dit aux travailleurs: prononcez-vous pour la reprise du travail, exigez partout le vote à bulletin secret; si vous êtes minoritaires, continuez la grève, car jamais nous ne serons des briseurs de grève. Et cependant, nous avons été attaqués, non pas par un quelconque militant, mais par le secrétaire général ou un des secrétaires généraux de la C.G.T., Benoît Frachon. Un ami a cité un passage de ce fameux article intitulé: *Le poignard émoussé de la trahison* qui, non seulement a été reproduit dans un quotidien politique, mais diffusé dans un tract. Il est dit notamment dans ce papier, en termes clairs: un groupe qui agit de la sorte ne saurait avoir rien de commun avec le mouvement syndical traditionnel, tous les travailleurs le considéreront comme une entreprise de trahison et de briseurs de grève.

Aujourd'hui 18 décembre, quelque vingt jours après la publication de cet article, nous pouvons affirmer que les travailleurs de notre pays, dans leur immense majorité, ont jugé et approuvent l'action courageuse prise par nos camarades du Bureau et du Groupe, mais cela ne suffit pas. Il faut que l'auteur de cet article et ses complices soient mis en demeure de se rétracter, ou nous prendrons position catégoriquement; il faut mettre Frachon en personne dans l'obligation de reconnaître que ses attaques sont injustifiées et d'indiquer, par là même, qu'ils ont eu une position fautive. Quelle pourra être la conclusion? Il est certain qu'ils ne pourront pas accepter; nous en tirerons la seule conclusion qui s'impose: nous considérerons que nos amis du Bureau ne pourront plus siéger aux côtés du Bureau et, demain soir, pourraient se retirer du Bureau. On ne réalisera pas l'opération d'un seul coup; il n'est pas possible qu'une décision catégorique ordonnant à l'ensemble des travailleurs qui partagent nos conceptions qu'ils peuvent quitter, dès demain, la C.G.T. Les positions sont différentes selon que nous sommes à la tête des U.D. ou des Fédérations, selon que nous sommes minoritaires dans telle Fédération ou dans telle U.D.; il appartiendra aux intéressés de prendre position. En conséquence, ce qu'il faut, non pas pour nous qui sommes au courant, vous tous qui êtes des militants avertis, non pas tellement pour la majorité des travailleurs qui ont fait grève, mais pour eux qui se sont trouvés dans des départements particuliers, comme peut-être les Basses-Pyrénées, comme le Livre, qui n'ont pas eu à connaître les mêmes difficultés, embûches et ennuis comme nos amis du Pas-de-Calais, évitons qu'on rejette sur nous la responsabilité de cette séparation. On en parlera dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans, dans vingt ans, longtemps, des événements que nous avons

vécus et, en particulier, de cette Conférence du 18 décembre. Il faut donc être prudents et s'efforcer de ne pas se laisser distancer par des adversaires rieurs que nous avons en face de nous. Ce qu'il faut, c'est situer nettement les responsabilités, c'est démontrer sans équivoque que les véritables auteurs de la séparation, ce sont les syndicalistes communistes (*applaudissements*).

**Vigieux (Textile):** Camarades, ce ne sera pas au nom de la *Fédération du Textile* que je parlerai, parce que je suis plus qu'un minoritaire dans cette Fédération, puisque, sur six membres du Bureau fédéral, je suis le seul comme secrétaire fédéral. Mais je peux dire ici, à cette Conférence, contrairement à ce qu'ont déclaré certains camarades, que, dans la masse, il y a une volonté de scission. D'ailleurs, cette scission, elle se fera malgré nous, par la désertion complète de nos camarades dans les organisations syndicales. Et je vous donnerai un seul exemple: c'est l'exemple du syndicat que je dirige depuis plus de vingt ans, le syndicat d'Armentières qui au 1<sup>er</sup> janvier 1947, a placé 3.400 timbres, au mois d'octobre 1947, 2.675, et, pour le mois de novembre, 2.040 timbres. Cela veut dire qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1948, nous allons nous trouver, nous militants ex-confédérés – parce que nous ne sommes pas militants d'hier – devant des syndiqués communistes seulement, parce que nos camarades ne veulent plus payer à la C.G.T. (je dis nos camarades ex-confédérés). Que Fréour le veuille ou non, nous prendrons la responsabilité de la scission; mais je dis que nous ne sommes pas responsables de cette scission, et je dis à Fréour qu'il faut prendre ses responsabilités, non pas demain, mais aujourd'hui (*applaudissements*), parce que demain nous serons dépassés par les événements. Je connais très bien la situation du Bois en ce qui concerne ma région et je sais que Fréour, dans un mois, se trouvera sans troupes derrière lui, comme nos camarades du Bureau confédéral se trouveront sans troupes derrière eux.

Je dis que c'est le moment de faire l'opération. Ce ne sera pas de gaieté de cœur. Nous sommes, les uns et les autres, des militants avertis; nous avons simplement commis une erreur: l'erreur de 1936, de 1935 plutôt, et nous la supportons. Ils étaient morts, il fallait les laisser morts (*applaudissements*). Nous avons refait l'unité en 1935, cela a été la plus grande erreur que nous ayons pu faire, nous militants ex-confédérés. Il y a des camarades qui nous ont dit: nous aurions dû les subir en 1944. Peut-être, ce n'est pas sûr... Il aurait suffi que les militants ex-confédérés restent unis comme ils l'étaient en 1935 avant la fusion, et je suis certain qu'à l'heure actuelle, nous n'aurions pas à déplorer à nouveau la scission que, j'en suis sûr, la grande majorité des camarades décideront, soit ce soir, soit demain. En tout cas, que nos camarades des fédérations, des U.D. ou des syndicats le veuillent ou non, demain la

scission se fera sans eux. Nos camarades ne paieront plus à l'organisation syndicale et je tiens à vous dire, moi qui suis secrétaire d'une fédération, que je devrais chercher mes troupes, parce que la *Fédération du Textile* a su organiser, a su mettre sur pied une telle organisation, qu'il me sera difficile, à moi comme à quelques camarades, de regrouper les camarades du Textile dans une nouvelle fédération. Mais, ces difficultés, nous ne devons pas en avoir peur, nous en avons connu bien d'autres. Par conséquent, nous n'avons pas d'hésitation: il faut prendre nos responsabilités. Je sais que, peut-être, certains camarades qui ont parlé à cette tribune, ont peur de ces responsabilités. Eh bien! Je dis qu'il ne faut pas avoir peur: ou ce sera eux qui crèveront, ou ce sera nous. Il n'y a pas deux poids deux mesures, il n'y a pas de milieu. Il faut que, demain, avec courage et avec volonté, nous prenions la décision de rompre avec ceux qui ont trahi le mouvement syndical (*applaudissements*). Il faut se souvenir du C.C.N. de novembre où l'on avait demandé aux militants syndicaux de consulter les troupes dans les usines, chantiers et bureaux; et l'on avait dit: c'est le 19 décembre seulement que le C.C.N. prendra sa décision. A-t-on attendu le C.C.N.? (*applaudissements*). Ce sont eux qui ont trahi les décisions prises à l'unanimité en ce qui concerne la décision à prendre le 19 décembre, ce n'est pas nous. Par conséquent, lorsqu'on vient dire que nous allons prendre de graves responsabilités, qu'on va nous appeler les scissionnistes, je dis: ce n'est pas vrai, ce n'est pas nous qui sommes les scissionnistes du mouvement syndical, ce sont les majoritaires communistes qui sont les vrais scissionnistes du mouvement syndical, et il faudra le dire dans la résolution.

Il faut donc profiter de cette occasion. Je sais bien qu'il y en aura qui profiteront de cette scission pour dire: nous ne paierons plus de cotisations. Mais, camarades, ce n'est pas de maintenant que nous avons connu des ouvriers qui profitaient de toute occasion; il suffirait d'une augmentation de la cotisation pour qu'ils disent: je ne paie plus. On dira: il y a la scission, je ne paie plus. Mais ceux qui veulent continuer à payer, allez-vous les abandonner? Vous commettriez un crime vis-à-vis de ces camarades si, demain, vous ne preniez pas la tête de ces camarades qui veulent rester fidèles au vrai mouvement syndical. Il n'y a pas d'hésitation possible, et je demande à nos camarades du Bureau confédéral de bien comprendre la situation, et je leur dis à eux ce que je viens de dire, que s'ils ne partent pas, s'ils ne prennent pas la tête du mouvement, de la nouvelle C.G.T., ils seront obligés de partir demain, parce qu'il n'y aura plus personne derrière eux, parce qu'il n'y aura plus de militants, parce que même les militants seront découragés et ne voudront plus prendre de responsabilités si, dans cinq ou six mois, on leur demande reprendre le collier, parce qu'ils n'auront plus de troupes derrière eux. Il faut que nous ayons le courage de prendre une décision ce soir ou de-



main; il faut que nos camarades du Bureau, en qui nous avons pleine confiance – la grande majorité des ouvriers ont confiance en Jouhaux, Bothereau, Neumeyer et d'autres – prennent la tête de ce mouvement et je leur demande que si, demain, on distribue une nouvelle carte aux syndiqués, on ait bien soin de mettre «*C.G.T.–Force Ouvrière*», parce que nous voulons rester des cégétistes, parce que nous sommes des cégétistes et il ne faut pas laisser le monopole du syndicalisme à ceux qui l'ont trahi, principalement dans les dernières semaines. Je suis d'une région, Armentières, Hazebrouck, Bailleul, où il n'y a pas eu un gréviste textile, camarades où, dans toute cette région, il y a eu 34 grévistes du Bâtiment, parce que j'ai eu le courage de prendre position; j'ai dit: on ne fera pas grève dans cette région, et à Armentières, sur 11.000 ouvriers et ouvrières, 811 seulement se sont prononcés pour la grève. Devons-nous hésiter, devant de tels résultats? Dans les régions où il y a eu des grèves, c'est parce que les majoritaires n'ont pas permis aux ouvriers de se prononcer. Par exemple, dans les mines; je connais très bien les mineurs qui ont parlé à cette tribune, je connais très bien la région minière et, si on leur avait permis de se prononcer, il y aurait eu 70% des mineurs qui se seraient prononcés contre la grève. Dans toute la région textile 70 à 75% se sont prononcés contre la grève, ce qui veut dire qu'il y a là des éléments à puiser. Nous devons pouvoir trouver notre force dans ces 60, 70 et même 80% qui se sont prononcés contre la grève.

Voilà quelle est ma position, celle des camarades du Textile de ma région. Je demande aux camarades de se prononcer et de dire que ce n'est pas nous qui avons voulu cette scission, qu'elle a été voulue par les majoritaires pour se débarrasser des ex-confédérés, parce que, depuis la Libération, on les a combattus sourdement pour pouvoir s'en débarrasser. Je vous demande de vous prononcer pour en finir une fois pour toutes (*applaudissements*).

**Prost (Lyon):** Camarades, je viens vous apporter le point de vue des militants «*Force Ouvrière*» de Lyon. Nous nous sommes réunis la semaine dernière, nous avons encore quelques syndicats où nous sommes majoritaires. Les camarades, je dois vous le dire en toute franchise, hésitent encore d'aller à la scission, parce que ces camarades pensent qu'il est regrettable de quitter notre grande maison. Mais je vais vous apporter à présent le point de vue des ouvriers et des employés de la région lyonnaise, à la suite des incidents dans notre région. La grève a été à 80% et je vais vous expliquer la manière dont elle s'est produite dans les ¾ des usines, parce que, dans les employés, il y a eu très peu de grévistes: on n'a pas fait voter, certains camarades se sont dressés à la porte et ont suivi l'ordre de grève de l'U.D.; ces camarades communistes qui étaient à la porte ont dit: c'est la grève et il faut sortir. Voilà, dans la majorité des cas, comment cela s'est pas-

sé. Dans d'autres où la grève avait été repoussée, les communistes ont mis des piquets de grève et ont empêché les camarades qui s'étaient prononcés à la majorité pour le travail, et, pour éviter la bagarre, nos camarades s'en sont allés. À Oullins, aux ateliers de chemins de fer, à une grosse majorité, les camarades s'étaient prononcés contre la grève, mais là, les communistes ont fait plus fort: ils sont allés attendre les camarades dans les rues et quelques-uns ont payé de leur vie; deux sont morts. Chez d'autres, on est allé dans les appartements casser les meubles et je dois vous dire que ces camarades sont complètement pour la scission (rires). J'ai contacté plusieurs autres branches où les camarades étaient syndiqués à 95 et 100% à la C.G.T.; ils viennent aujourd'hui à «*Force Ouvrière*», mais demain, soit dans le Textile, soit dans la Métallurgie, chez les Cheminots, les ¾ ne reprendront pas la carte. Voilà ce que je tenais à vous dire, au nom de notre région (*applaudissements*).

**Capocci (Employés):** Camarades, vous vous rappelez qu'à la dernière conférence de «*Force Ouvrière*», j'avais été de ceux qui, avec le plus d'ardeur, vous aviez demandé de ne pas quitter le mouvement syndical et de se battre à l'intérieur. Je vous dirai, camarades, qu'en vérité, ceci serait encore ma position si, au lieu de voir nos camarades partir, les uns à droite, les autres à gauche, d'autres dans la nature, les camarades qui montrent tant de courage à vouloir se constituer en dehors avaient montré le même courage à l'intérieur, nous ne serions certainement pas dans cette situation. Je ne parle pas, ici, des militants; je sais comment vous vous êtes battus, mais je considère qu'on pose mal le problème lorsque les camarades disent: devons-nous faire la scission, ou ne devons-nous pas la faire? Je voudrais examiner la situation à l'heure présente, parce que, pour moi, la scission n'est pas à faire: elle est faite (*applaudissements*). Elle est faite, non pas de par la volonté de ceux qui étaient à la tête de «*Force Ouvrière*». Elle est faite, parce que les camarades de la base s'en vont, comme je l'aurais désiré, comme il eut été nécessaire de rester, mais si nous restons maintenant, qu'advient-il? On l'a déjà répété sur tous les tons: nous resterons un état-major sans troupes.

Et les troupes s'en iront où? Vers certaines formations où il y a des militants sérieux, dans d'autres où il y a des gens dont on ne sait pas trop d'où ils viennent, et puis d'autres qui s'en iront à l'aventure, avec quelque chose de plus grave dans leur cœur. Ils partiront avec la haine, non plus seulement des staliniens, mais de l'organisation dans laquelle ils étaient et qui les a menés à la misère (*applaudissements*). Avec cette haine au cœur, ils s'en iront vers des groupements qui leur amèneront davantage de mésaventures, j'en suis persuadé, mais ils iront à l'extrême, de l'autre côté, vers un dictateur à bottes quelconque.

La scission? Personne n'en voudrait, parce que nous en connaissons les conséquences. Mais, ou nous risquons d'avoir cette situation terrible, d'une part une C.G.T.U., avec peut-être deux millions de membres, mais discréditée, qui n'aura plus d'influence en dehors de ses membres, qui risque d'entraîner ses troupes vers l'aventure, car, débarrassés des éléments que nous sommes, ils seront plus libres, ils seront plus libres pour faire manœuvrer leurs troupes et les faire manœuvrer contre les intérêts du pays lui-même, car si c'était un mouvement syndical indépendant, si même le parti dont ils dépendent était un parti indépendant, ce serait moins grave; mais ni le mouvement syndical, ni le parti dont ils dépendent ne sont indépendants, je n'ai pas besoin de préciser les mots. Et puis, de l'autre côté, une classe ouvrière éparpillée. Et alors, pour nous, on se demande comment mieux servir la classe ouvrière, puisque nous constatons que la scission est faite par en bas. On nous dira: nous n'allons pas courir après les gens qui ne veulent plus se battre, qui s'en vont. On vous le dira peut-être tout à l'heure. Mais c'est entendu, camarades, ils s'en vont. Est-ce parce qu'ils manquaient complètement de courage, ou est-ce parce que, ayant été asphyxiés par des slogans et qu'ils sont dégoûtés de certaines méthodes et qu'il répugne à certains hommes d'employer certaines méthodes? Et alors, devons-nous les laisser partir et puis, nous, rester comme couverture à certaines opérations de ceux qui resteront les maîtres de la C.G.T.? Vous déciderez ce que vous voudrez, camarades. Oui, camarades, on vous a laissé parler, on vous a laissé vous exprimer avant que nous intervenions, pour qu'on ne puisse pas dire qu'on a voulu vous influencer. Nous savons que vous êtes trop majeurs pour cela et qu'il a mieux valu qu'on vous entende avant, surtout ceux qui étaient dans la bataille même, ceux qui ont été au pied du mur et dans les circonstances difficiles que nous connaissons; car, si nous avons été dans des circonstances difficiles, nous, nous reconnaissons que certains camarades ont risqué et payé de leur peau l'attitude qu'ils ont prise, non pas pour briser la grève, mais pour empêcher un assassinat contre le pays (*applaudissements*). Lorsqu'on parle du poignard ébréché de la trahison, on devrait dire aussi qu'on a fait dévier le poignard sanglant de la trahison française. Voilà la vérité, on a fait dévier le poignard qui allait tuer, sans doute, l'économie française et livrer notre pays au chaos demain ou après-demain, car je ne pense pas qu'ils aient eu la folie de croire qu'ils se seraient emparés de tout sans avoir le contrecoup des forces armées et qui, certainement, seraient restées maîtresses du terrain, après avoir versé le sang de la classe ouvrière. Et alors, nous voilà là. Je pense que, maintenant, nous n'avons plus le droit de laisser partir nos troupes – on aurait préféré les garder à l'intérieur – quelles que soient les rancoeurs que nous puissions éprouver d'avoir à abandonner une maison qui est la nôtre. Ce n'est pas sans cha-

grin, ce n'est pas sans crève-cœur, camarades, que les vieux militants prennent des décisions de ce genre. Mais, tout à l'heure, dans l'après-midi, un camarade a dit: il faut choisir entre les meubles et les hommes. Oui, quand il y a un incendie quelque part, les pompiers doivent d'abord sauver les hommes et tâcher de circonscrire le reste après. Nous devons rassembler ces volontés, les ramener dans une Confédération; cela n'est pas faire œuvre de division, puisque la division existe, la scission est là. C'est, au contraire, une œuvre de rassemblement des troupes qui s'en vont pour les empêcher de passer à l'ennemi; vous entendez bien, c'est cela que nous devons faire (*applaudissements*), les rassembler et les mener au combat véritable. Lorsque nous pensons, ceux d'avant 1914, où nous étions 300.000, 400.000 au maximum, et encore, c'était des troupes de passage, quand nous pensions à la puissance qu'avait acquise la C.G.T., quelle force c'était dans le pays, si elle n'avait pas été politisée, si elle était restée dans son rôle, au moment où tous les partis politiques se sont effrités, discrédités au gouvernement, notre C.G.T. serait maîtresse de la situation à l'heure présente (*applaudissements*). Et c'est cela qu'on doit le moins leur pardonner, c'est d'avoir mis une organisation comme la nôtre au service d'un parti qui, quoi qu'ils en disent, s'est discrédité au gouvernement, dans l'impuissance avec les autres partis sur lesquels il jette l'anathème à l'heure présente. Ils sont responsables, malgré notre puissance numérique, de notre faiblesse effective, parce qu'on a défigurés la C.G.T.

Eh bien, lorsqu'on sonne le rassemblement, nous voulons redonner à la C.G.T. sa véritable figure, celle qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Mais alors, jeunes camarades qui êtes ici, et je suis heureux de voir beaucoup de jeunes dans cette salle – dommage qu'on ne les ait pas rencontrés avant, il y a quelques années – mais enfin, il y a des jeunes, ils sont là, vous n'avez pas encore connu les lendemains de scission. Nous, nous les avons connus et alors, je vous dis ceci: ne croyez pas que ça sera facile. Si, demain matin, après le vote d'une résolution quelconque, vous avez pris votre décision en toute sérénité et en toute réflexion, il faudra rassembler votre courage. Les heures seront dures. Il y a vingt ans, j'étais jeune – il y a même un peu plus de vingt ans –, à la scission de 1921 il a fallu reconstituer l'Union de la région parisienne, il a fallu aller un peu dans tous les coins du pays, il a fallu se battre, pas seulement avec la gueule, camarades, mais aussi avec les poings. Et n'oubliez pas que, maintenant, quelques années ont passé, et la violence est devenue une arme plus habituelle qu'elle ne l'était avant la guerre. Si je vous dis cela, camarades, ce n'est pas pour vous enlever votre courage, mais c'est surtout pour que vous bandiez votre volonté pour affronter les combats de demain, qui seront extrêmement durs. Nous allons, selon la décision qui semble découler de tout ce que nous avons entendu, vers

des difficultés à combattre, parce que nous aurons à constituer nos organisations. Je souhaite que ceux qui parlent de déchirer leur carte reviennent prendre la nôtre. Mais, en même temps, nous aurons à évoluer dans des conditions très difficiles: la misère des travailleurs, la démagogie qui sera continuée par ceux qui se prétendent à notre gauche – je prétends qu'ils ne sont pas à notre gauche, mais ils s'y prétendent, parce que, à la Chambre des députés, c'est l'hémicycle qui est ainsi fait. Et puis, il y en a d'autres qui vont aussi essayer, comme Hitler l'a fait, comme Mussolini l'a fait, de s'appuyer sur une partie de la classe ouvrière désabusée et révoltée du bolchevisme et qui ne seront pas les moindres à faire de la démagogie. Nous aurons donc à nous battre, dans la manœuvre générale, contre la démagogie des uns et des autres et, quelquefois, camarades, contre l'incompréhension de la classe ouvrière elle-même. C'est à cela que vous allez avoir à faire face demain. Si vous prenez les décisions que je pense, ce sera cela.

Mais je vais répondre ici à Fréour. Si, demain, vous prenez la décision qui semble découler de vos discussions, je considère que nous n'avons pas à nous présenter à la Commission Administrative de la C.G.T. (*applaudissements*). Pas d'habiletés subalternes avec eux, ils sont beaucoup plus habiles que nous et de très mauvaise foi, vous le savez bien. Lorsque nous irons, car on la connaîtra, la décision prise ici, et lorsqu'on ira devant la C.A. avec notre décision, de quoi aurons-nous l'air? On nous dira: mais vous saviez par avance que vous deviez partir et vous venez ici chercher une couverture.

Eh bien, la couverture, nous n'en avons pas besoin, parce qu'elle existe déjà. Ils ont trahi, déchiré le contrat d'unité que nous avons signé avec eux. D'une part, ils ont trahi les intérêts de la classe ouvrière en déclenchant une grève politique dans des circonstances telles que la classe ouvrière ne peut voir sa situation qu'aggravée, et ils l'ont déchiré de telle sorte, ce contrat, que, même lorsque nous demandions le respect de leur décision, car c'est le respect de leur décision que nous demandions, on nous a traînés dans la boue, traités de traîtres et de tout. Par conséquent, nous l'entendrons encore, cela, camarades, nous serons le parti américain, nous serons les traîtres, nous serons les briseurs de grève, nous serons les chiens, les valets du capitalisme, nous serons tout cela à la fois. Cela n'a aucune importance, parce qu'on sait bien, maintenant, les chiens de qui ils sont, eux, et les valets de qui ils sont (*applaudissements*). Mais nous demandons, si cette décision est prise – je vous l'ai indiqué, je le répète et je termine en renouvelant mon appel aux jeunes qui sont ici – je vous ai dit: vous n'avez pas connu les heures de scission. Si vous prenez une telle décision demain, il faut vous attendre à vous battre avec plus de force et de vigueur qu'hier, et après-demain encore plus. Si vous êtes prêts à cela, alors prenez vos décisions (*applaudissements prolongés*).

**Darras (Zone côtière Nord et Pas-de-Calais):** Je m'excuse envers Jouhaux, je peux paraître très impoli, moi qui suis un tout jeune syndiqué, de ne pas renoncer à la parole. Mais je tiens à répondre à ce que vient de dire Capocci. Je dois, tout de même, faire d'abord une petite formalité – ce n'est plus qu'une formalité –, parler au nom des gens qui m'ont envoyé ici, de la zone côtière Nord et Pas-de-Calais, des gens de l'Éclairage principalement. Delsol, secrétaire fédéral, nous a dit tout-à-l'heure qu'il n'avait pas eu de réponse à une question posée à la Fédération de l'Éclairage. Pour la région parisienne, Pellerin a déjà répondu. À Dunkerque nous avons pris une position, dont le camarade Delsol n'a eu connaissance que ce matin, quand je lui ai montré notre motion qui était un blâme formel, voté le 4 décembre, à l'égard de la Fédération, blâme formel pour son adhésion au *Comité de Grève*. Nous rejetons avec indignation le mot d'ordre de grève, nous marquons notre défiance à l'égard d'une Fédération où se trouve seul le camarade Delsol contre cinq appartenant au parti communiste.

Mais comme l'a dit le camarade de Meurthe-et-Moselle, la procédure pour chasser les communistes durera des mois et des mois. Ils ont créé, il y a quelques mois, un syndicat unique qui était déjà une arme dirigée contre «*Force Ouvrière*» naissante. Nous n'arrivons même pas à nous en faire communiquer les statuts. La reprise à l'intérieur n'est plus possible ou serait trop longue.

Autre réponse de membre de la *Fédération de l'Éclairage*; le camarade de Marseille vous a parlé de la lettre d'un camarade de Valence; et on vous a signalé l'attitude de l'Éclairage de Douai. Et Delsol m'a dit, lui qui est secrétaire fédéral: ne m'écrivez plus à la Fédération, il faut maintenant m'écrire chez moi. Je demande à Delsol s'il n'y a pas eu déjà des réponses qui se sont égarées dans les boîtes aux lettres communistes.

Pour la région, nous qui ne faisons d'abord qu'une propagande dans notre profession, nous avons vu venir à nous des d'individualités venues d'endroits où nous n'avions jamais pénétré, auprès de qui nous n'avions même pas fait de propagande et, à Dunkerque, il y a eu une explication pour cela.

Le camarade des Basses-Pyrénées qui est contre la scission, dont les mandants sont contre, vous a dit que le camarade Jouhaux était le chef de la C.G.T. À Dunkerque nous avons vu comme chef, non pas Jouhaux, mais Piérard, député communiste qui n'a rien à voir avec la C.G.T., Piérard, avec des bandes qu'on pouvait évaluer à 1.500, où il n'y avait pas que des cégétistes, aller, comme disait leur premier communiqué du *Comité de Grève*, aider les Cheminots à interrompre le trafic. Je dois signaler que les cheminots l'ont bien reçu, il paraît qu'il a une bosse à la tête; et, le soir, il a fallu toute l'influence de notre secrétaire de groupe local pour obtenir, en les suppliant, que les cheminots de Dunkerque consentent à adhérer à «*Force Ouvrière*», parce qu'ils nous



répondaient: Votre «*Force Ouvrière*», c'est encore la C.G.T. Les camarades qui ont adhéré à «*Force Ouvrière*» veulent être des syndiqués. Le camarade de chez Renault a dit que les cadres étaient prêts; à Dunkerque nous avons quelque chose de mieux que cela qui est prêt, on nous parle des bâtiments, eh bien nous avons déjà un baraquement que nous a promis la municipalité, il n'y a plus que la pancarte à mettre. Et puis, pourquoi s'attacher tellement au passé? Pourquoi un tel sentimentalisme? On nous a dit d'être le reflet le plus exact possible de la base. Avec le souci des conséquences possibles, moi qui suis un jeune à la C.G.T., qui n'ai adhéré que parce qu'il existait un mouvement comme «*Force Ouvrière*», je vais essayer de dégager devant vous ce que doit être le point de vue des jeunes cégétistes, non pas des futurs cégétistes, mais des futurs syndicalistes. Les jeunes, actuellement, viennent à «*Force Ouvrière*» parce qu'ils la considèrent comme la Centrale syndicale de demain. Vous n'avez pas le droit de trahir leur confiance. Hélène Parmentier nous a dit qu'il valait mieux aller à l'hôtel que de coucher avec des communistes; je vous demande de penser aux jeunes qui n'ont jamais couché avec les communistes et qui ne veulent pas être les victimes d'un sentimentalisme périmé, qui ne doivent pas être les victimes du mariage raté de 1936. On comprend que les anciens se souviennent de la belle C.G.T. d'avant 1936, les jeunes d'aujourd'hui ne peuvent pas s'en souvenir. Ce dont ils se souviendront, c'est de la C.G.T. d'après la Libération, dont le secrétaire général Frachon a pondé, pendant une quinzaine sanglante, des articles dans «*l'Humanité*» qui étaient des appels au meurtre. Pour nous, il n'est pas question d'abandonner une maison qui est la nôtre; la maison que nous attendons, c'est celle que vous allez construire, c'est la maison de demain. Oui, notre respect va aux vieux militants; il n'est pas question d'abandonner la C.G.T. Ce que nous voulons, c'est la «*C.G.T.-Force Ouvrière*». À Dunkerque, dans l'Éclairage, vous nous embêteriez bien en ne faisant pas la scission aujourd'hui, parce que nous avons déjà des imprimés où il y a déjà le titre «*C.G.T.-Force Ouvrière*».

On nous a parlé de la force de la C.G.T. La force de la C.G.T. d'après la Libération, nous n'en sommes pas fiers, nous la déplorons, avec ce qu'elle a donné. Il y a une équivoque avec laquelle on doit en finir, et il y a un danger qui existe, surtout pour les jeunes. Dans la région des Flandres, on ne distribue pas seulement aux jeunes ouvriers «*Force Ouvrière*», mais, en quantité, on leur distribue aussi une feuille de chou qui s'appelle «*l'Étincelle ouvrière*». Voilà le danger pour ceux de demain.

Capocci a signalé le danger d'une C.G.T. unitaire disciplinée. Eh bien, cette C.G.T.U. disciplinée, elle existe déjà et nous n'y changerons rien. Capocci nous a dit: ne croyez pas...

**Un délégué:** *On est d'accord!*

**Darras:** Alors, j'en ai terminé (*applaudissements*).

**Huard (Indre-et-Loire):** Camarades, c'est à deux titres que j'apporte le point de vue sur les problèmes d'actualité; c'est, d'une part en tant que représentant de la minorité d'Indre-et-Loire, et en tant que responsable de l'Éclairage du Centre de Tours. Le point de vue des militants minoritaires d'Indre-et-Loire rejoint le point de vue qui s'est exprimé au cours de cette Conférence, et, dans l'ensemble, nos camarades sont partisans, ou plutôt, plus précisément, réclament la scission qui est indispensable, puisqu'il n'y a plus de possibilité de travail en commun avec les «*cocos*».

Concernant le problème de l'Éclairage, j'indique tout de suite que, là, nous rencontrons certaines difficultés dues à la période de réorganisation des organisations syndicales du Gaz et de l'Éclairage; nous sommes en pleine période de réorganisation de structure syndicale, nos organisations de Centres ne sont pas encore en place, certaines commissions de reclassement sont en cours de fonctionnement et nous craignons que le travail qui est à faire ne soit pas réalisé avec la présence des camarades qui sont indispensables pour la réussite d'un bon travail. Et c'est en fonction de ces considérations que l'ensemble des Gaziers et Électriciens du Centre de Tours ont demandé, d'abord de rejoindre le point de vue de la Conférence «*Force Ouvrière*», mais de faire des réserves sur l'application éventuelle des décisions de cette Conférence. Toutefois, nous reconnaissons la nécessité de lutter activement pour recréer l'indépendance du mouvement syndical et son unité. Pour cela, nous pensons, nous militants de Tours et d'Indre-et-Loire, qu'il faut tout d'abord se rapprocher de toutes les organisations autonomes nouvellement créées, et que c'est cette formule seulement qui doit permettre vraiment le reflet de notre «*Force Ouvrière*». Ceci implique que notre tentative ne doit pas se limiter à la création de syndicats autonomes «*Force Ouvrière*» placés sous l'égide de «*Force Ouvrière*», parce que cette présentation offre, malgré tout, quelques lacunes. En effet, certains de nos camarades d'Indre-et-Loire – et il sont nombreux, je tiens à le signaler, surtout dans les syndicalistes révolutionnaires – ont la pensée que la position prise par nos amis secrétaires confédéraux est fonction qu'ils réalisent enfin qu'ils restent seuls comme chefs, qu'ils restent chefs, mais qu'ils le restent sans troupes, et que leur crainte se justifie par la peur de se retrouver seuls. C'est le sentiment qu'on m'avait prié de communiquer à cette Conférence, et c'est sur cette pensée que je vais conclure mon intervention (*applaudissements*).

**Le Président:** Je donne maintenant la parole à notre camarade Jouhaux.

*(Les délégués, debout, applaudissent longuement le camarade Jouhaux).*



**Jouhaux:** Mes chers amis, mon discours ne sera pas long. Je veux simplement répondre au camarade qui vient de descendre de la tribune et qui a porté ici le bruit de certains propos considérant que c'était peut-être parce que nous avons peur d'être des chefs sans troupes, que nous venions à résipiscence, je veux lui dire ceci: toute ma vie militante a été exempte de crainte, de quelque côté qu'elle vienne. Je considère qu'un militant vraiment digne de ce nom doit toujours avoir la volonté de dire la vérité et rien que la vérité; et même quand la vérité heurte ses compagnons, il n'a pas le droit de la dissimuler.

Je ne veux pas reprendre ce que je vous ai dit à la *Conférence de «Force Ouvrière»*. Les événements ont passé. J'ai entendu, ce matin, toutes les déclarations se succéder les unes aux autres. Si j'avais pu être présent cet après-midi, cela aurait été la continuité de ce que j'avais entendu ce matin. Je comprends vos sentiments. Je partage votre colère, mais permettez-moi d'être au-dessus des ressentiments particuliers et momentanés et de n'envisager, dans l'intérêt de notre mouvement ouvrier, que l'avenir.

Vous êtes, si je ne me trompe, décidés à faire un geste, un geste dont la répercussion sera de dresser, en face de notre vieille C.G.T., une nouvelle organisation. La C.G.T., voyez-vous, c'est une organisation qui n'est pas seulement entrée dans la vie de la nation française, c'est une organisation qui a pris sa place dans l'esprit de chacun de vous. La C.G.T., c'est nous-mêmes et, à l'heure actuelle, c'est avec nous-mêmes que nous allons divorcer. C'est là le drame de la question. Il est bien évident qu'on peut se laisser aller à l'enthousiasme, et c'est naturel, je le reconnais et j'en félicite tous les jeunes qui sont ici. L'engouement, c'est le lot de la jeunesse: ils ont l'avenir devant eux, la durée de la construction ne les effraie pas. Les difficultés peuvent aussi ne pas les effrayer. Il n'en est pas de même lorsqu'on porte le harnais du militant depuis de nombreuses années, et les réflexions que suggère une situation ne sont pas les mêmes.

Faire la scission, c'est facile, il suffit d'un vote. Mais il faut aussi voir les conséquences qui en découleront. Je sais que toutes les raisons qui ont été données ici sont de bonnes raisons. Je sais qu'il est difficile de cohabiter avec ceux dont la sincérité et la loyauté n'existent que dans les phrases. Je sais, pour l'avoir connu à d'autres époques, combien il est difficile de surmonter les écœurements du moment et de rester dans une situation qui peut vous apparaître, à certains aspects, comme vous diminuant vous-mêmes. Mais je sais aussi que lorsqu'on a fait le geste de la scission, ce n'est pas le geste d'un moment, c'est un geste de durée. Je voudrais vous dire que la décision que vous voulez prendre, c'est la première fois que les confédérés la prendront. C'est la première fois que les confédérés vont abandonner la *Confédération Générale du Travail*. Jusque-là, ils y étaient res-

tés et parce qu'ils y étaient restés, ils ont surmonté les difficultés, reconstitué la *Confédération Générale du Travail* dans sa pleine indépendance et selon les principes qui sont les nôtres. Sommes-nous certains qu'en sortant de la C.G.T. nous reconstituerons la C.G.T. sur les principes au nom desquels vous vous exprimez aujourd'hui? Êtes-vous assurés que, demain, dans la bataille qui va s'en suivre, il vous sera possible d'avoir la même attitude que celle que vous avez eue à d'autres époques et que celle que vous avez à l'heure actuelle? Êtes-vous certains que tous ceux qui, à l'heure actuelle, directement ou indirectement, se plaignent et déclarent qu'ils veulent sortir de la C.G.T. dominée par le communisme, êtes-vous certains que ceux-là vont rejoindre les organisations que vous allez constituer? Êtes-vous même certains que tous ceux qui sont à l'heure actuelle avec nous dans la vieille C.G.T. vont sortir de la vieille C.G.T. en même temps que nous? Est-ce que vous ne pensez pas qu'il y a un attachement à la C.G.T., qu'il est en nous, en notre cœur plus humain que celui des autres, que la C.G.T. c'est notre œuvre, c'est nous qui l'avons bâtie, c'est nous qui avons pétri sa chair, c'est nous qui lui avons donné les directions syndicalistes et la spiritualité humaine qui l'a animée et qui doit encore l'animer? Est-ce que vous croyez que, demain, nous retrouverons toutes ces possibilités, lorsque nous serons jetés dans la bataille, obligés de lutter plus farouchement encore que nous avons lutté hier, obligés de nous dresser les uns contre les autres, non seulement avec l'anathème, monnaie courante de toute division, mais avec la violence? Sommes-nous certains, et je ne parle pas de vous, sommes-nous certains que ceux qui sortent sont animés de cet esprit de combativité indispensable à l'œuvre de reconstruction que vous voulez faire? Je ne veux pas répondre à cette question; elle est, pour moi, un point d'interrogation. Je ne veux pas revenir sur le passé. Le passé comporte tout de même un enseignement. Mais je ne veux parler que de l'avenir et je veux vous dire ceci: c'est, pour un certain nombre d'entre nous, un drame de conscience que vous avez posé, et ce n'est pas en vingt-quatre heures que nous y répondrons. Déchirés intérieurement par le fait de quitter la vieille maison et par l'attrance de rester parmi vous, ce dualisme intérieur qui existe dans tout homme raisonnable n'a pas encore été résolu. Et pour qu'il le soit, devant l'opinion ouvrière comme devant l'opinion publique française, il nous faudra, demain, être soutenus par cette opinion publique française si nous voulons réussir dans notre entreprise. Et il faut, à mes yeux, que devant cette opinion publique, comme devant l'opinion ouvrière, le dossier des torts ait été ouvert et que le «*J'accuse*» ne soit pas simplement un anathème, mais une vérité démontrée et justifiée. Je voudrais, pour ma part, que ce dossier soit constitué pendant que vous êtes ici. On nous a dit qu'il y avait eu des violences, on nous a dit qu'il y avait eu des mesures de rétorsion, on nous a dit qu'il avait eu des exclusions.

Eh bien, mais ces faits, est-ce qu'ils ne peuvent pas être notés dans le dossier et, ayant constitué ce dossier, est-ce qu'il n'appartient pas aux responsables de la C.G.T. de se retourner vers le restant du Bureau en disant: ceux que vous avez frappés sont les nôtres; en les frappant, vous nous avez frappés et si vous ne revenez pas sur cette situation, alors c'est la rupture, mais c'est vous qui l'aurez voulue.

Vous comprenez la différence qu'il y a entre prendre une décision dans l'enthousiasme et la prendre après avoir réfléchi.

Laissez-moi vous le dire, je crains, moi – et j'ai le droit de vous le dire – voir l'amertume monter à vos lèvres, lorsque vous constaterez que la situation n'est pas celle que vous avez rêvée, ni celle que vous supposez, lorsque vous constaterez qu'il vous faudra vous battre, avec non seulement vos adversaires, mais avec, ce qui est pire, l'indifférence de la masse. Je ne suis pas de ceux qui considèrent que lorsque les gens se retirent devant un danger, ils ont en eux l'âme d'un lutteur. Je suis de ceux, au contraire, qui pensent que lorsqu'on fait face au danger, que lorsqu'on est prêt à subir tous les coups de ce danger, alors, oui, on a l'âme d'un lutteur et on peut affronter la bataille. C'est à cela que je vous demande de réfléchir. Je voudrais, pour ma part, si la décision doit être prise – oh! je n'ai pas l'intention de vous demander de ne pas la prendre – je veux simplement vous dire ce que je pense, mais je voudrais, avant que vous ne fassiez cet acte ultime, que vous ayez posé la question d'une façon telle que la réponse qui nous sera faite soit la justification de la décision que nous prendrons. On a parlé ce matin, avec raison, qu'il fallait lutter sur deux fronts. Oui, c'est vrai. Mais lutter sur deux fronts, cela veut dire que l'on est armé pour cela. Cela veut dire que la cohésion qui détermine la valeur d'une organisation est existante. Nous battre sur deux fronts, dans les circonstances actuelles, qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire nous battre contre nos adversaires et, en même temps, nous battre contre nos ennemis. Est-ce que nous aurons le temps de reconstituer nos forces, de les armer et d'être prêts à cette bataille? C'est une question à laquelle chaque militant doit répondre, car, demain, après notre décision, si la réaction passait et qu'elle étende sa main pesante sur chacun de nous, nous n'aurions plus que le droit de maudire notre impuissance, mais nous serions les victimes et, avec nous, l'immense multitude des travailleurs qui, elle, alors, se retournerait contre nous et dirait: c'est vous les responsables si aujourd'hui, nous n'avons plus de liberté, si aujourd'hui nous ne pouvons plus vivre, c'est vous qui, par votre action, nous avez mis dans cette situation.

Il y a lieu de réfléchir à tous ces problèmes et c'est la raison pour laquelle je pense que la commission dont il a été parlé ce matin, qui devra se réunir, mette noir sur blanc les conditions que nous posons, et les mette d'une façon précise, sans aucune rature. S'il y a des morts, comme on l'a dit, eh bien, que les morts

figurent sur cette liste, car ils sont les nôtres; s'il y a eu des camarades frappés, qu'ils soient sur cette liste; s'il y a déjà des camarades qui ont été expulsés des organisations syndicales, qu'ils soient sur cette liste. Et présentons ainsi notre dossier, avec la revendication fondamentale, non pas d'une affirmation de respect des statuts confédéraux, dont nous savons ce qu'elle vaut, mais avec une condamnation de toute immixtion d'un parti politique dans la vie de la C.G.T., par la reconnaissance de l'indépendance absolue du mouvement ouvrier à tous ses échelons. Et puis aussi par cette idée nouvelle qui est née dans les milieux ouvriers, celle de la démocratisation du mouvement syndical par l'application du suffrage universel et secret à tous les échelons. Faites cela: posez à la fois le dossier des revendications et que l'opinion publique sache, si demain nous sommes obligés de prendre notre résolution, à qui incombe la responsabilité. Et puis, sachons aussi avoir une doctrine.

Au C.C.N., lorsque la question de référendum auprès des travailleurs, organisés ou non, s'est posée, nous avons pris notre responsabilité et déclaré que, pour nous, cela n'était pas acceptable. Mais cela n'était pas acceptable, non seulement pour cette question, mais parce que la revendication même que l'on formulait l'était dans des termes tels qu'elle était préjudiciable aux intérêts ouvriers comme aux intérêts du pays. Et lorsque la grève a été déclenchée, nous avons indiqué quelle était notre position. Cette position était de demander des solutions qui ne soient pas des solutions momentanées, qui ne soient pas la reconduction de la course vertigineuse entre les salaires et les prix, qui ne soient pas non plus seulement une vague aspiration à la diminution ou à la stabilisation des prix, mais qui soient un certain nombre de mesures qui fassent que le pouvoir d'achat des salaires soit réellement garanti.

Il faut aujourd'hui, au moment où nous sommes, que, sur cette question, nous soyons d'accord, et que nous ne revivions plus les errements que nous avons vécus jusqu'ici, en considérant que nous devons rechercher simplement l'augmentation nominale de la valeur des salaires. Nous avons, je le répète, en tant que minorité du Bureau confédéral, posé un certain nombre de conditions. Ces conditions valent aujourd'hui plus encore qu'elles ne valaient hier. Je veux me rappeler que, dans les discussions que nous avons eues avec les représentants du gouvernement au cours de ces semaines de grève, nous avons indiqué notre volonté de voir se réunir une conférence à laquelle participeraient les représentants des organisations syndicales, pour déterminer les mesures qui devaient être prises afin d'assainir la situation. Dans le danger, on nous a dit oui. Mais on nous a dit: ne parlons pas, momentanément, de la conférence, parce que cela évoque le Palais-Royal, parlons de consultations, mais ce sont des consultations larges et contradictoires. Où en sommes-nous aujourd'hui? Je n'étais

pas là lorsque mes camarades ont été appelés à répondre à l'invitation du ministre des Finances et de l'Économie Nationale. Il les a reçus, il a entendu leurs doléances, leurs réclamations. Et puis, il n'a plus été question de conférence. Les mesures qu'on nous annonce, si certaines doivent être acceptées par nous, si elles correspondent à un progrès réel, encore faudrait-il qu'elles soient explicitées. Il en est un certain nombre d'autres qui ne sont, en réalité, que la reconduction des mesures que nous avons vu prendre à toutes les époques. Est-ce que nous n'avons pas le droit et le devoir de parler, au moment où nous sommes, et de préciser ce que nous voulons? Nous prétendons défendre les intérêts ouvriers, nous avons raison. Mais, pour les défendre, il faut les défendre avec les formules qui permettent d'obtenir des améliorations réelles. Sur ce point, nous devons nous prononcer.

Il en est aussi un autre. Nous menons notre action pour la défense du mouvement syndical, pour la liberté de la personnalité humaine dans l'organisation syndicale. Mais nous menons aussi notre bataille pour l'indépendance nationale et pour la paix. Si nous devons condamner certaines pratiques, est-ce que nous pouvons accepter que l'Europe entre définitivement dans la constitution de deux blocs rivaux, ce qui mènerait inéluctablement à la guerre? Est-ce que nous n'avons pas le droit et le devoir de dire que cette politique n'est pas la nôtre, que nous la répudions et que nous restons pour l'organisation de l'Europe, parce que seule l'organisation de l'Europe est capable de nous apporter la paix? Nous avons accepté, et nous l'acceptons encore, d'être considérés comme des membres du parti américain, parce que nous acceptons l'aide américaine. Eh bien, oui! Il se peut que si, théoriquement, nous avons à discuter les différentes conceptions qui ont été exposées par les différentes personnalités américaines, nous ne soyons pas d'accord. Mais il est un point sur lequel il n'y a pas de discussion possible: c'est que notre pays doit vivre et qu'il ne peut vivre sans l'aide américaine, parce qu'il n'est pas possible de trouver cette aide autre part qu'aux États-Unis: ni charbon, ni pétrole, ni blé, ni coton, ni cuir, etc..., ne nous viendront d'autres régions que de celles des États-Unis. Alors, comme notre pays doit vivre, nous acceptons et nous réclamons l'aide américaine et nous considérons que l'aide américaine ne peut pas être une arme de guerre, mais qu'elle ne peut être qu'une arme de paix, à la condition que nous sachions nous entendre avec les travailleurs des États-Unis comme avec les travailleurs d'Angleterre, comme avec les travailleurs des autres pays. Nous avons eu une discussion qui s'est établie au sein du Comité syndical franco-américain. Au C.C.N., j'avais dit: faites attention, ne condamnez pas d'une façon absolue, attendez de connaître la situation, la position que prennent nos camarades des États-Unis, et plus particulièrement du CIO.

Il s'agissait d'une opération politique; on s'est pro-

noncé d'une façon absolue et sans attendre. Et, quand nous avons reçu nos camarades américains et que nous avons discuté avec eux ce point particulier, ceux-là même qui avaient réclamé la condamnation absolue étaient obligés de dire que, évidemment, sur ce plan, il y avait possibilité de s'entendre et que, si cela eût été connu avant, la situation n'aurait pas été la même. Nous, nous avons pris nos positions, parce que, je le répète, l'intérêt supérieur du pays nous commandait et nous dirigeait; parce que, toujours, nous avons associé l'intérêt des travailleurs avec l'intérêt du pays. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, à l'heure où nous sommes, je voudrais vous lire une déclaration qui pourrait constituer la base même de notre action économique, pour le maintien du pouvoir d'achat et qui pourrait polariser autour d'elle, non seulement les travailleurs, mais tous ceux qui, dans notre pays, à l'exclusion des capitalistes et des trafiquants du marché noir, souffrent de la situation présente. Permettez-moi de vous en donner lecture:

*«La Conférence de «Force Ouvrière» se réunit à un moment décisif pour l'avenir du mouvement ouvrier et de la nation tout entière.*

*Par suite de toute une série de fautes commises depuis la Libération, la France est plongée dans un état d'inflation ouverte. Les prix montent de plus en plus rapidement, la hausse a été vertigineuse au cours de ces derniers mois et menace de s'accélérer encore. Le danger d'un effondrement de la monnaie n'est pas écarté et, avec lui, la répétition de l'expérience allemande dont est sorti le mouvement hitlérien.*

*L'exploitation politique condamnable qui est faite de cette situation est rendue possible par la misère des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des retraités, de tous ceux qui ont un revenu fixe et qui voient leur pouvoir d'achat fondre au fur et à mesure que les prix s'élèvent.*

*Jusqu'ici, tous les efforts pour stabiliser ce pouvoir d'achat se sont révélés vains. Dans la course des prix et des salaires qui dure depuis trois ans, les salaires sont constamment distancés par les prix. Ceux qui ne peuvent vendre que leur force de travail sont nécessairement dans un état d'infériorité par rapport à ceux qui disposent des marchandises, lorsque se produit la surenchère des acheteurs par suite d'une mauvaise gestion des affaires publiques.*

*Inflation et misère ouvrière sont synonymes. Misère d'aujourd'hui et misère de demain, car l'inflation compromet non seulement le présent, mais aussi l'avenir de la nation. Elle rend impossible l'indispensable modernisation de nos industries, seule base durable de l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière.*

*Au cours de la crise sociale récente, la classe ouvrière a fait son devoir. En refusant de se laisser entraîner dans une aventure politique, elle a montré qu'elle avait au plus haut degré le sens de ses véritables intérêts et de ses responsabilités envers le pays.*



*Aujourd'hui, au moment où le gouvernement définit son programme, elle est en droit d'exiger que sa voix soit entendue.*

*Elle réclame une lutte sans merci contre l'inflation, la stabilisation de la monnaie et des prix qui doivent être mises au premier plan de l'action gouvernementale. Sans stabilisation du franc, il n'y a ni élévation du niveau de vie, ni modernisation de l'industrie et de l'agriculture, ni possibilité de maintien des institutions républicaines.*

*La lutte contre l'inflation n'est pas de la littérature. Elle comporte un certain nombre de mesures, dont le transfert d'une partie des revenus du capital au bénéfice de la rémunération du travail, mesures dont l'application n'exige que du courage. La situation permet de prendre ces mesures énergiques. L'amélioration de nos importations de charbon permettra à la production industrielle de prendre un nouvel essor et même de dépasser le niveau de 1938.*

*La récolte de blé de 1947 a été mauvaise. Mais le seul moyen de mettre sur le marché les ressources agricoles qui se cachent, de provoquer la liquidation des stocks industriels et de faire sortir l'or et les devises thésaurisés, c'est la stabilisation du franc.*

*La stabilisation du franc exige l'équilibre réel du budget, un équilibre qui ne soit pas démenti par les faits.*

*Elle exige donc la suppression de toutes les dépenses qui ne sont pas indispensables au fonctionnement des services publics, de même que la fin des abus et des gaspillages.*

*Ainsi que le montre le rapport de la commission du bilan, la stabilisation du franc exige que tous les Français, sans exception, contribuent aux frais de l'État, proportionnellement à leurs revenus. Il est inadmissible que la moitié du pays – et la plus fortunée – ne supporte aucune charge et que se perpétue cette iniquité de l'imposition exclusive de ceux qui ont à peine assez pour manger à leur faim.*

*Si la réforme fiscale exige des études préalables, du moins doit-on prendre des mesures provisoires mettant sans délai fin à l'injustice actuelle, sous forme de contributions exceptionnelles imposées aux bénéficiaires de l'inflation.*

*La stabilisation du franc exige également que le gouvernement prenne ses dispositions pour ravitailler, à un prix correspondant au pouvoir d'achat des ouvriers, les grands centres industriels.*

*Elle exige enfin que l'assainissement de la situation financière et monétaire soit poursuivi jusqu'à ce qu'un franc stable, à l'intérieur comme à l'extérieur, permette de nouveau l'épargne et les investissements pour la modernisation de nos industries.*

*La classe ouvrière a trop souffert depuis la guerre pour se laisser payer de mots.*

*Seul un gouvernement décidé à mener une action énergique pour la réalisation de cette œuvre de salut nous trouvera à ses côtés».*

Voilà camarades, la déclaration sur laquelle j'appelle votre attention. En dehors du conflit qui nous

divise à l'intérieur de la C.G.T., nous restons ce que nous avons toujours été: des syndicalistes voulant le bien de la classe ouvrière, voulant l'amélioration de ses conditions d'existence, parce que seule l'élévation du niveau de vie a comme conséquence l'élévation du niveau intellectuel, et seule l'élévation du niveau intellectuel permet d'espérer la libération de l'individu. Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier; les discussions que nous avons, les décisions que nous pouvons prendre ne doivent pas appeler la réaction à croire que nous avons désarmé et le gouvernement à considérer que nous sommes prêts à accepter ses mesures, si ses mesures ne sont pas les mesures drastiques que nous attendons pour révolutionner la situation présente (*applaudissements*).

**Le Président:** Camarades, je vous demande si vous êtes d'accord pour approuver le programme, ou la déclaration que vient de vous lire le camarade Jouhaux.

**Charlot (Alimentation):** Camarades, notre ami Léon Jouhaux a fait un exposé que l'on peut fractionner en deux parties. Dans la première, il nous a mis, les uns et les autres, en face des responsabilités que nous encourrions suivant les décisions dernières qui sortiront de cette assemblée. La deuxième est d'ordre économique.

Nous pensons que, pour cette deuxième partie de son exposé, l'ensemble des militants «*Force Ouvrière*» doivent la faire leur, la partie économique.

En ce qui concerne la position à prendre: ou rester, ou partir, c'est une commission qui siégera ce soir à 9 heures, 81 rue Mademoiselle, qui s'efforcera d'établir une motion, laquelle sera soumise à vos suffrages demain matin.

Je demande donc au président de soumettre à votre approbation la partie économique de l'exposé de notre camarade Jouhaux.

**Léonard (P.T.T.):** Je ne suis pas tout à fait d'accord. Il y a un principe qui doit être fixé préalablement à la réunion de la commission: c'est de savoir si nous faisons ou non la scission. C'est comme cela qu'on doit présenter l'affaire (*applaudissements*).

**Charlot (Alimentation):** Nous voulions vous proposer un certain nombre de noms pour faire partie de ladite commission. À l'énoncé des noms, vous vous rendez compte qu'ils sont très certainement le reflet, en général, de l'esprit moyen qui s'est dégagé de cette assemblée. Nous imaginons donc que cet esprit sera concrétisé dans une résolution qui vous sera soumise demain. Comment voulez-vous que, tout de suite, nous mettions aux voix: scission ou pas scission, départ ou pas départ? Cela nous apparaît un peu le tohu-bohu et nous craignons que quelque chose sorte de là-dedans qui ne soit pas très clair. Aussi, et j'aurais peut-être dû commencer



par-là, nous vous proposons les noms suivants pour faire partie de la commission, à laquelle, vous le permettez je pense, participeront nos camarades du Bureau et du Groupe Central. Les camarades Cochard, Giraud, des instituteurs, que vous avez entendu, Spinetta, des cadres, que vous avez entendu également, Béreaux, du Nord, Babau, que vous avez entendu, Terrène et le camarade Peeters.

**Des délégués:** *Carpentier!*

**Charlot (Alimentation):** Carpentier fait partie du *Groupe Central*. C'est pourquoi ne craignez pas à l'avance que les camarades du *Groupe Central* noient ces camarades que je viens de vous indiquer, qui seraient susceptibles d'être tous «*pas la scission*». Dans le *Groupe Central*, les avis sont assez partagés et je vous assure que vous n'avez rien à craindre. Je rappelle les noms.

**Un délégué:** *Il ne faut pas livrer à un hasard...*

**Charlot (Alimentation):** Rien n'est livré au hasard. Vous avez entendu au moins une vingtaine d'orateurs. Voulez-vous que ces vingt ou vingt-cinq orateurs constituent la commission des résolutions? Non. Il faut donc, dans ce lot d'orateurs, en extraire quelques-uns qui représentent les idées des uns et des autres, car si l'on se pare de la démocratie, il ne faut pas que ce soit à sens unique. Or, nous avons cru, par exemple, devoir vous proposer le nom du camarade Terrène, qui, évidemment, n'est pas pour la scission ou n'a pas semblé l'être au travers de son exposé. Mais voulez-vous exclure les camarades qui, dans cette salle, sont une minorité et ne partagent pas...

**Le même délégué:** *Les proportions de votre choix sont hasardeuses.*

**Charlot (Alimentation):** Je vous rappelle les noms: Cochard, Giraud, Spinetta, Béreaux, Babau, Terrène, Peeters.

**Bothereau (Groupe Central):** Voulez-vous me permettre de dire un mot. J'ai entendu avec un peu d'effarement Léonard vous proposer un plébiscite. Quelle que soit la décision qui sortira d'ici, il faut que cette décision soit motivée, il faut que les termes en soient clairs, il faut que tout soit pesé pour ne donner lieu, demain, à aucune interprétation. Il serait du plus désastreux effet que nous disions, au sortir de cette salle: par oui ou par non, l'assemblée s'est prononcée. Une opinion moyenne, et je dirais même assez largement majoritaire, s'est dégagée des interventions qui ont eu lieu au cours de la journée. Je pense, par conséquent, que le mieux, étant donné que vous êtes souverains et que vous vous prononcerez demain sur les propositions qui vous seront faites, était de laisser le soin, au cours de la nuit

qui s'ouvre, à un certain nombre de camarades, de traduire en forme votre pensée générale. Nous ne pensons pas qu'il soit dans vos intentions d'écarter une commission – et ça n'est, d'ailleurs, pas votre pensée – vos camarades du Bureau confédéral, que vous êtes bien gentils de vouloir couvrir de fleurs et vous l'avez fait, mais sur lesquels, en définitive, pèsent les responsabilités les plus lourdes. Je ne pense pas qu'il soit davantage dans vos intentions de déjuger la conférence précédente qui avait accordé sa confiance à un certain nombre de camarades qu'elle avait constitués en *Groupe Central*.

Mais, pour ne pas laisser à ces seuls camarades le soin de rédiger les textes, nous avons pensé bon de prendre parmi vous un certain nombre d'éléments, non seulement capables de reproduire la pensée qu'ils ont ici exprimée, mais de traduire en clair la pensée générale. Et c'est pourquoi ces propositions vous ont été faites. Je pense que vous êtes certainement d'accord et que vous donnerez toute confiance aux camarades Cochard, Giraud, Spinetta, Béreaux, Babau, Terrène et Peeters, pour constituer la commission qui devra travailler, j'en suis sûr, une large partie de la nuit.

Voilà le sens des propositions que nous vous faisons. Je pense que vous serez d'accord pour les approuver et pour nous retrouver ici demain matin vers 9 heures, 9 heures 30, pour prendre la décision dernière.

**Léwy:** Il n'est nullement question de ne pas faire confiance aux camarades qui viennent d'être désignés, mais enfin, demain, nous allons voter. Beaucoup de camarades de province ne seront pas là. D'autre part, tous les camarades qui sont venus à cette conférence y sont venus avec un mandat impératif. Alors, je pense que l'on pourrait faire ceci: d'abord voter sur le principe, et ensuite, c'est essentiellement démocratique, la commission des résolutions mettrait noir sur blanc le résultat des votes, et alors, à ce moment-là, on pourrait revoter demain sur la forme que la décision de ce soir aurait prise (*applaudissements*).

Je demande qu'on vote sur cette proposition.

**Léonard (P.T.T.):** Il y a quand même une équivoque. Je dis, camarades, que si nous ne voulons pas décevoir cette classe ouvrière, il faut qu'aucune décision ne soit prise dans la moindre équivoque; et il en plane une sur cette assemblée. Des camarades ont été partisans de la scission, mais ils ont dit: nous pourrions peut-être présenter un certain nombre de conditions aux majoritaires et, s'ils refusent ces conditions, nous leur dirons: c'est vous qui êtes les responsables de la scission.

En ce qui me concerne, moi qui n'ai pas eu peur de me battre et qui n'aurai pas peur de me battre demain, je ne marche pas, parce que, comme ils sentent le vent, ils accepteront tout ce que vous voudrez pour empêcher cette scission (*applaudissements*). Je dis

qu'il n'est peut-être plus maintenant nécessaire de faire un vote, mais que les applaudissements que vous venez de manifester indiquent aux camarades de la commission que c'est la scission pour demain que vous voulez. Reste à la présenter dans les meilleurs termes (*applaudissements*).

**Capocci (Employés):** Léonard a répondu à Léwy, mais j'ai l'impression que vous faites ce que vous reprochez aux communistes qui décrètent la grève et qui consultent après (protestations). Mais oui, camarades, écoutez: les camarades que vous avez désignés savent bien ce qu'ils ont à faire demain. On vous a entendus, bon. Alors, vous voulez qu'on dise aujourd'hui: voilà notre décision, pour que la presse s'en empare demain et vos explications viendront après? Je considère que la justification doit venir en même temps que la décision. C'est pourquoi je vous demande de faire confiance à vos camarades.

D'autre part, il y a la déclaration déposée par Jouhaux. J'ai peur que dans les discussions – et pourtant, je vous avais avertis qu'il y a des dangers auxquels il faudra qu'on échappe –, j'ai peur que dans la fièvre de la bataille dans un côté, vous oubliez celle, principale, du syndicalisme. Je vous demande de voter, pour ce soir, la motion économique présentée par Jouhaux. Cela a une importance. Demain, la *Commission administrative* se réunit, demain le gouvernement fera connaître ses décisions, mais nous, nous aurons fait connaître avant eux quelle est notre position sur ce point (*applaudissements*).

**Carpentier (Pas-de-Calais); (brouhaha dans la salle):** Camarades, je vous en prie, j'espère que mes interventions à la première *Conférence nationale*, et encore celle de ce matin m'ont donné, m'ont ouvert un certain crédit de la part des militants de la conférence qui sont ici rassemblés. Tout à l'heure, une proposition vous a été faite, celle de désigner une commission qui, ce soir, avec le *Groupe Central* et avec le *Bureau confédéral*, va avoir à fixer, pour l'avenir, les responsabilités des décisions que vous aurez à sanctionner demain. Si vous nous donnez quelque crédit, aux uns et aux autres sans distinction, je pense que cette solution est une solution de sagesse et qu'il faut envisager, avec tout le sérieux que cette décision porte en elle, les moyens pratiques pour exprimer nos positions. Vous connaissez nos sentiments; ils n'ont pas changé pour un certain nombre d'entre nous et nous sommes convaincus que, demain, les décisions que le *Groupe Central* et la commission auront établies recevront votre entière approbation. C'est pourquoi nous demandons à l'ensemble des militants de la Conférence qui sont ici de nous faire confiance et de nous laisser travailler (*applaudissements*).

**Le Président:** Camarades, vous ne vous êtes pas passionnés jusqu'ici, tâchez de terminer comme il faut.

**Terrène (Basses-Pyrénées):** Il y a quelqu'un d'entre vous qui a parlé de ne pas décevoir la classe

ouvrière. Je pense que ceux qui sont venus ici y sont venus pour prendre leurs responsabilités et qu'aucun ne voudra y échapper. J'ai peut-être eu tort de ne pas vous donner lecture d'un ordre du jour voté à Bayonne et diffusé dans la presse. C'était, en somme, un complément au petit travail que nous commençons à faire dans les Basses-Pyrénées. Je vais vous en donner lecture et, si vous aviez fait cela dans vos divers départements, vous verriez peut-être... (Brouhaha).

**Des délégués:** *Au vote!*

**Terrène (Basses-Pyrénées); (après avoir lu l'ordre du jour):** Voilà l'ordre du jour! Nous voudrions que cela circule dans toutes les fédérations qui avaient décrété la grève générale et adhéré au *Comité National de Grève*.

**Le Président:** Terrène peut donner sa résolution qui sera remise à la commission qui va travailler ce soir.

**Decottignies (Métaux):** On a simplement proposé un vote pour demain. Je voudrais avoir la certitude que tous les camarades qui sont ici seront là, et connaître la proportion de ceux qui sont obligés de partir.

**Le Président:** Les camarades de province qui partent peuvent remettre leur mandat à un camarade qui reste.

**Bothereau (Groupe Central):** Vous êtes d'accord pour consacrer votre vie, toutes vos forces, à la reconstitution d'une organisation nouvelle? si vous êtes d'accord pour cela, commencez par y consacrer votre matinée de demain (*applaudissements*).

**Le Président:** Nous allons passer aux votes. Tout d'abord pour que vous acceptiez les membres de la commission qui vous ont été proposés. Êtes-vous d'accord pour un vote à mains levées? *Oui*.

Dans ces conditions, que les camarades qui acceptent ces propositions veuillent bien le manifester en levant la main.

*Adopté à l'unanimité.*

Maintenant, êtes-vous d'accord avec la déclaration économique que nous a lue notre camarade Jouhaux? *Oui*.

Je la mets aux voix.

*Cette déclaration est adoptée à l'unanimité.*

**Bothereau (Groupe Central):** Une dernière communication, camarades. Pour les membres de la commission et pour ceux du *Groupe Central* qui ne connaîtraient pas le nouveau siège de «*Force Ouvrière*» où nous allons siéger cette nuit, prenez-le en note, c'est 81 rue Mademoiselle, métro Cambronne ou Vaugirard...

**Le Président:** Camarades, la séance est levée, Rendez-vous ici demain matin à 9 heures 30.

## Troisième séance: vendredi 19 décembre 1947 (matin)

-----

Président: **Babau** (Bouches-du-Rhône).

Assesseurs: **Laurens** (Métaux, région parisienne),  
**Menghi** (Arsenaux, Toulon).

**Le Président:** Camarades, je déclare la séance ouverte. La commission, désignée hier, a siégé une partie de la nuit. Elle a mis au point la motion qui va vous être soumise et au sujet de laquelle je vais immédiatement passer la parole à Spinetta, qui est rapporteur de la commission.

**Spinetta** (Ingénieurs des Mines): Camarades, votre commission des résolutions s'est réunie et a travaillé conformément au mandat que vous lui aviez donné. Un unique texte de résolution est sorti de ses délibérations et je vais simplement vous lire ce texte sur lequel vous devrez vous prononcer:

*«La Conférence nationale «Force Ouvrière» réunie les 18 et 19 décembre 1947 à Paris,*

*Confirmant son précédent manifeste des 8 et 9 novembre, renouvelle son attachement à l'indépendance du mouvement syndical à l'égard de tous les partis politiques et de tous les gouvernements quels qu'ils soient, ainsi que son souci d'une véritable démocratie à tous les échelons de la Centrale syndicale.*

*Constate que son appel en vue de maintenir l'unité ouvrière n'a pas été entendu par la majorité qui a violé elle-même ses propres décisions du Comité confédéral des 12 et 13 novembre.*

*Ces décisions prévoyaient en effet la consultation jusqu'au 15 décembre des travailleurs organisés et inorganisés sur les moyens d'action à adopter pour faire aboutir les revendications posées, le C.C.N. du 19 décembre devant seul prendre les mesures conformes à l'opinion des travailleurs démocratiquement consultés.*

*Les ordres de grève, lancés immédiatement après le C.C.N. par certains syndicats, fédérations ou unions départementales, l'ont été dans le mépris le plus total de la démocratie syndicale, et souvent contre la volonté de la majorité des travailleurs.*

*En conséquence,*

*La Conférence approuve pleinement l'action de la minorité du Bureau confédéral agissant en plein accord avec le Groupe Central «Force Ouvrière» et les démarches effectuées pour obtenir une solution conforme aux véritables intérêts des travailleurs et mettre ainsi fin à des conflits préjudiciables au redressement économique du pays.*

*Elle fait siennes les différentes déclarations du Groupe Central F.O. qui ont permis, à un moment décisif, de redonner confiance à de nombreux salariés.*

*La Conférence rejette les accusations calomnieuses lancées par les dirigeants majoritaires de la C.G.T. contre les militants se réclamant de «Force Ouvrière».*

*Elle constate au contraire que, malgré le solennel avertissement adressé au C.C.N. par la minorité, la majorité confédérale, pour des fins étrangères au syndicalisme, n'a pas hésité à lancer la classe ouvrière dans une aventure qui ne pouvait que rompre l'unité syndicale.*

*La Conférence s'incline devant les manifestants tués au cours des récentes grèves.*

*Mais elle dénonce et condamne les sévices et les actes de violence graves commis envers des ouvriers qui, usant de leur droit le plus strict de travailleurs, s'étaient prononcés contre la grève politique.*

*De telles exactions risquant de déshonorer le mouvement syndical si elles étaient passées sous silence, la Conférence portera devant l'opinion publique le dossier qu'elle a constitué sur ces faits.*

*Elle salue la combativité et le courage des travailleurs qui, même trompés par certains de leurs chefs, se sont admirablement comportés dans une bataille malencontreusement engagée.*

*Consciente de la valeur qui s'attache à l'unité syndicale, mais constatant que cette unité est d'ores et déjà brisée par des départs massifs dus à la politique pratiquée par les éléments majoritaires.*

*Constatant également que les militants minoritaires du Bureau confédéral risquent dès maintenant de n'être plus que des otages au sein de l'organisation,*

*La Conférence considère que la véritable Confédération Générale des Travailleurs continue en dehors de l'organisation existante qui n'a plus de la C.G.T. que le nom, puisqu'elle a violé délibérément ses propres statuts et bafoué les véritables principes du syndicalisme traditionnel.*

*Tirant les conséquences logiques de cette situation qu'elle n'a pas voulue et qu'elle a tout fait pour éviter, la Conférence «Force Ouvrière»:*

*- demande à tous ses militants responsables de constituer sans délai l'organisation sur le plan des syndicats, des unions départementales et des fédérations, afin de préparer dès que possible un congrès constitutif de la véritable centrale confédérée de tous les travailleurs;*

*- demande à ses camarades du Bureau confédéral de démissionner de leurs postes;*

*- charge le Groupe Central «Force Ouvrière» d'assurer provisoirement la direction du mouvement et de prendre tous les contacts nécessaires en vue de réaliser le rassemblement le plus large.*

*L'organisation «Force Ouvrière» affirme sa volonté de conserver à son compte, pour le faire triompher et appliquer intégralement, le programme constructif*



qui fut celui de la vieille Confédération Générale du Travail dont elle se déclare la véritable continuateur.

L'organisation «Force Ouvrière» affirme son inébranlable hostilité à toute instauration de pouvoir personnel; par sa puissance et ses réalisations, elle saura faire échec à toute tentative de cet ordre.

Consciente des dangers qui menacent la paix internationale, l'organisation «Force Ouvrière» exprime son opposition à la politique de blocs antagonistes dont la France constitue l'un des enjeux; elle estime que tout doit être mis en œuvre pour opérer un rapprochement économique entre toutes les nations, condition indispensable à la paix mondiale.

L'organisation «Force Ouvrière» lance solennellement un appel à tous les travailleurs de France et d'outre-mer pour adhérer au mouvement et réaliser ainsi l'unité véritable et féconde de tous les ouvriers, employés, agents de maîtrise, techniciens, fonctionnaires, agents des services publics, ingénieurs et cadres, travailleurs agricoles, dans une grande et puissante confédération syndicale qui sera la véritable Confédération Générale du Travail déterminant elle-même, et elle seule, son action, librement et démocratiquement, sur les plans revendicatif et gestionnaire, pour l'émancipation totale des travailleurs.

En libérant le mouvement syndical français de toute emprise politique, l'organisation «Force Ouvrière», fidèle à l'idéal de fraternité humaine, salue tous les travailleurs du monde qui luttent également pour leur affranchissement» (applaudissements prolongés).

**Le Président:** Y a-t-il des camarades qui désirent prendre la parole sur la motion qui vient d'être lue?

**Ouradou (Cheminots):** Simplement pour un additif: à l'appel que vous adressez aux travailleurs français, vous devriez ajouter les travailleurs agricoles.

**Le Président:** Y a-t-il d'autres camarades qui demandent la parole?

**Neumeyer (Groupe Central):** Dans l'énumération, il faut intercaler «travailleurs agricoles».

**Léonard (P.T.T.):** Est-ce que les camarades vont siéger à la Commission administrative cet après-midi?

**Bothereau (Groupe Central):** Attendez que le texte soit voté.

**Charles Benard:** Mes camarades me demandent de poser cette question: quel sera le titre de la nouvelle centrale syndicale, afin que nous puissions le dire?

**Le Président:** Camarades, je suppose que vous êtes des militants assez avertis. Nous allons, tout à

l'heure, voter sur cette motion et, comme je le disais, nous en tirerons les conséquences. Vont se poser toute une série de problèmes d'ordre pratique, d'organisation, de statuts. Nous les réglerons après, mais je vous en prie, ce texte constitue d'abord une position générale et c'est ce qu'il importe de déterminer. Je demande aux camarades de parler sur le texte de la motion.

**Des délégués: Aux voix!**

**Theillet (Haute-Marne):** Camarades, je ne suis pas intervenu hier au cours du débat. J'ai présidé votre séance de la matinée d'hier. Je suis un fonctionnaire syndical. Je suis un de ceux qui se sont battus et qui ont réussi à conserver à la C.G.T. une de ses unions départementales, peut-être une petite organisation, c'est vrai, mais il a fallu se battre aussi durement dans les petites organisations que dans les grandes. Nous avons connu les mêmes difficultés et je viens apporter à cette tribune le point de vue d'un certain nombre de nos camarades qui sont dans la même situation. Je l'ai dit, je me suis battu, et nous nous sommes battus pour obtenir et maintenir, au sein de notre organisation, la discipline et la démocratie indispensables. Nous avons réussi dans une certaine mesure. Et, en ce qui nous concerne, et en ce qui me concerne personnellement, je dois venir déclarer ici que dans mon U.D., et quelques camarades sont comme moi aussi, il n'est pas possible d'envisager cette scission aussi brutalement qu'on envisage de la faire aujourd'hui (mouvements dans la salle). J'espère qu'on va me laisser, dans notre assemblée, exprimer le point de vue de ces camarades qui se sont battus.

Camarades, nous considérons, quant à nous, que la position que nous adoptons aujourd'hui est une grave décision, et je pense qu'il eût été possible, dans le sens de ce que notre camarade Jouhaux a présenté hier, d'obtenir une amélioration sensible des rapports qui existaient au sein de l'organisation existante, de la vieille C.G.T., sans briser immédiatement les ponts et sans risquer d'être représentés comme les briseurs de l'unité ouvrière. Je suis un des partisans, et un partisan fervent, de cette unité ouvrière, parce que je sais trop les difficultés que nous allons rencontrer demain quand nous allons devoir nous battre contre un nouveau bloc pour la défense de la classe ouvrière. Nous avons déjà des adversaires, vous les connaissez: la C.F.T.C.; demain, nous allons avoir à lutter contre un nouveau bloc qui sera le bloc communiste. Je sais que nous venons de démontrer que ce bloc n'avait peut-être pas toute l'importance qu'il prétend lui-même avoir, mais nous pouvons considérer que les gens de ce bloc ayant un certain dynamisme, il faudra peut-être avoir nous-mêmes un dynamisme supplémentaire pour agir contre les camarades représentant cette tendance. Or, ceci ne nous fait pas peur quant à nous, mais nous nous demandons, et pouvons nous



permettre de nous le demander, si cette assemblée – je ne fais d'injure à personne – qui groupe un certain nombre de camarades jeunes militants, s'ils ne vont pas se trouver demain devant cette situation: l'enthousiasme peut-être au départ et, de retour dans leurs départements, s'ils ne vont pas avoir des rancœurs et s'ils n'abandonneront pas un mouvement qu'aujourd'hui ils pensent pouvoir réaliser, parce qu'ils y rencontreront de grandes difficultés.

Voilà le problème de conscience que nous nous posons. Je l'ai dit au début de mon exposé, je suis fonctionnaire syndical, mais n'ai nullement l'intention de conserver mon poste s'il était nécessaire de faire autrement. Je me demande même si, rentrant dans mon organisation, je ne vais pas déposer sur le bureau de ma C.A., où j'ai la confiance presque unanime, pour ne pas dire unanime, ma démission de secrétaire de l'union départementale.

Voilà, camarades, la situation dans laquelle nous nous trouvons. Je regrette de devoir le dire à cette tribune. Nous nous sommes battus dans des conditions difficiles, nous avons réussi à maintenir nos organisations et, demain, comment allons-nous nous présenter devant nos camarades qui nous ont fait confiance, de toutes tendances, à cause du travail que nous avons réalisé dans nos U.D., alors que nous avons prêché et continuons à prêcher l'unité dans nos organisations?

Voilà ce qu'il était nécessaire de dire à cette tribune et je voudrais demander que le bureau de cette assemblée demande aux trente-huit, au dernier carré des minoritaires de la C.G.T., de se prononcer par appel nominal sur la résolution qui est présentée. Si, sur l'ensemble, sur la première partie en particulier, de cette résolution, je suis d'accord personnellement, à partir du moment où l'on nous invite à quitter l'organisation à laquelle nous sommes attachés, parce que nous avons combattu en son sein, et ferme, je ne suis plus d'accord, personnellement, et je suis venu le déclarer à cette tribune, camarades.

**Favier (Ain):** Camarades...

**Des délégués:** *On ne va pas recommencer la discussion!*

**Favier (Ain):** On ne recommence pas, non. Un secrétaire d'U.D. majoritaire vient d'exposer un point de vue. Je suis aussi un de ces secrétaires de ces quatorze U.D. et je veux apporter un point de vue différent. Je suis le responsable de «*Force Ouvrière*» et secrétaire-adjoint de l'U.D.; le secrétaire général, qui était ici avec moi hier, dès qu'il a vu quelle serait la décision, a pris le train et est allé à l'U.D. pour défendre le matériel et la voiture et garder l'organisation (*applaudissements*). Nous avons la majorité de l'U.D.. Nous avons les deux tiers des mandats depuis l'unité jusqu'à maintenant; nous les conserverons envers et contre tout. Nous avons fait un groupe «*Force Ouvrière*» départemental et des

groupes locaux, car nous luttons sur les deux plans. Et maintenant que les événements nous donnent raison, ce n'est pas le moment de démissionner (*applaudissements*).

**Theillet (Haute-Marne):** Il n'est pas dans mon esprit que nous risquons de perdre l'union départementale, parce que nous aurions pris cette position. C'est un cas de conscience qui se pose pour nous. Je considère que j'aurai des difficultés à me présenter devant nos propres camarades, quand nous allons leur présenter la scission qu'ils ne veulent pas. Quant à conserver l'U.D., nous sommes sûrs de la conserver.

**Lavergne (Instituteurs):** Camarades, il ne m'a pas été possible d'assister, hier, à vos discussions et, par là-même, d'avoir une opinion personnelle de ces débats. Néanmoins, je viens d'entendre la motion qui vous est proposée. Je dois vous dire tout de suite avec netteté qu'il ne m'est pas possible, en responsable de la *Fédération de l'Éducation Nationale*, d'accepter la scission. Pourquoi? J'ai reçu le mandat, et je l'ai défendu dans tous les organismes auxquels participe la *Fédération de l'Éducation Nationale*, le mandat de travailler au rassemblement de toutes les forces ouvrières et démocratiques pour la défense de l'école publique. J'attire votre attention sur ce point. Nous compromettrions cette défense de l'école publique si nous poussions nous-mêmes à la formation de deux fédérations de l'Éducation Nationale et à la formation de deux syndicats départementaux dans chaque département pour le groupe *Enseignement*.

Il ne s'agit pas là d'arguties. Il y a, pour nous, une nécessité. Nous ne pouvons pas accepter de laisser la défense de l'école publique entre les mains d'un parti, d'une tendance ou d'un groupement syndical. Quel que soit l'effet peu heureux que je peux procurer à cette tribune, je suis obligé de maintenir cette position. J'ai été mandaté pour constituer un cartel d'action laïque et, dans ce cartel, figurent les forces qui s'opposent actuellement. Prendre position pour l'une de ces forces, je le répète, ce serait, pour nous, compromettre la défense de l'école publique. Naturellement, nous discuterons, à notre Fédération, des positions prises par les uns et par les autres. Mais, actuellement, il ne m'est possible que d'apporter un vote et un seul, c'est de voter contre la scission syndicale.

**Un délégué:** *Par qui êtes-vous mandaté?*

**Lavergne (Instituteurs):** Par le congrès et mes conseils nationaux unanimes.

**Flament (Pas-de-Calais):** Je suis secrétaire de l'U.D. et je m'étais attaché, à la première conférence, à défendre cette unité qui nous est si chère; les événements qui ont été développés hier, en particulier

par les Mineurs, à cette tribune, vous l'ont répété. Or, il existe ceci: c'est qu'avant-hier, j'ai constaté que les travailleurs de la Vallée de l'Aa, dans le Papier-carton, les neuf syndicats partent avec armes et bagages à «*Force Ouvrière*». J'ai contacté le secrétaire de l'union locale de Marquise, celle de Calais, tous nos camarades reviennent vers nous. Les Mineurs ne veulent plus se laisser matraquer, les Métaux d'Isbergues, forts de 2.300 adhérents, reviennent vers nous; ils ne veulent plus revoir ce spectacle de Gaston Bocquel et Lambin, militants communistes, descendre avec cinquante voyous dans le Pas-de-Calais, et les mineurs présents ici tiendront cette position que je vous annonce: la rupture totale et complète avec des voyous et avec des bandits (*applaudissements*).

**Le Président:** Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je voudrais me permettre un conseil. J'ai le sentiment que certains camarades sont en train de rouvrir ici la discussion générale que nous avons eue hier. Tel n'est pas le but de notre réunion d'aujourd'hui. Vous aviez nommé une commission qui était composée, je le rappelle, de camarades représentant les diverses opinions. Cette commission vous a présenté une motion. Je pense qu'à l'heure présente, c'est sur les termes de cette motion qu'il s'agit de discuter. Lorsque les camarades auront donné leur avis sur les termes de cette motion, le rapporteur répondra et nous passerons au vote. En conséquence, ne rouvrons pas un débat qui nous a permis, aux uns et aux autres, d'être complètement édifiés (*applaudissements*).

**Trespau (Allier):** Chers camarades, après avoir entendu la lecture de la motion présentée par la commission des résolutions, je pensais que l'unanimité se serait faite parmi nous. Voyez-vous, il ne s'agit pas maintenant aujourd'hui, à l'heure actuelle, de se dérober. Je sais qu'il existe peut-être des situations spéciales, particulières, dans les U.D. où nos camarades sont majoritaires, mais je pense que s'ils sont majoritaires, ils ont depuis toujours fait triompher l'idée «*Force Ouvrière*». Et, par conséquent, ils n'ont pas besoin de demander la scission pure et simple, mais seulement le ralliement total de tous les camarades syndiqués à la tendance F.O. (*applaudissements*).

J'ai écouté tout à l'heure le camarade Lavergne, des Instituteurs, et voyez-vous, en ce qui concerne l'école laïque, eh bien, ce n'est pas compromettre l'existence de cette école que les décisions que nous allons prendre aujourd'hui. Voyez-vous, les meilleurs défenseurs de l'école laïque, sein du cartel d'action laïque, dont je fais partie dans mon département, ce ne sont certainement pas les camarades communistes, mais bien les camarades de la tendance F.O., car, tout de même, nous savons tous comment les camarades communistes défendent la liberté de l'enseignement. Alors, je crois,

au contraire, que la nouvelle organisation syndicale sera le meilleur défenseur de l'école laïque. Je demande à tous les camarades de bien vouloir réfléchir à ces problèmes et de ne pas se dérober si, aujourd'hui, nous prenons une décision grave dont je mesure personnellement l'importance, en tant que membre de l'U.D. de l'Allier. Voyez-vous, il faut être combatif plus que jamais; il faut se rallier à la majorité des camarades qui, toute la journée d'hier, nous ont expliqué les raisons justifiées de cette décision et je crois que, majoritaires dans certaines U.D., ou minoritaires dans d'autres, nous devons aujourd'hui nous rejoindre tous sur le même plan, sur le plan énoncé tout à l'heure par notre résolution (*applaudissements*).

**Darras (Zone côtière du Nord et du Pas-de-Calais):** Je n'ai qu'un seul mot à dire pour répondre à Lavergne, qui a beaucoup trop de regrets; l'organisation qui naît aujourd'hui est la vraie fille légitime de celle d'hier, et il y a, ici, trop de désaveux de paternité.

**Micheneau (Livre):** Camarades, au nom de la *Fédération du Livre*, je dois vous indiquer que nous ne voterons pas la résolution présentée. Je vais vous en donner les raisons, je les ai, d'ailleurs, expliquées hier. Notre comité fédéral se réunira dimanche matin, il aura à prendre position. Mais cette position, dans une fédération où les communistes n'existent pas, ce n'est pas eux qui nous feront changer notre position. Il faut que nous demandions à la base ce qu'elle a dans le ventre. Par conséquent, nous consulterons nos sections, nos 278 sections, soit par un référendum, soit par un congrès extraordinaire. Mais, pour aujourd'hui, nous ne pouvons pas voter cette résolution.

**Peeters (Meurthe-et-Moselle):** Camarades, je voudrais présenter ici rapidement deux observations sur les interventions faites au sujet de la motion. La première est celle-ci: nous ne pouvons accepter les réserves faites par notre ami Theillet, car nous pensons fort bien que, partout où nous sommes majoritaires, il n'y a pas de question, nous devons rester en place, nous devons conserver locaux, matériel et moyens disponibles. Pour Lavergne, je voudrais lui dire que si nous voulons que l'école publique vive, celle-ci ne peut vivre et se développer que dans la démocratie, que dans le respect, justement, des libertés. Et vous sentez fort bien que l'acte que nous sommes amenés à accomplir aujourd'hui, ce n'est pas notre volonté de militants qui s'exprime, mais c'est la masse qui est derrière nous qui a gagné la bataille, et nous ne pouvons désertier le combat. Si, demain, il y avait cette colonisation du pays, colonisation totale, je me retourne alors vers Lavergne et je lui demande ce qu'il adviendrait des principes de l'école publique. Et, il faut le dire, je le dis nettement, comme il l'a dit sans acrimonie ici: est-ce que,

dans cette phalange, on a bien compris la nécessité du geste qui, paraît-il, a été accompli parce qu'indispensable à un moment où, peut-être, l'enseignement, ceux qui ont à charge d'éduquer les générations françaises se sont mêlés à une action qui a été déconsidérée par le pays? (*applaudissements*).

**Lavergne (Instituteurs):** Je suis obligé de demander à répondre à Peeters.

**Barrère (Collèges modernes):** Camarades, au nom des collèges modernes, je viens déclarer, malgré Lavergne, que nous voterons de tout cœur, en pleine conscience, la motion qui nous est présentée ce matin (*applaudissements*).

Nous avons, nous, constitué, dans les Collèges modernes de la région parisienne, des groupes actifs de «*Force ouvrière*» et nous nous sommes mandatés, mandatés pour «*Force Ouvrière*», pour défendre la liberté et la République et, partant, la laïcité, la vraie laïcité. Les cartels d'action laïque sont de véritables machines de guerre du parti communiste. Nous n'oublions pas que les communistes, toutes les fois qu'ils l'a fallu pour défendre leur position parlementaire, ont tendu la main aux catholiques et sont prêts à le faire à nouveau, à tendre la main à n'importe qui et à saboter l'école laïque quand il le faudra et défendre la politique de Moscou. Je ne veux pas être long, je crois qu'il faut bientôt voter cette motion. Dans les Collèges modernes, nous avons réfléchi, notre siège est fait: nous votons la motion, parce que l'heure de la République, de la démocratie syndicale et laïque a sonné en France et que nous devons donner l'exemple au monde de la défense de la démocratie et nous souhaitons que notre exemple soit suivi dans d'autres pays; il y a d'autres pays qui n'attendent que notre exemple pour faire le même mouvement que le nôtre (*applaudissements*).

**Capocci (Employés):** Camarades, je ne veux pas entrer dans le fond, ni pour ni contre, mais je voudrais dire qu'il apparaît ici une certaine confusion. Tout à l'heure, quand le délégué «*Force Ouvrière*», délégué fédéral des Employés votera, il ne votera pas au nom de la *Fédération des Employés*, qui n'a pas été consultée, qui ne peut pas voter – nous ne représentons pas notre organisation elle-même, nous représentons ici les groupes F.O. de nos organisations (*applaudissements*). Et c'est en tant que tels que nous aurons à voter et, tout à l'heure, quand le délégué des Employés votera, il ne votera pas, je le répète, au nom de la *Fédération des Employés*, mais au nom du groupe «*Force Ouvrière*» des *Employés* (*applaudissements*).

**Lavergne (Instituteurs):** Camarades, je ne pensais pas provoquer de semblables réactions, et surtout celle de Peeters. Si j'interviens, c'est parce que je ne peux pas accepter qu'aucun camarade ici puisse

soutenir que la grève de l'enseignement a été une grève politique; elle a été une grève exclusivement professionnelle, elle a été déterminée... (*brouhaha et protestations dans la salle*). Peeters m'a demandé des renseignements, il fallait que je les lui donne. Notre grève a été faite exclusivement pour des questions de reclassement et de coefficients de la fonction publique.

Pour la position que je viens d'affirmer, je suis d'accord avec Capocci, mais il comprendra très bien, après que certains camarades se soient étonnés que je n'étais pas là hier, car je n'ai pas l'habitude de ne pas prendre mes responsabilités, que je vienne ce matin les prendre. Quelle que soit la décision de «*Force Ouvrière*», il est certain qu'elle aura sa répercussion dans toutes les fédérations et nous verrons, à ce moment-là, ce que nous aurons à faire. Nous aussi, nous aurons à réunir nos organismes nationaux, congrès ou conseils nationaux et, là, nous prendrons, devant les enseignants, nos responsabilités. Mais, aujourd'hui, je ne peux avoir d'autre position que celle que je viens de vous indiquer.

**Des délégués: Abstention!**

**Patoux (Maine-et-Loire):** Camarades, comme responsable d'U.D. majoritaire, j'ai les mêmes réactions que certains de nos camarades qui ont été exprimées en partie par Theillet, mais, dans un esprit d'unité et en tant que militant de «*Force Ouvrière*», je voterai pour la résolution (*applaudissements*).

**Le Président:** Nous allons maintenant passer au vote. Mais avant, je donne la parole au rapporteur pour répondre.

**Spinetta (Ingénieurs des Mines):** Camarades, mes réponses seront très brèves, étant donné que ce que je voulais essentiellement dire, Capocci l'a dit avant moi, c'est-à-dire que les camarades ne se prononcent pas ici au nom de leur fédération ou de leur organisation syndicale, mais comme militants de tendance et comme responsables de tendance, et qui devront ensuite suivre avec discipline les décisions prises par cette Conférence. Un point, c'est tout, et ceci dit pour qu'il n'y ait aucun malentendu là-dessus.

Je voudrais dire à Ouradou, qui demande qu'on ajoute «*travailleurs agricoles*», que la résolution concerne tous les travailleurs. Dans l'énumération de tous les intéressés, ajouter «*travailleurs agricoles*», je considère que nous pouvons le faire et donner ainsi satisfaction à Ouradou.

Je crois qu'il n'y a plus, maintenant, qu'à voter et, ensuite, il n'y aura plus qu'à travailler.

**Bouzanquet (Groupe Central):** Camarades, de la décision grave, et grosse de conséquences, que vous allez prendre, notre attitude se détermine

nettement. Il est évident que les membres du Bureau, si une très forte majorité se prononce pour le vote de cette motion, n'auront qu'un geste à faire: c'est, en sortant d'ici, de donner leur démission de membres de la C.A. (*applaudissements*). Pour nous, la situation est très simple et il est dans la tradition syndicale que les camarades, que la confiance des syndiqués a placés à des postes de responsabilité, remettent leur mandat entre les mains des camarades quand les circonstances les y amènent. Pour un certain nombre de camarades de fédérations ou d'U.D., la question peut se poser ici. Je voudrais dire à Lavergne que, pour lui, ce cas de conscience ne peut pas se poser, de même que pour les autres camarades, dans le même sens. Personne, ici, ne représente ni une fédération, ni une union départementale. Ce sont des représentants de groupes de «*Force Ouvrière*» qui se déterminent et qui, demain, devant la décision prise, auront pour devoir essentiel de faire que le plus vaste rassemblement s'effectue dans ces nouveaux groupements «*Force Ouvrière*» qui constitueront, dans un avenir très rapproché, je l'espère, la nouvelle Centrale.

Pour donner au vote de cette motion le caractère solennel qu'il doit avoir, je demande aux camarades qui ont pris la parole pour se dresser contre, excipant de leur qualité de dirigeants syndicalistes, je leur demande, s'ils ne sont pas mandatés par des groupes «*Force Ouvrière*», de s'abstenir. Il faut que se détermine une forte majorité qui soit l'expression des groupes «*Force Ouvrière*» (*applaudissements*).

**Le Président:** L'explication donnée par Bouzanquet me dispense de donner des précisions nouvelles.

Je mets aux voix la résolution. Nous allons voter par appel nominal, et je donne la parole au camarade Veillon pour procéder à cet appel.

**Veillon (Groupe Central):** Camarades, nous allons procéder à l'appel par groupe départemental.

**Lacoste (Hautes-Pyrénées):** Camarades, mandaté pour information par le mouvement «*Force Ouvrière*» des Hautes-Pyrénées, je vote contre la scission immédiate. Je vous promets d'agir auprès des camarades syndicalistes F.O. du département et j'espère que nous serons représentés au congrès de formation de la nouvelle centrale syndicale (*applaudissements*).

**Un délégué:** Il y a ici deux délégués de la Loire. Cadéo, qui est le représentant du groupe départemental de la Loire, m'a donné mandat pour l'abstention. Maintenant, je ne sais lequel des deux est plus qualifié pour voter. Je demande au président si notre contestation est justifiée.

**Veillon (Groupe Central):** Sans doute avez-vous constitué votre groupe.

**Le même délégué:** Il s'agit de savoir qui est le responsable des groupes «*Force Ouvrière*» de la Loire. Si c'est Cadéo, je pense qu'il faut s'abstenir, c'est lui qui m'a donné mandat.

**Le Président:** Nous allons enregistrer les deux votes et laisser le soin au *Groupe Central* d'en décider après l'examen du dossier.

**Veillon (Groupe Central):** Voilà la liste des groupes départementaux, le vote est par conséquent terminé.

**Bothereau (Groupe Central):** Camarades, je veux donner sur ce vote une opinion. Lorsque s'est réunie la précédente conférence «*Force Ouvrière*», nous avons consulté à la fois et les unions départementales et les fédérations, je veux dire à la fois les groupes départementaux et fédéraux. Nous ne sommes pas ici en congrès. Nous sommes ici, nous l'avons dit la dernière fois et je pense que cela reste valable, dans une sorte de C.C.N. Je comprends fort bien la difficulté qu'il y a pour les camarades des groupes professionnels à se prononcer. Néanmoins, si nos camarades, dans une fédération donnée, sont majoritaires, ils peuvent se considérer comme le groupe «*Force Ouvrière*» de cette fédération et, s'ils sont minoritaires, se considérer comme le groupe «*Force Ouvrière*» de cette fédération. Pourquoi dis-je cela? Parce que c'est tout l'avenir du mouvement syndical qui est engagé et il faut que nous sachions très exactement nous-mêmes, membres minoritaires du Bureau, par qui nous sommes mandatés. Il faut que nous sachions si nous pouvons compter telle ou telle U.D. et quel est le nombre de ces U.D., telle ou telle fédération et quel est le nombre de ces fédérations. Et je pense qu'on agirait sagement en demandant l'opinion des camarades des groupes professionnels, comme je viens de l'indiquer (*applaudissements*).

**Le Président:** Je pense que la conférence partage le sentiment de Bothereau. C'est très important, et je vais demander à Veillon de faire l'appel des groupes professionnels afin qu'ils expriment leur avis.

**Veillon (Groupe Central):** Je vais donc faire l'appel des groupes professionnels.  
(*Brouhaha à l'appel de la Fédération du Livre.*)

**Micheneau (Livre):** Je suis assez étonné des observations qu'on me fait.

**Bandieri:** Il n'est pas possible que la Fédération, après examen de la situation, revienne sur la décision prise; d'autre part, la *Fédération du Livre* prendra une décision définitive lorsqu'elle aura consulté tous les fédérés.

**Veillon (Groupe Central):** Nous enregistrons: «contre».



**Services publics:** Il n'y a pas de groupe fédéral de constitué.

**Veillon (Groupe Central):** Voici le résultat! Groupes fédéraux: 15 pour, 1 contre, 2 abstentions. Groupes départementaux: 37 pour, 4 contre, 12 abstentions et un vote réservé pour le groupe de la Loire (*applaudissements*).

**Charlot (Alimentation):** Camarades, on vient de vous donner communication du résultat des votes. Vous voyez par celui-ci qu'il y a un énorme travail à entreprendre immédiatement. Quels que soient les sentiments personnels qui animent les uns et les autres sur la décision finale, il faut que, maintenant, cette opération réussisse. Il faut que toutes les énergies, qui sont rassemblées dans cette salle et qui sont à l'extérieur de celle-ci, se tendent vers un but, un seul but: c'est de faire la preuve que les camarades qui étaient convaincus de la nécessité de cette séparation avaient raison, ceci non pas pour faire la preuve de la raison de cela, mais surtout pour que tous les travailleurs qui avaient mis leur confiance dans «*Force Ouvrière*» ne soient pas déçus demain. Il s'agit donc pour vous, dès que vous serez dans vos départements, de constituer le groupement provisoire, le bureau provisoire de l'U.D., de faire immédiatement le recensement des adhésions à «*Force Ouvrière*» par branche d'industrie. Nous insistons particulièrement auprès de vous, connaissant la négligence de trop de nos camarades. Sur la base parisienne, nous allons nous efforcer de constituer des bureaux provisoires fédéraux, à seule fin que nous puissions immédiatement transmettre à ceux qui les demandent les renseignements d'ordre professionnel.

Enfin, il y a la diffusion du journal. Celle-ci doit immédiatement se trouver multipliée, pour le moins. Il faut que, partout, nous ayons des camarades particulièrement chargés de la diffusion de la presse. N'oubliez pas, les uns et les autres, qu'il va y avoir une avalanche de journaux, de tracts, de petits canards d'usine polycopiés qui sortiront de la maison d'en face pour essayer de démolir nos efforts, pour essayer de nous rendre suspects aux yeux de la classe ouvrière. Il va falloir réagir contre cela. Il nous faut, par conséquent, des camarades qui diffuseront «*Force Ouvrière*», des correspondants d'usine, des camarades qui diffuseront au sein des usines les journaux polycopiés de la publication desquels nous nous chargerons. Il faut faire ce travail pratique qui, peut-être, à certains d'entre vous apparaît comme des petites mesquineries. Qu'est-ce que c'est que ça, un bulletin d'usine! N'oubliez pas que les gens du parti communiste ont été très forts dans ce domaine et qu'ils sont arrivés, avec ces moyens, à avoir l'influence morale qu'ils ont eue jusqu'à ces jours derniers sur la classe ouvrière. Il faudra employer les mêmes moyens (*applaudissements*). Et il faudra, si c'est possible, en utiliser d'autres; il faut

faire preuve d'initiative partout, il ne faudra pas s'enfermer dans les routines, il faudra cesser avec celles-ci. Vous avez pris d'énormes responsabilités. Vous avez un but: c'est de prouver que vous aviez raison. Mais cela ne se fera pas en restant seulement les pieds dans ses pantoufles et à se chauffer devant la cheminée. J'insiste particulièrement, nous insistons auprès de vous, pour qu'on rompe avec une espèce de petit train-train que nous percevons quelquefois dans le comportement de nos camarades. Il faudra redevenir des gens dynamiques. Et aussi, il va falloir découvrir les éléments nouveaux, jeunes d'âge ou jeunes d'esprit, susceptibles d'être les responsables de ces nouveaux syndicats qui, espérons-le, vont éclore par milliers demain dans toutes les professions. Il faudra aussi, contrairement à ce qui est pour beaucoup dans les directions syndicales actuelles, que ce soit des militants avec une éducation syndicale, avec un bagage syndical. Il faut que nous soyons, il faut qu'ils soient, comme nous-mêmes, animés de la foi syndicaliste. Sans foi, mes camarades, il n'y a pas possibilité de vaincre, Jouhaux l'a dit justement hier. Si nous parvenons à donner cette foi à des milliers et à des milliers de militants, demain vous serez la nouvelle C.G.T., la plus puissante de ce pays, capable sans doute de faire front aux menaces, qu'elles viennent de la gauche ou qu'elles viennent de la droite (*applaudissements*).

**Le Président:** J'ai deux communications à faire. Les Cheminots sont priés de se réunir ici à la fin de la séance. D'autre part, on demande Grente, de l'U.D. de l'Eure.

Camarades, nous arrivons au terme de nos travaux.

**Tessier (Gard):** Ne serait-il pas possible d'emporter ce soir quelques résolutions?

**Le Président:** Il est évident que l'observation de Tessier est justifiée. Le *Groupe Central* vous indique que vous pourrez passer cet après-midi, à partir de 3 heures, au siège de «*Force Ouvrière*», 81 rue Mademoiselle, où l'on vous remettra les résolutions qui auront été polycopiées.

Camarades, pour les délégués qui n'ont pas encore été remboursés de leurs frais, ils trouveront à la porte un camarade trésorier qui remettra à chacun la somme qui lui revient.

Camarades, je disais tout à l'heure que nous arrivons au terme de nos travaux. On a dit hier qu'on attendait avec impatience les décisions de la *Conférence «Force Ouvrière»*. Ce dont je me félicite, c'est, en tout premier lieu, de la tenue, de la haute tenue de nos débats. C'est aussi l'esprit fraternel qui règne ici et qui nous rappelle l'esprit de la vieille C.G.T., à laquelle nous avons été et restons si attachés. Il est évident que la décision que nous venons de prendre, et Charlot avait raison de le dire, est d'une très grande gravité et que, si un vote est chose fa-

cile, l'organisation, par contre, est chose fort difficile. J'invite tous les militants et en particulier les jeunes, à se mettre immédiatement au travail. Il y aura une période d'organisation qui sera pour nous particulièrement pénible, et au cours de laquelle le groupe aura à faire face à de nombreuses tâches. Il faut que chacun, dans nos départements, nous sachions faire preuve d'initiative, il faut constituer sans délai nos syndicats, nos unions locales et nos unions départementales, envisager le plus tôt possible le congrès constitutif, faire en sorte que la nouvelle Centrale puisse avoir son organisation définitive le plus tôt possible, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 1948. Je vous dis mon espoir, je suis convaincu que la décision que nous avons prise aujourd'hui répond au désir de l'immense majorité des travailleurs de ce pays (*applaudissements*). Nos camarades veulent faire du syndicalisme, et le syndicalisme qu'on leur présentait aujourd'hui n'était plus qu'une caricature.

Ils veulent, enfin, travailler dans la liberté, et l'erreur qui a été commise a été de croire qu'on pourrait, demain, transformer les travailleurs de ce pays en esclaves. On a eu tort de croire que la liberté n'était pas dans les cœurs et d'oublier que la liberté, comme l'a écrit quelqu'un, reflleurissait toujours, car elle reste une manifestation permanente de l'esprit humain.

Camarades, je vous informe que le *Groupe Central* de «*Force Ouvrière*» va se réunir immédiatement.

**Neumeyer** (*Groupe Central*): Les camarades qui en font partie restent ici, dans la salle.

**Le Président:** En passant au siège, ce soir, prenez des bulletins d'adhésion.

(*La séance est levée*).

-----